

LE MONDE *diplomatie*

VIT-ON UNE
ÉPOQUE DE
DINGUES ?

PAR FRÉDÉRIC LORDON
ET SANDRA LUCBERT

Pages 22 et 23.

Mensuel - 28 pages

N° 862 - 73^e année. Janvier 2026

DOSSIER : JUSTICE ET LIBERTÉS

L'ère des répressions



© MICHAEL ZELEHOSKI - WWW.MICHAELZELEHOSKI.COM

MICHAEL ZELEHOSKI. – « National Gridlock III » (Congestion nationale III), 2016

En décembre dernier, la dirigeante de la Confédération générale du travail (CGT) Sophie Binet était mise en examen pour avoir qualifié des patrons de « rats qui quittent le navire ». Un mois plus tôt, le Collège de France annulait un colloque universitaire sur la Palestine. Ces dernières semaines, le ministre de l'intérieur Laurent Nuñez a aussi porté plainte contre l'humoriste Pierre-Emmanuel Barré, les concepteurs d'un jeu

de société et quatre députés. Tous avaient critiqué une police qui semble n'avoir presque plus de comptes à rendre. Pas même à une justice exténuée et largement discréditée. L'État de droit tend à devenir une cause perdue, toujours plus difficile à défendre. Pourquoi consentons-nous à cette répression banalisée ? Comment y résister ?

(Lire le dossier pages 17 à 21.)

Éloge du papier

Comment dissiper le brouillard de données, de nouvelles, d'images qui grésille sans trêve sur nos écrans ? Une méthode révolutionnaire, quoique vieille de deux millénaires, pourrait bien offrir un asile aux déserteurs de la guerre de l'attention. Ses vertus stupéfient ses usagers ; son pouvoir affole la Silicon Valley.

PAR BENOÎT BRÉVILLE
ET PIERRE RIMBERT

ATTENTION, voici un texte hors du temps, des flux et du tourbillon numérique. Sa construction n'obéit pas aux nouvelles règles adoptées par les journalistes, blogueurs, influenceurs, éditeurs pour tenter de survivre à la guerre de l'attention qui sévit sur les écrans. On entamera sa lecture sans connaître le nombre magique qui désormais précède la première phrase du moindre article en ligne, celui des minutes requises pour le parcourir. Son message principal ne crépite pas dès l'accroche pour imprimer les rétines, avant que celles-ci ne papillonnent ailleurs, comme lorsqu'elles survolent une page Web.

À l'aide d'un instrument de suivi oculaire, l'expert en ergonomie informatique Jakob Nielsen a établi que « le schéma de lecture dominant ressemble à un F. Les lecteurs ont tendance à commencer dans le coin supérieur

gauche, puis à parcourir toute la page vers la droite. À mesure qu'ils descendent dans la page, ils regardent de moins en moins ce qui se trouve sur le côté droit (1) ». Cinquante-quatre secondes : c'est le temps moyen passé sur une page Internet, mais la moitié des visites s'interrompent avant dix mouvements de trotteuse ; quant à la durée moyenne d'une visite sur un site d'information, elle ne dépasse pas... deux minutes (2). Si la longueur du propos implique de scroller, le visiteur tend à décrocher. D'autant que la multiplication des notifications sur son smartphone l'incite à consulter ses messageries qui débordent, à répondre à un texto, à débobiner le fil infini d'Instagram ou de TikTok. Même les liens hypertextes, joyaux du format numérique qui ouvrent un accès-gigogne à une connaissance illimitée, dégradent en définitive la compréhension : « La prise de décision supplémentaire et le traitement visuel requis pour naviguer d'un lien à l'autre augmentent la charge cognitive des lecteurs, sollicitant une capacité de mémoire qui dépasse peut-être leurs aptitudes », conclut une revue des études sur le sujet (3).

Du « temps de cerveau humain disponible » que l'ancien président-directeur général (PDG) de TF1 Patrick Le Lay se vantait en 2004 de vendre à Coca-Cola à la mise aux enchères scientifique des consciences orchestrée par les plates-formes numériques, l'économie des médias n'a pas fondamentalement changé de nature, ni d'objectif. Mais le rythme de l'information a connu une accélération vertigineuse.

(Lire la suite pages 12 et 13.)

(1) Cité dans Naomi S. Baron, *Words Onscreen. The Fate of Reading in a Digital World*, Oxford University Press, 2015.

(2) Katherine Haan, « Top website statistics for 2025 », 24 octobre 2025, www.forbes.com ; « Digital news fact sheet », 10 novembre 2023, www.pewresearch.org

(3) Cf. Naomi S. Baron, *op. cit.* ; et Diana DeStefano et Jo-Anne LeFevre, « Cognitive load in hypertext reading : A review », *Computers in Human Behavior*, vol. 23, n° 3, Amsterdam, 2007.

CUBA, HONDURAS, VENEZUELA...

M. Trump, pirate des Caraïbes

La « doctrine Monroe » revient en force en Amérique latine, assortie d'un « corollaire Trump ». Objectifs des États-Unis : restaurer leur domination continentale, repousser l'influence chinoise, mettre la région au service des priorités intérieures définies par la Maison Blanche. Vassalisées, les droites locales gagnent du terrain, et jubilent.

PAR CHRISTOPHE VENTURA

Il est responsable de plus de trois mille disparitions ou assassinats. Sous ses ordres, environ quarante mille personnes furent soumises à la torture ; certaines en portent encore les séquelles. Sans surprise, les portraits d'Augusto Pinochet étaient devenus rares au Chili depuis la fin de la dictature qu'il a imposée au pays de 1973 à 1990. Le 14 décembre 2025, ils firent néanmoins leur grand retour à Santiago pour célébrer la victoire à la présidentielle de M. José Antonio Kast, qui se revendique fièrement du général putschiste.

Il y a quatorze ans, pourtant, des étudiants s'emparaient des rues du Chili, au cours des plus importantes manifestations qu'avait connues le pays depuis le retour de la démocratie. Ils exigeaient une éducation « gratuite et de qualité », et plus largement la fin du modèle néolibéral inscrit dans la Constitution de 1980, héritée de la dictature. Eux aussi avaient leur icône, dont les portraits chamarraient les rassemblements : Salvador Allende, président socialiste du Chili, élu en 1970 et renversé par Pinochet. L'un des étudiants protestataires, M. Gabriel Boric, poursuivit sa carrière politique jusqu'à prendre la tête du pays, en 2022, sans cesser d'invoquer le nom d'Allende. Dans deux mois, le 11 mars 2026, M. Kast lui succèdera.

En 1973, la Maison Blanche avait soutenu le coup d'État de Pinochet : « Je ne vois pas pourquoi nous devrions laisser un pays devenir marxiste simplement parce que sa population est irresponsable », avait alors justifié Henry

Kissinger (1). Cinquante ans plus tard, le président américain se félicite de la victoire à la présidentielle chilienne de celui qu'il a « soutenu (2) ».

« Soutenu » ? Avant le retour au pouvoir de M. Trump, Washington n'affichait pas aussi crânement son parti pris dans les affaires du sous-continent. Mais la déclaration du président-milliardaire a peu surpris. L'Amérique latine a compris que l'actuel locataire de la Maison Blanche s'intéressait beaucoup à elle. « La démocratie [au Honduras] sera mise à l'épreuve lors des prochaines élections qui se tiendront le 30 novembre », s'alertait par exemple le président américain sur sa plate-forme Truth Social le 26 novembre dernier. La campagne électorale était pourtant close depuis trois jours, selon les règles fixées par le Conseil national électoral (CNE), mais M. Trump adressait aux millions d'électeurs honduriens une consigne de vote directe pour l'homme d'affaires conservateur Nasry « Tito » Asfura (Parti national), « l'ami de la liberté » (3).

(Lire la suite pages 6 et 7.)

(1) Cité par Grace Livingstone dans *America's Backyard : The United States and Latin America From the Monroe Doctrine to the War on Terror*, Zed Books, New York, 2009.

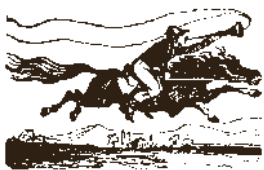
(2) Francisco Sánchez, « Donald Trump reacciona al triunfo de José Antonio Kast en Chile y su mensaje ya da la vuelta al mundo », 15 décembre 2025, www.chile.as.com

(3) Lire Maurice Lemoine, « Au Honduras, la gauche défend son bilan », *Le Monde diplomatique*, novembre 2025.



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

ÉDITION ABONNÉS
INTERDIT À LA VENTE



Un journal au garde-à-vous

UN contre-pouvoir, le *New York Times* ? Pas quand il s'agit des dépenses militaires. Le navire amiral de la presse libérale mondiale estime en effet qu'il faut les augmenter et se préparer à la guerre. Car le danger est à nos portes. C'est-à-dire celles de l'empire américain.

La menace ne saurait venir des États-Unis, bastion de la démocratie dans le monde qui, à sa guise, bombarde l'Iran, convoite le Groenland, coule des bateaux et tue leurs équipages dans la mer des Antilles, arme et finance Israël dans ses guerres contre Gaza, la Cisjordanie, le Liban, la Syrie, l'Iran, le Yémen... Dans une série de six articles consacrés au «*déclassement*» militaire de l'Amérique(1), le *New York Times* relève d'ailleurs qu'«*Israël a réussi ces deux dernières années à mêler tactiques de guerre nouvelles et anciennes dans son combat contre le Hezbollah et l'Iran*». Un modèle à suivre pour une armée américaine apparemment dénuée d'autant d'agilité.

L'organe officieux du Parti démocrate admet néanmoins quelques scrupules : «*Confier la décision à des robots peut menacer des civils. (...) L'utilisation par Israël de systèmes de surveillance guidés par l'intelligence artificielle désignant des cibles humaines à Gaza a soulevé des controverses. Ils ont mal identifié des civils en les prenant pour des combattants, ce qui a provoqué la mort de gens innocents.*» Quoi ? Une telle chose se serait produite ?

Mais l'essentiel est ailleurs. «*Dépassée*», l'Amérique doit réarmer. Le journal reconnaît pourtant que «*le budget de l'armée américaine est supérieur au total des neuf pays qui suivent*». Cela ne l'empêche pas de réclamer «*davantage de dépenses*» que les 1 000 milliards de dollars attendus par la nuée de «*colombes*» qui roucoulent au Pentagone : «*Les crédits militaires actuels – environ 3,4 % du PIB [produit intérieur brut] – sont proches du niveau le plus bas des quatre-vingts dernières années, même après les augmentations récentes de M. Trump.*» Holà ! les muni-chois ! La part des dépenses militaires s'élevait «*à 5 % du PIB en 2010 et à 9,4 % en 1967*». C'était alors le bon temps : en 2010, les États-Unis guerroyaient en

Irak et en Afghanistan ; en 1967, au Vietnam. Chaque fois avec le soutien empressé du *New York Times*.

Déjà insuffisante, la cascade de dollars serait au demeurant mal employée. Dans l'hypothèse d'un conflit avec la Chine autour de Taïwan, les simulations du Pentagone promettaient une raclée aux États-Unis, équipés d'un matériel hors de prix mais susceptible d'être détruit par beaucoup moins cher que lui. Les articles du *New York Times* réservent bien une place (minuscule) au «*danger d'une course aux armements incontrôlée*», et prétendent privilégier la négociation. Mais, à cette nuance près, la série se lit comme un document du ministère de la guerre. Ses têtes de chapitre ne cherchent d'ailleurs pas à donner le change : «*L'armée américaine a défendu le monde libre depuis quatre-vingts ans*», «*Notre domination s'étiole*», «*Nos rivaux le savent et s'équipent pour nous vaincre*».

Bien sûr, «*les États-Unis n'ont pas toujours usé de leur puissance militaire de manière efficace ou pour défendre des causes justes*». Pas toujours... Néanmoins, rien de fondamental n'a changé : «*Une Amérique puissante est essentielle dans un monde où la liberté et la prospérité n'ont jamais été aussi présentes. L'Europe de l'Ouest, le Japon et la Corée du Sud sont des démocraties prospères en partie grâce à la puissance américaine.*» Ce trésor-là, le *New York Times* le défendra, avec la certitude de ceux qui savent qu'«*un monde dans lequel la Chine totalitaire serait militairement dominante en Asie et la Russie libre de menacer l'Europe rendrait les Américains plus pauvres et menacerait partout les démocraties*».

Nouvelles technologies obligent, il paraît aussi que les soldats d'aujourd'hui «*exécutent leurs missions dans des pièces où la température est contrôlée*» plutôt qu'au sein de «*troupes bien équipées qui affrontent les dangers physiques de la ligne de front*». Ils ressemblent donc un peu à des éditorialistes du *New York Times*, qui, avant d'aller souper, recommandent à d'autres d'aller mourir.

SERGE HALIMI.

(1) «Overmatched. Why the US military needs to reinvent itself», *The New York Times*, 8-14 décembre 2025. Toutes les citations qui suivent sont tirées de cette série d'articles.



IMPERFECTION

Tous les ans, en décembre, la revue chinoise Yǎowēnjǐáozi («*Couper les cheveux en quatre*») publie le classement des dix mots-clés de l'année passée. Dans la liste 2025, un néologisme paradoxalement né sur les réseaux sociaux : huò rén gǎn, que l'on peut traduire par «*impression d'une personne vivante*» ou «*sens de l'authenticité*» (WeChat, 12 décembre).

Le terme n'a pas de définition académique rigoureuse, mais existe plutôt comme un sentiment collectif contextualisé. Il désigne ces moments d'authenticité non polis, usés par la vie, voire quelque peu maladroits. Il peut s'agir d'un instantané flou de la vie quotidienne : (...) un selfie sans maquillage en pyjama avec en arrière-plan un canapé en désordre ; l'avou d'un échec.

(...) Dans un contexte algorithmique qui impose des récits hypersthétisés et dramatisés ainsi que des modèles fondés sur la réussite, cette «*imperfection*» exerce un attrait puissant.

HOMMAGE

En 2024, le ministère du patrimoine canadien a inauguré un monument en hommage aux victimes du communisme. Environ 550 noms devaient y être inscrits, sauf que... (Ottawa Citizen, 11 décembre).

Des historiens ont informé le ministère du patrimoine canadien que plus de la moitié des 550 noms inscrits sur le Mémorial aux victimes du communisme devaient être retirés. La raison invoquée était leur lien potentiel avec les nazis ou des doutes concernant leur affiliation à des

groupes fascistes. Le ministère a donc renoncé à l'inscription de noms sur le monument.

ÉLÉGANCE

L'ambassadeur du Japon en Australie s'est félicité de la chute du nombre de touristes chinois dans l'Archipel, à la suite de mesures prises par Pékin en réaction à des remarques jugées offensives de la première ministre japonaise Sanae Takaichi au sujet de Taïwan (X, 20 novembre).

Le Japon attend avec impatience l'arrivée de touristes courtois et sincèrement intéressés qui viendront profiter du fait que la célèbre propreté et la sérénité raffinée de notre pays vont directement bénéficier des mesures prises par notre voisin continental.

COURRIER DES LECTEURS

Second Empire

À la lecture de l'article «*Les années de la vie politique française*» (décembre), M. Philippe Arnaud a souhaité revenir sur l'histoire du Second Empire :

On fait, à juste titre, grief à Napoléon III du coup d'État du 2 décembre 1851, qui tua, en France, dans les 600 personnes, et entraîna près de 30 000 arrestations. Mais on ne songe guère à porter à son passif sa politique extérieure, qui, à bien des égards, fut désastreuse. 1) La guerre de Crimée. Cette guerre fut déclarée pour servir les objectifs stratégiques du Royaume-Uni (entre autres empêcher la Russie de sortir de la mer Noire). Résultat : elle coûta 22 000 morts aux Britanniques et... 92 000 morts aux Français. Elle valut à ces derniers l'ingratitude des Anglais (qui, en 1870, ne levèrent pas le petit doigt pour aider la France contre l'Allemagne) et la rancune du tsar (qui, en 1870, ne bougea pas davantage). 2) La politique italienne. En 1859, Napoléon III, pour aider le royaume de Piémont-Sardaigne (qui cherchait à unifier l'Italie autour de lui), déclara la guerre à l'Autriche. Il en résulta les sanglantes batailles de Magenta et de Solferino. Mais huit ans plus tard, en 1867, pour complaire aux milieux cléricaux français, il expédia les troupes françaises battre les Chemises rouges de Giuseppe Garibaldi, afin de protéger les États pontificaux contre le royaume de Piémont-Sardaigne. Résultat : en 1870, le roi Victor-Emmanuel II ne fit pas le moindre geste envers la France pour l'aider contre l'Allemagne. 3) L'expédition du Mexique, de 1861 à 1867. Cette expédition, ruineuse pour la France, qui aboutit à placer à la tête du Mexique l'empereur fantoche qu'était l'archiduc Maximilien de Habsbourg, se termina en fiasco. Maximilien fut fusillé et la France dut se replier honteusement. 4) La politique outre-mer. En 1860, avec les Britanniques, les troupes de Napoléon III ravagèrent le Palais d'été de Pékin. En 1853, la France annexe la Nouvelle-Calédonie. De 1858 à 1862, elle s'empara de la Cochinchine (sud du Vietnam). Elle poursuivit également la conquête de l'Al-

gérie et entama celle du Sénégal. 5) Le «*meilleur*» pour la fin. Napoléon III (cette «*grande médiocrité méconnue*», comme l'appelait Otto von Bismarck) se laissa embarquer, par ce même Bismarck, dans la désastreuse guerre de 1870. L'armée française, commandée par des généraux incapables (Mac Mahon, Bazaine, Frossard, de Failly, Canrobert...), fut balayée en un mois, le Second Empire en une journée (sans un coup de feu !). Le pays dut payer 5 milliards de francs-or et perdit l'Alsace-Moselle. À partir de 1870, la France ne boxa plus dans la même catégorie...

Pauvreté en France

L'article «*Les patrons piquent une crise*» (décembre) a inspiré une remarque à M. Jeremy Salisbury :

Le directeur général de Bpifrance Nicolas Dufourcq [cité dans l'article] écrit dans son livre le plus récent que «*le secret de famille de la société française n'est pas la dette*» mais le montant des aides sociales. Il parle beaucoup moins (voire pas du tout) de l'appauvrissement des employés depuis 2014. Or, comme le relève le média en ligne Contre Attaque, la France est le seul pays en Europe où on travaille plus tout en s'appauvrissant : «*Entre 2014 et 2024, le taux d'emploi (...) a grimpé pendant que le taux de pauvreté – les ménages qui vivent avec un revenu inférieur à 60 % du revenu médian – a augmenté.*»

Vous souhaitez réagir à l'un de nos articles :

Courrier des lecteurs,
1, av. Stephen-Pichon 75013 Paris
ou courrier@monde-diplomatique.fr

RECTIFICATIFS

– Le génocide des Tutsis au Rwanda s'est produit en avril-juillet 1994 et non pas en avril-juillet 1995, comme l'indique l'article «*Au Rwanda, le pari du sport*» (décembre).

– M. Emmanuel Macron n'a pas proposé «*cent jours*» d'apaisement en 2023 pour sortir de la crise des «*gilets jaunes*», comme l'affirme l'article «*Les amnésies de la vie politique française*» (décembre), mais pour s'extraire de la mobilisation contre la réforme des retraites.

– La loi du 14 novembre 1881 citée dans l'article «*Le dernier repos de l'immigré*» (décembre) n'est pas la loi sur la liberté des funérailles (qui date, elle, du 15 novembre 1887), mais celle dite «*sur la neutralité des cimetières*».

Édité par la SA Le Monde diplomatique.
Actionnaires : Société éditrice du Monde,
Association Gunter Holzmann,
Les Amis du Monde diplomatique
1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris
Tél. : 01-53-94-96-01
Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directoire :
Benoît BRÉVILLE, président-directeur de la publication
Anne-Cécile ROBERT, directrice adjointe
Autres membres :
Vincent CARON, Élodie COURATIER, Pierre RIMBERT
Conseiller éditorial auprès du directeur de la publication :
Serge HALIMI
Conseiller en finance et développement auprès du directeur :
Bruno LOMBARD
Secrétaire générale : Anne CALLAIT-CHAVANEL
Directeur de la rédaction : Benoît BRÉVILLE
Rédacteur en chef : Akram BELKAÏD
Rédacteurs en chef adjoints : Evelyne PIEILLER,
Grégory RZEPSKI
Cheffes d'édition :
Angélique MOUNIER-KUHN (Manière de voir),
Anne-Lise THOMASSON (Le Monde diplomatique)
Rédaction : Philippe DESCAMPS,
Renaud LAMBERT, Hélène RICHARD,
Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT,
Christophe VENTURA
Cartographie : Cécile MARIN
Site Internet : Guillaume BAROU
Conception artistique :
Nina HLACER, Boris SEMENIAKO
(avec la collaboration
de Delphine LACROIX pour l'iconographie)
Archives et données numériques :
Suzy GAIDOZ, Maria IERARDI
Communication numérique :
Julie MAURY
Mise en pages et photogravure :
Jérôme GRILLIÈRE, Patrick PÜECH-WILHEM
Correction : Pauline CHOPIN,
Xavier MONTHEARD

Directeur commercial et administratif : Vincent CARON
Directrice des relations sociales : Élodie COURATIER
Responsable du contrôle de gestion : Zaïa SAHALI
Administration : Sophie DURAND-NGÔ (19674),
Sylvia DUNCKEL (19621), Eleonora FALETTI (19601)
Courriel : prenom.nom@monde-diplomatique.fr

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY.
Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN,
Ignacio RAMONET, Serge HALIMI

Publicité : Elisabeth CIALDELLA :
elisabeth.cialdella@publicite.fr

Diffusion, mercatique : Maureen DECARPIGNY, Sophie GERBAUD, Sabine GUDE, Kevin JOLIVET, Adeline KRUG DONAT, Christiane MONTILLET, Martine PRÉVOT
Relations marchands de journaux (numéro vert) :
0805-050-147
Service relations abonnés
• Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé)
www.monde-diplomatique.fr
• Depuis l'étranger : (33) 3-21-13-04-32
Conditions générales de vente : www.monde-diplomatique.fr/cgv

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration
© ADAGP Paris, 2026,
pour les œuvres de ses adhérents
Prix au numéro : 5,90 €
Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée :
France métropolitaine : 65 €
Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo
Merci à nos acheteurs chez les marchands de journaux
de nous signaler toute anomalie au 01-57-28-33-25

Pour 2026, abonnez-vous au *Monde diplomatique*



↑ Scannez ce QR code

1 AN à 65€

Le Monde diplomatique en version papier

+ le Web

+ l'application

+ les archives

www.monde-diplomatique.fr/abojournal

VERS LA GUERRE DES MONDES ?

Thucydide a bon dos

Une provocation de la première ministre japonaise au sujet de Taïwan a ravivé la perspective d'un conflit en Asie de l'Est. Aux exercices militaires sino-russes répondent les manœuvres de l'Archipel et de son allié américain. Même si les démonstrations de force ne valent pas déclaration de guerre, le feu couve. Pour certains, l'affrontement armé entre Washington et Pékin serait inévitable.

PAR PHILIP GOLUB *

LE 30 octobre 2025, le président américain Donald Trump rencontrait son homologue chinois Xi Jinping à Pusan, en Corée du Sud, en marge du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). L'échange couronnait les pourparlers ministériels organisés à Madrid en septembre, qui avaient ouvert la voie à une désescalade de la guerre commerciale lancée par le locataire de la Maison Blanche(1). Décrite par M. Trump comme « *un très grand succès* », la rencontre des chefs d'État illustra surtout les limites de la stratégie américaine d'instrumentalisation de l'interdépendance face à un concurrent désormais capable de rivaliser avec Washington sur ce terrain.

Car, si les deux parties ont fait marche arrière – les États-Unis sur les tarifs douaniers dont ils menaçaient la Chine, cette dernière sur les restrictions au commerce des terres rares qu'elle avait brandies –, Pékin sort renforcé de l'épisode. Au-delà de l'échec de la coercition commerciale brutale tentée par Washington, les leviers

plus originaux actionnés par la Maison Blanche depuis la prise de fonctions de M. Joseph Biden en 2021 – contrôle du commerce des semi-conducteurs, entrave aux investissements, etc. – semblent aujourd'hui largement inopérants. Au lieu d'inhiber la montée en gamme de la Chine dans les secteurs scientifiques et technologiques clés, ces mesures ont, selon la Brookings Institution, « *contribué à stimuler le développement des capacités défensives et offensives* (2) » du pays.

La trêve n'est pas un épilogue. Sur le fond, rien n'est réglé, et la méfiance mutuelle qui enfle depuis les années 2010 demeure. Le Pentagone invite la Maison Blanche à donner la « *priorité à la défense du territoire américain et (...) à la dissuasion de la Chine dans la région Indo-Pacifique* (3) », cependant que Pékin délaisse l'idée de « *relations d'un nouveau type* » (entendre « *plus harmonieuses* ») entre grandes puissances, qu'il avait développée au début des années 2010.

Athènes et Sparte modernes

À LA veille du défilé célébrant la victoire du 9 mai 1945 à Moscou, M. Xi comparait la situation à celle des années 1940. Évoquant les « *forces justes du monde, incluant la Chine et l'URSS, [qui] ont combattu courageusement et vaincu côte à côte les forces fascistes arrogantes* » pendant la seconde guerre mondiale, il ajoutait : « *Quatre-vingts ans plus tard, l'unilatéralisme, l'hégémonisme, l'intimidation et les pratiques coercitives sapent gravement notre monde. Une fois de plus, l'humanité se trouve à la croisée des chemins entre l'unité et la division, le dialogue et la confrontation* (4). » Deux ans plus tôt, M. Xi avertissait l'Assemblée nationale populaire d'une nouvelle ère de rivalité stratégique : « *Les pays occidentaux, sous la houlette des États-Unis, ont mis en œuvre des mesures d'endiguement, d'encerclement et de répression à l'égard de la Chine, posant des problèmes d'une gravité sans précédent pour le développement de notre pays* (5). »

Les chancelleries des deux pays se souviennent également de la très vive (et inhabituelle) passe d'armes qui avait opposé MM. Yang Jiechi (conseiller d'État et membre du Bureau politique) et Wang Yi (ministre des affaires étrangères) aux hauts responsables américains pour la sécurité à Anchorage (Alaska), le 18 mars 2021. MM. Antony Blinken (secrétaire d'État) et Jake Sullivan (conseiller à la sécurité nationale) avaient exprimé leurs « *vives inquiétudes* » face à une Chine menaçant, selon eux, l'« *ordre international fondé sur des règles* ». Avant de conclure que la relation des deux pays serait « *compétitive quand il faudrait, collaborative quand elle pourrait, antagoniste quand elle devrait* » (6). « *Au cours des dernières années, les droits et intérêts légitimes de la Chine ont été soumis à une répression pure et simple, plongeant les relations sino-américaines dans une période de difficultés sans précédent* », avait rétorqué M. Wang (redevenu ministre des affaires étrangères depuis l'épisode). « *Ni les États-Unis ni le monde occidental ne représentent l'opinion publique internationale* », avait-il poursuivi, avant de peindre le tableau d'une Chine aux antipodes des pratiques américaines : « *Nous*

ne croyons pas à l'invasion par la force, au renversement d'autres régimes par divers moyens, ni au massacre des populations d'autres pays », contrairement aux États-Unis, qui « *ont longtemps exercé une forme de juridiction extraterritoriale reposant sur leur pouvoir de répression, et abusé du concept de sécurité nationale en recourant à la force ou à leur hégémonie financière, ce qui a créé des obstacles aux activités commerciales normales* » (7).

La politique internationale est réflexive. Ainsi, depuis la fin des années 2000, la plupart des observateurs américains – notamment officiels – considèrent la Chine « *émergée* » comme une puissance « *révisionniste* », dont l'objectif serait de modifier l'ordre mondial américano-centré, d'en réécrire les règles et de dominer l'Indo-Pacifique. Une ancienne responsable du bureau d'analyse et de prévision du département d'État lors du premier mandat de M. Trump résume bien le point de vue des droites ethnonationalistes : Pékin représenterait « *une menace fondamentale à long terme* », plus importante encore que Moscou, car « *c'est la première fois que nous sommes face à une grande puissance concurrente qui n'est pas caucasienne* » (8). Symétriquement, certains analystes chinois voient les États-Unis comme une « *Rome impériale agressive, ambitieuse, imbuë d'elle-même et hautement militarisée* (9) », qui viserait un changement de régime en Chine par une politique active d'endiguement.

École influente en relations internationales, le néoréalisme (ou réalisme structurel) analyse cette symétrie des perceptions comme le reflet des mécanismes concurrentiels propres à la structure anarchique – au sens étymologique du terme, c'est-à-dire « *sans gouvernement* » – du système international. Dans le schéma néoréaliste, les États sont des acteurs rationnels (qui mettent en adéquation les fins et les moyens) et unitaires (au sens où tous les acteurs politiques qui gravitent en leur sein se retrouvent autour de grands objectifs de politique internationale). À ce titre, ils répondent aux pressions de l'anarchie de manière analogue, quel que soit leur régime politique. En l'absence d'une autorité supranationale, les États évoluent dans ce que le philosophe anglais Thomas Hobbes qualifiait d'« *état de nature* » : ils sont à la fois



© ADAGP PARIS, 2025 - COURTESY GALERIE LELONG

MARC DESGRANDCHAMPS. – « Kairos » (Moment opportun), 2025

juges et parties de leur volonté. Leur principale préoccupation ? Maximiser leur puissance relative pour faire face à ce que le politiste de Harvard Stephen Walt appelle le « *dilemme de sécurité* » propre aux systèmes anarchiques : « *Les efforts de chaque partie pour traiter ce qu'elle considère comme un problème de sécurité potentiel ne font que renforcer les craintes de l'autre partie en matière de sécurité, déclenchant ainsi une réponse qui renforce les préoccupations initiales de la première* (10). » Une logique qui précipite la course aux armements, quand elle ne provoque pas directement des conflits. Certes, des dirigeants prudents peuvent parvenir, parfois, à éviter les accidents, mais les conditions structurelles n'en demeurent pas moins contraignantes.

Une variante particulièrement déterministe du néoréalisme pousse ces postulats plus loin en affirmant, comme le faisait Robert Gilpin (1930-2018), figure de l'économie politique internationale, que « *la dynamique des relations internationales résulte de la croissance différentielle de la puissance des États* » – un principe initialement proposé, selon lui, par Thucydide (v^e siècle av. J.-C.). La théorie des guerres hégémoniques de l'historien grec constituerait toujours « *un des principes organisateurs des relations internationales* » (11). Pour Gilpin, comme pour Graham Allison, auteur à succès du livre aussi diffusé que contesté *Vers la guerre. L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide* ? (Odile Jacob, 2019), l'écrivain antique aurait mis au jour une loi transhistorique en remarquant (très brièvement) dans sa grande *Histoire de la guerre du Péloponnèse* que ce fut « *la montée d'Athènes et la peur que cela inspira à Sparte qui rendit la guerre inévitable* ».

Des conflits aussi divers que la guerre de Sept Ans (1756-1763), les guerres napoléoniennes (1803-1815), la guerre russo-japonaise (1904-1905), la Grande Guerre (1914-1918) et la seconde guerre mondiale, parmi d'autres, trouveraient donc leur explication dans un même schéma. Puisque les périodes de décentrage et de recentrage succèdent aux moments d'équilibre, l'histoire se réduirait à une récurrence éternelle du même cycle, quoique avec des acteurs différents : un ordre mondial hiérarchique succéderait au précédent, le plus souvent après une période de guerre.

Dans cette optique, l'ascension de la Chine depuis le début des années 1980 placerait Washington et Pékin sur des trajectoires de probables – voire d'inévitables – confrontations. Selon John Mearsheimer, théoricien néoréaliste reconnu,

la montée en puissance de la Chine entraîne nécessairement une « *compétition de sécurité intense avec un potentiel considérable de guerre* » : l'émergence du géant asiatique pourrait ne pas être pacifique, en dépit des discours chinois, du fait même que les États-Unis chercheront à l'empêcher de « *dominer l'Asie-Pacifique comme [eux-mêmes] dominent le camp occidental* » (12).

Au déterminisme sécuritaire Allison ajoute, lui, un déterminisme culturel : dans la lignée de la thèse performative du « choc des civilisations » de Samuel Huntington, il maintient que, malgré les

relations que « *les capitales du monde entier entretiennent avec Pékin, des différences fondamentales subsistent entre ces deux anciens systèmes. La mondialisation a fluidifié les transactions mais n'a pas effacé les lignes de fracture primaires* ». Conclusion, selon lui : « *Les grandes différences d'inclinaisons culturelles peuvent se traduire par des confrontations*. » L'auteur estime toutefois que la perspective de la « *destruction mutuelle assurée* » en limitera la portée ; la guerre serait évitable au prix d'« *ajustements considérables et douloureux des attitudes et des actions* » des deux parties (13).

Ces arguments suscitent le débat en Chine, où la question se pose de savoir comment gérer une relation dont la détérioration, enracinée dans des facteurs structurels, paraît durable. Les « *réalistes moraux* », tels que l'influent chercheur Yan Xuetong, de l'université Tsinghua, considèrent que les périls du « jeu à somme nulle » international (que Pékin oppose au « *win-win* » du commerce international, selon lequel toutes les parties seraient gagnantes) sont substantiels. Cependant, veut croire Yan, l'ascension de la Chine peut s'accomplir sans violence, à condition que ses dirigeants choisissent la voie « *royale* » de la prudence et du « *leadership* », notion qui implique en relations internationales la fourniture de biens publics mondiaux par opposition à l'exploitation caractéristique de la domination.

Des voix, dont celle de Xiang Lanxin (directeur du Centre pour les nouvelles routes de la soie, à Shanghai), estiment, elles, possible une coexistence pacifique fondée sur l'équilibre ainsi que sur des convergences partielles autour de questions exigeant la coopération internationale – à commencer par le changement climatique. Pour d'autres encore, proches des forces armées, la Chine doit se préparer à une confrontation inévitable avec l'« *hégémon* » américain, en déclin.

Prophéties autoréalisatrices

LE réalisme domine, mais l'interprétation chinoise du moment historique n'est pas figée. Le 16 novembre 2024, à la réunion des dirigeants de l'APEC à Lima, au Pérou, M. Xi déclarait que « *le piège de Thucydide n'est pas une fatalité historique* » et qu'une « *nouvelle guerre froide ne doit pas être menée et ne peut pas être gagnée* » (14). Aux États-Unis, ainsi qu'en Europe, des fractions des classes dominantes s'opposent également au découplage entre les deux géants et à la démondialisation. Notamment les grandes entreprises et le monde de la finance, du fait du rôle-clé que joue la Chine dans les chaînes de valeur transnationales. Leurs profits, tout comme la croissance économique chinoise, dépendent d'un système international ouvert où les chocs sont limités (15).

(1) Lire Renaud Lambert, « La Chine prend la barre de la mondialisation », *Le Monde diplomatique*, mai 2025.

(2) Kyle Chan, « China's lesson : It pays to push back », Brookings Institution, 25 novembre 2025, www.brookings.edu

(3) « Statement on the development of the 2025 National Defense Strategy », ministère de la défense des États-Unis, 2 mai 2025, www.war.gov

(4) « Xi Jinping says friendship forged with blood, lives inexhaustible source of China-Russia amity », ministère de la sécurité publique de la République populaire de Chine, 7 mai 2025, www.mps.gov.cn

(5) Keith Bradsher, « China's leader, with rare bluntness, blames US containment for troubles », *The New York Times*, 7 mars 2023.

(6) « Secretary Antony J. Blinken, national security advisor Jake Sullivan, director Yang and state counselor Wang at the top of their meeting », département d'État des États-Unis, 18 mars 2021, <https://2021-2025.state.gov>

(7) « How it happened : Transcript of the US-China opening remarks in Alaska », 19 mars 2021, <https://asia.nikkei.com>

(8) Citée par Paul Musgrave dans « The slip that revealed the real Trump doctrine », *Foreign Policy*, Washington, DC, 29 avril 2019.

(9) Xiang Lanxin, « China and the international "liberal" (Western) order », dans Trine Flockhart et al., *Liberal Order in a Post-Western World*, Transatlantic Academy, Washington, DC, 2014.

(10) Stephen M. Walt, « Does anyone still understand the "security dilemma" ? », *Foreign Policy*, 26 juillet 2022.

(11) Robert Gilpin, « The theory of hegemonic war », *The Journal of Interdisciplinary History*, vol. 18, n° 4, Boston, printemps 1988.

(12) John Mearsheimer, « The gathering storm : China's challenge to US power in Asia », *The Chinese Journal of International Politics*, vol. 3, Oxford, 2010. Lire aussi « Pourquoi les grandes puissances se font la guerre », *Le Monde diplomatique*, août 2023.

(13) Graham Allison, *Destined for War : Can America and China Escape Thucydides's Trap?*, Houghton Mifflin Harcourt, Boston - New York, 2017.

(14) « Xi says Thucydides's trap not historical inevitability », Xinhua, 17 novembre 2024.

(15) Lire « Contre Washington, Pékin mise sur la finance », *Le Monde diplomatique*, novembre 2021.

(16) Donald Kagan, *Le Déclenchement de la guerre du Péloponnèse*, Les Belles Lettres, Paris, 2022.

* Professeur de relations internationales à l'Université américaine de Paris (AUP). Auteur d'*East Asia's Reemergence*, Polity Press, Cambridge, 2016.

CONSÉQUENCE INATTENDUE DE LA BULLE DE L’IA

Pourquoi les États-Unis relancent le nucléaire civil

L’intelligence artificielle va-t-elle conduire le secteur de l’énergie à la surchauffe ? Les essaims de microprocesseurs qui propulsent les robots conversationnels consomment en effet une quantité d’électricité faramineuse. Aux États-Unis, les investisseurs se ruent sur tout ce qui peut produire du courant. Microsoft envisage le redémarrage de la centrale de Three Mile Island, quarante-six ans après l’accident...

PAR EVA THIÉBAUD *

DES grues, des terrains vagues, des *data centers*, d’autres *data centers*, en construction, partout. « *Regardez celui-là, il est vraiment énorme.* » Depuis sa voiture avec laquelle nous sillonnons les comtés de Loudoun et de Fairfax, en Virginie, près de la capitale fédérale Washington (DC), M^{me} Ann Bennett, militante de l’association environnementale Sierra Club, dénonce ce bourgeonnement immobilier. « *Le voilà, le “cloud”.* Vous voyez. C’est indescriptible. »

Elle a raison. Le paysage est dystopique. Le long des routes rectilignes, derrière des lignes électriques flambant neuves, se rangent de gigantesques bâtiments gris, crème ou bleutés, sans fenêtre. Puis d’immenses transformateurs électriques, et des zones en construction, encore et encore. Nous sommes seulement en juin, mais les températures franchissent allègrement la barre des 35 °C. Au cœur de l’Allée des centres de données (Data Center Alley), dans de grosses voitures climatisées, les habitants des villes aisées de la Virginie filent à toute vitesse vers leurs bureaux de Washington ou l’aéroport international tout proche.

La proximité de la capitale, des terrains bon marché, des incitations fiscales, une électricité abondante et l’accès à des câbles Internet sous-marins reliant l’Amérique du Nord à l’Europe ont fait de la Virginie le premier pôle d’attraction mondial pour les centres de données. Elle concentre des centaines de ces bâtiments pour une puissance cumulée de 6,2 gigawatts (GW) au premier semestre 2025 (1) – pour comparaison, l’État dispose d’une capacité de production d’électricité de 29 GW, dont presque la moitié repose sur des centrales à gaz.

Gloutonnerie des centres de données

« *Ce que nous voulons faire, c’est garder l’IA [intelligence artificielle] dans ce pays,* » déclarait en janvier 2025 M. Donald Trump en annonçant 500 milliards de dollars d’investissements privés dans des centres de données. Pour cela, poursuivait le président américain, il faudra « *produire beaucoup d’électricité. Et nous leur faciliterons la tâche pour réaliser cette production, dans leurs propres usines s’ils le souhaitent* », ajoutait-il en parlant des industries numériques. Les producteurs d’hydrocarbures, qui ont largement soutenu la campagne de M. Trump, se frottent les mains : voilà la justification idéale pour relancer rapidement et massivement leur activité, et, par la même occasion, damer le pion aux énergies renouvelables.

En difficulté aux États-Unis depuis l’accident nucléaire de Three Mile Island en 1979, miné par des scandales de corruption et par la débâcle du fabricant de réacteurs Westinghouse, le secteur de l’atome civil s’était montré moins généreux avec le locataire de la Maison Blanche. Mais, plébiscité par les magnats de la tech, il tire lui aussi profit de la ruée vers l’IA, « *bien que le nucléaire soit dangereux, non assurable, non compétitif et vulnérable en matière de sécurité nationale* », comme nous le rappelle au téléphone M. Ralph Nader, ancien candidat écologiste aux présidentielles américaines et opposant de longue date à l’atome.

Critiqués pour leur appétit énergétique, les centres de données représentaient en 2024 1,5 % de la consommation d’électricité mondiale ; l’Agence internationale de l’énergie (AIE) rappelle que, si la croissance de leur consommation sera significative dans les cinq années à venir, elle restera inférieure à celle de l’industrie, des véhicules électriques ou de la climatisation (2). En définitive, la gloutonnerie des centres de données représente avant tout un pro-

blème local : c’est la conjonction de leur expansion et de leur concentration géographique qui pose problème. Les États-Unis représentent ainsi 45 % de la consommation mondiale, devant la Chine (25 %) et l’Europe (15 %). Avec un effet encore accentué en Virginie. La demande énergétique y était restée globalement stable entre le début des années 2000 et 2020, mais augmente significativement depuis – la faute aux centres de données.

« *Nous vivons les effets d’une course. Tout arrive bien trop vite* », commente M^{me} Bennett. Entre 2022 et 2024, les investissements dans les centres de données ont représenté 84 % du total



© GEORGE ETHEREDGE - THE NEW YORK TIMES - REDUX-REA

GEORGE ETHEREDGE. – Coupures de presse relatives à l’accident de Three Mile Island accrochées au mur d’un restaurant de Middletown, la ville la plus proche de la centrale, 2024

des capitaux engagés en Virginie (3). À l’échelle du pays, les dépenses dans les *data centers* et les activités technologiques auraient augmenté le produit intérieur brut (PIB) américain de 0,5 point au deuxième trimestre 2025 (4). « *Ce qui se passe en ce moment possède toutes les caractéristiques d’une bulle*, analyse Brent Goldfarb, chercheur et coauteur d’un livre sur le sujet. *Mais la situation se perpétuera tant que les investisseurs continueront à penser qu’ils peuvent réaliser des profits avec cette technologie* (5). »

Une bulle qui bénéficie du souffle de l’État fédéral : la construction massive de centres de données présente l’avantage immédiat de soutenir une économie plombée par la fin d’une partie des subventions aux infrastructures de l’ère Biden, des tarifs douaniers erratiques et des taux d’intérêt élevés – sans compter les coupes dans les effectifs des fonctionnaires fédéraux et une mise à l’arrêt exceptionnellement longue de l’État fédéral (*shutdown*) en octobre-novembre 2025.

Mais il s’agit aussi d’un enjeu stratégique. « *D’un point de vue militaire, les géants de la tech et leurs centres de données soutiennent les gouvernements en stockant puis traitant via l’IA d’énormes volumes d’informations issues des caméras ou des capteurs d’un terrain de guerre – ça a été le cas avec Israël et son offensive en Palestine*, rappelle Vili Lehdonvirta, chercheur en politique et en économie des plates-formes numériques à l’université Aalto, en Finlande. *Et au-delà du militaire, Edward Snowden nous a appris que les entreprises de la tech pouvaient accepter de donner accès à leurs données au gouvernement américain, d’où leur importance pour le renseignement*.

» Quid de la concurrence chinoise, mise en avant par les grandes compagnies numériques ? « *Elle leur permet d’obtenir l’appui à la fois financier et réglementaire de l’État américain, sans lequel le cours de leurs actions ne pourrait pas se maintenir aux niveaux actuels* », poursuit-il.

Les centres de données, dont la capacité s’évalue non plus en puissance de calcul mais en énergie consommée, tendent à transmettre au secteur de l’énergie les incertitudes qui entourent l’avenir de l’IA. Laboratoires et instituts de recherche analysent les consommations actuelles des centres de données et tentent de réaliser des projections (6). Le Lawrence Berkeley National Laboratory estime par exemple la consommation des centres de données entre 325 et 580 térawattheures (TWh) en 2028 (7) – une différence de 255 TWh, soit la consommation annuelle de l’Espagne. « *L’incertitude sur les prévisions énergétiques des centres de données est énorme*, analyse le consultant en énergie Michael Leifman, auteur d’une série d’articles sur le sujet (8). *D’abord, les prévisions sont par essence incertaines. Par ailleurs, les processeurs évoluent et pourraient consommer moins d’énergie. Les systèmes de refroidissement pourraient également permettre d’améliorer les consommations. Il existe aussi des incertitudes autour de la définition d’un centre de données et de ce qui est compté ou pas. Enfin, inconnue parmi les inconnues, on ignore quelle sera la demande.* »



D’autres paramètres peuvent aussi entrer en jeu : inquiets de l’impact des centres de données sur leur environnement, les citoyens, comme ceux de Sierra Club, se mobilisent et peuvent bloquer des projets. En Virginie, une association de riverains a ainsi attaqué en justice les développeurs de Prince William Digital Gateway, une future zone technologique de presque 680 hectares incluant plusieurs dizaines de centres de données, empêchant pour le moment le démarrage de leur construction. Des goulots d’étranglement peuvent aussi ralentir le mouvement, comme des ruptures sur les chaînes d’approvisionnement – transport, processeurs, métaux rares... Ou tout simplement un raccordement au réseau qui ne suit pas, comme c’est le cas aujourd’hui. « *Le réseau de transmission est insuffisant aux États-Unis et son amélioration prendra du temps* », confirme M. Leifman. En juillet 2024, Dominion, le principal producteur d’électricité, gestionnaire de réseaux et distributeur de Virginie, envoyait une lettre à ses clients les informant que les raccordements de capacités importantes prendraient douze à trente-six mois de plus que précédemment, soit entre quatre et sept ans (9). Le problème touche l’ensemble des États-Unis. Une porte-parole du secteur de la tech confirme que ces délais sont toujours d’actualité, évoquant la « *combinaison d’un manque de capacité de production et d’un manque de capacité du réseau* ». Dominion n’a pas souhaité s’exprimer sur le sujet.

Pour maximiser leurs chances de raccordement, les développeurs de centres de données déposent des demandes auprès de plusieurs fournisseurs d’énergie pour un seul projet. La pratique crée une demande « fantôme » qui engorge les listes d’attente, ralentit les processus, contribue

à l’effet « bulle » et complique le travail de planification des producteurs d’électricité et des régulateurs de réseau. « *Dans le doute, tous les acteurs ont tendance à surestimer la demande. Personne ne veut être tenu responsable d’une pénurie d’électricité* », explique encore M. Leifman.

Les chiffres annoncés défient l’imagination. Le régulateur du réseau qui couvre la Virginie et une partie du Nord-Est américain, PJM Interconnection, table sur une augmentation de consommation de presque 500 TWh dans les dix ans à venir (10) – soit davantage que la demande électrique annuelle de l’Allemagne. Et révisé donc ses plans pour faire face. Malgré des centaines de projets de centrales d’énergies renouvelables en souffrance dans sa liste d’attente, l’opérateur a choisi de repousser la fermeture d’une centrale à charbon du Maryland. Une décision prise « *jusqu’à ce que les mises à niveau nécessaires des lignes de transmission pour fournir de l’électricité à partir d’autres sources soient terminées* ». PJM a également accéléré les projets d’extension et de construction de centrales à gaz – à hauteur de 7,8 GW –, suivies par les batteries (2,3 GW) et le nucléaire (1,4 GW) dont « *90 % devraient être raccordés d’ici à 2030* ». « *Il faut une production fiable pour assurer l’alimentation des centres de données* », nous explique au téléphone un porte-parole de PJM. « *Avec une croissance de la demande particulièrement rapide au cours des cinq prochaines années, le gaz naturel représentera la principale source d’approvisionnement supplémentaire* » aux États-Unis, prévoit l’AIE.

Le spectre d’infrastructures inutiles mais coûteuses

Sauf qu’une fois construites ces centrales émettrices de dioxyde de carbone (CO₂) fonctionneront pendant des décennies, entravant le développement des énergies renouvelables – qui sont pourtant aujourd’hui les formes de production électrique les plus compétitives « *sur une base non subventionnée* » (11). Les nouvelles centrales à gaz pourraient même se révéler in fine superflues. « *Les coûts financiers de la surconstruction spéculative sont considérables. Chaque gigawatt de capacité inutile coûte entre 1 et 2 milliards de dollars à construire* », observe M. Leifman. Alors que l’augmentation de la demande liée aux centres de données fait déjà croître les prix de l’électricité aux États-Unis, la facture pourrait s’alourdir encore avec des infrastructures inutiles. « *Et donc finalement, c’est nous qui payons* », réagit M^{me} Bennett, la militante de Sierra Club.

Dans cette course aveugle à l’énergie, les maîtres du numérique ont tendance à pencher pour le nucléaire. « *Si je devais choisir la chose la plus cool sur laquelle je travaille, difficile de faire mieux que de maîtriser la puissance des atomes pour alimenter notre monde* », s’enthousiasme ainsi M. Bill Gates (12). Le cofondateur et ancien président-directeur général (PDG) de Microsoft a fondé et cofinancé TerraPower, une entreprise développant un « petit réacteur modulaire » (Small Modular Reactor, SMR). Son projet attend une autorisation de l’autorité chargée de la surveillance du parc, la Commission de régulation nucléaire (NRC), pour la construction d’un premier modèle dans le Wyoming. M. Samuel Altman, cofondateur et PDG d’OpenAI, l’entreprise qui a conçu ChatGPT, n’est pas moins emballé : il a dirigé, jusqu’au printemps 2025, une

(1) « Americas Data Center H1 2025 Update », <https://digital.cushmanwakefield.com>
(2) « Energy and AI », Agence internationale de l’énergie, avril 2025, www.iea.org
(3) « Data centers in Virginia 2024 – Report to the governor and the general assembly of Virginia », Joint Legislative Audit and Review Commission, 9 décembre 2024, <https://jlarc.virginia.gov>
(4) Paul Gruenwald et Satyam Panday, « Data centers investments are increasingly moving the macro needle », 4 novembre 2025, www.spglobal.com
(5) Brent Goldfarb et David A. Kirsch, *Bubbles and Crashes. The Boom and Bust of Technological Innovation*, Stanford University Press, Redwood City, 2019.
(6) Lire Sébastien Broca, « Mesurer la gloutonnerie numérique », *Le Monde diplomatique*, juillet 2025.
(7) Billie Holleck et al., « 2024 United States data center energy usage report », Lawrence Berkeley National Laboratory, 19 décembre 2024.
(8) Michael Leifman, « Managing data center uncertainty part I – The uncertainty problem », 30 octobre 2025, www.aixenergy.io
(9) Josh Saul, « Data centers face seven-years wait for Dominion power hookups », 29 août 2024, www.bloomberg.com
(10) « PJM long-term load forecast report », 24 janvier 2025, www.pjm.com
(11) « Levelized cost of energy », juin 2025, www.lazard.com
(12) Bill Gates, « The future of energy is subatomic », 2 octobre 2025, www.gatesnotes.com

© GEORGE ETHEREDGE - THE NEW YORK TIMES - REDUX-REA



GEORGE ETHEREDGE. – Tours de refroidissement de la centrale nucléaire désaffectée de Three Mile Island, près de Middletown, en Pennsylvanie, 2024

jeune société visant également à construire un SMR. Dénommée Oklo Inc., elle a été financée par des capitaux du secteur de la tech. Les projets de petites centrales nucléaires – dont les annonces fleurissent à travers les États-Unis – présenteraient l'avantage de pouvoir alimenter directement les centres de données, en limitant les émissions de gaz à effet de serre et en s'affranchissant du réseau.

Utilisée depuis les années 1950 dans les sous-marins à propulsion nucléaire ou dans les brise-glaces russes, la technologie a également été essayée depuis dans d'autres contextes, notamment en zone éloignée ou rurale(13). Mais les problèmes techniques rencontrés et le coût de l'électricité produite ont empêché tout développement majeur, si bien que les SMR – qui intéressent également la Chine et la Russie – n'ont jusqu'à présent jamais été économiquement viables. «*La question est de savoir si un SMR peut être construit avec un coût d'investissement unitaire sensiblement plus faible et donc produire de l'électricité (...) à un coût plus faible*», notaient en 2018 les auteurs d'un rapport du Massachusetts Institute of Technology (MIT) sur l'avenir du nucléaire(14).

«*Historiquement, on construisait plus petit, mais tout le monde s'est mis à faire de plus en plus grand, y compris en France, tout simplement pour réaliser des économies d'échelle*», rappelle M. V. Ramana, expert du nucléaire à l'université de la Colombie-Britannique, au Canada. L'échec récent de NuScale Power tendrait à lui donner raison : l'entreprise avait obtenu un agrément de la NRC pour la conception d'un réacteur à eau légère, mais sa concrétisation dans l'Utah a finalement capoté. Le budget est passé de 5 milliards à plus de 9 milliards de dollars, décourageant les investisseurs et conduisant à l'abandon du projet en 2023(15). Le secteur du nucléaire y voit un effet «*tête de série*» et promet que les prix baisseront avec la fabrication de flottes complètes de réacteurs. Toutefois, «*les chaînes de production seront probablement lentes*», relativisent les auteurs du «*World nuclear industry status report 2025*», et «*il est peu probable que des économies significatives soient réalisées, car elles dépendent en grande partie du nombre d'unités produites*»(16).

Un sentiment d'urgence créé pour aller vite

En attendant de trouver la formule magique, les industriels du numérique tablent sur l'existant – qui permet de réduire les coûts et les délais. En 2024, Amazon s'engageait dans un contrat d'achat direct avec l'opérateur de la centrale de Susquehanna, en Pennsylvanie. Autre solution possible : redémarrer des centrales arrêtées. L'annonce de la relance de Three Mile Island, également située en Pennsylvanie, a focalisé l'attention. Située à deux heures et demie de voiture au nord de Washington et à trois heures au sud-ouest de New York, la centrale a été rendue tristement célèbre en 1979 quand l'un de ses deux réacteurs a fondu – quelques mois seulement après sa mise en service. Après l'accident, la formation d'une bulle d'hydrogène dans la cuve du réacteur et les conjectures autour de sa potentielle explosion ont semé la panique aux États-Unis et provoqué des évacuations désordonnées, traumatisant le pays et mettant un coup d'arrêt au développement du nucléaire civil américain – dans un contexte post-choc pétrolier pourtant plutôt favorable à l'atome.

Mais l'histoire s'oublie. Le second réacteur, redémarré en 1985 puis arrêté en 2019 pour son manque de rentabilité dans un État où le gaz règne, est aujourd'hui en voie de réanimation par la volonté

de Microsoft : l'entreprise a signé un contrat pour s'en assurer à partir de 2027 la production électrique pendant vingt ans. Les inspections et premiers travaux ont commencé. À Middletown, où est implantée l'usine, cette remise en marche épouvante quelques dizaines d'anciens militants. «*Un faux sentiment d'urgence a été créé pour aller le plus vite possible*», regrette M. Eric Epstein, que nous rencontrons à une table de pique-nique située tout près de la centrale – les tours de refroidissement aujourd'hui encore à l'arrêt se découpent derrière lui. Il est l'un des piliers de la plus importante et plus ancienne association de lutte locale contre le nucléaire, Three Mile Island Alert. Il a fait appel devant la NRC de la décision de renommer la centrale Crane Clean Energy Center, en hommage au pionnier de l'industrie nucléaire américaine Chris Crane. Du «*mauvais révisionnisme*», juge-t-il.

«*Au moment de l'accident, j'avais une trentaine d'années et quatre enfants, puis j'en ai eu un autre après*», raconte M^{me} Joyce Corradi, que nous retrouvons dans la maison d'une autre militante de longue date, M^{me} Patricia Longenecker, à quelques centaines de mètres de la centrale. Rien ne prédestinait ces femmes issues de milieux religieux et conservateurs à se battre toute leur vie contre l'industrie de l'atome. «*Ma principale préoccupation a toujours été la santé de ma famille. Je ne vois pas cette question comme étant pro ou anti, démocrate ou républicaine. Je la vois comme un problème de santé, ce qui a été, qui est toujours, presque totalement ignoré*», poursuit celle qui a cofondé en 1979 le groupe des Femmes et mères engagées (CWM).

Ces considérations n'ont pas découragé M. Joshua Shapiro, le gouverneur démocrate de Pennsylvanie et aspirant président, de soutenir activement le redémarrage de la centrale. Outre-Atlantique, chaque État dispose de sa propre politique énergétique, qui peut coïncider – ou non – avec celle de Washington. Ainsi, après la catastrophe de Three Mile Island, un certain nombre d'entre eux ont choisi de mettre en place des moratoires sur le développement de nouvelles capacités nucléaires, dont plusieurs sont toujours en place aujourd'hui. L'abandon dans les années 1980 de la centrale tout juste construite de Shoreham, sur l'île de Long Island dans l'État de New York, avait aussi été soutenu par le gouverneur de l'époque. Un refus également porté par la mobilisation autour du site et celle d'un des comtés de cette île reliée au continent par la ville de New York, qui s'était opposé au plan d'évacuation en cas d'accident.

«*Et à Middletown en Pennsylvanie, on va refaire tourner cette vieille usine vulnérable de Three Mile Island. Pourquoi ? Pour envoyer l'électricité en Virginie nourrir les centres de données de Microsoft ?*», reprend M^{me} Corradi. Elle rappelle que les riverains vivent déjà avec les déchets nucléaires – qui, aux États-Unis, sont stockés à côté des centrales – et que va revenir s'ajouter la hantise des fuites ou d'un nouvel accident. «*Les femmes sont au centre de la lutte à Three Mile Island. Mais ceux qui décident, ce sont les "techbros", des hommes blancs, obsédés par l'argent et fascinés par la technologie*», estime la réalisatrice Heidi Hutner, qui a réa-

lisé un film sur les femmes de Three Mile Island (*Radioactive : The Women of Three Mile Island*, 2022).

Au début des années 2010, trente ans après l'accident, quatre nouveaux réacteurs devaient signer la renaissance du nucléaire civil américain et compléter le parc existant – qui compte une cinquantaine de centrales et une centaine de réacteurs. Mais des délais et des surcoûts significatifs ont eu raison de l'entreprise Westinghouse, qui a fait faillite en 2017 – elle a été rachetée deux fois depuis. Les deux réacteurs supplémentaires prévus en Caroline du Sud n'y ont pas résisté. Abandonnés en pleine construction, ils ont englouti avec eux des milliards de dollars dans un scandale surnommé le «*Nukegate*». Quant aux deux réacteurs de la centrale de Vogtle, en Géorgie, ils ont été livrés en 2023 et 2024 avec sept ans de retard et un coût ayant plus que doublé, franchissant la barre des 30 milliards de dollars.

«Si Three Mile Island a un autre accident...»

«*Ce secteur ne peut pas survivre à de nouvelles constructions sans subventions et garanties publiques. Et c'est là-dessus que les acteurs de la tech comptent. C'est la seule raison pour laquelle ils parlent de relancer l'énergie nucléaire*», analyse M. Nader. La nouvelle administration de M. Trump a bien compris le message. M. Chris Wright, le ministre de l'énergie, qui occupait avant sa nomination la fonction de PDG de Liberty Energy, une grande entreprise américaine de fracturation hydraulique pour la production de gaz et de pétrole, et siégeait au conseil d'administration d'Oklo Inc., a assuré que Three Mile Island bénéficierait d'un prêt garanti par le gouvernement fédéral de 1 milliard de dollars. Selon la presse américaine, le coût total du projet s'élèverait à 1,6 milliard de dollars. «*La plus importante subvention dont profite l'industrie nucléaire reste le Price-Anderson Act, qui absout les entreprises de l'énergie nucléaire de responsabilité légale pour la majorité des coûts résultant d'un accident. Si Three Mile Island a un autre accident, devinez qui paiera... C'est nous*», peut-on lire dans un tract de Three Mile Island Alert publié à l'occasion de l'annonce du redémarrage de la centrale.

M. Trump a également signé le 23 mai dernier une série de décrets présidentiels visant à «*commencer une nouvelle ère nucléaire*». Il y demandait notamment à la NRC d'accélérer ses procédures d'autorisation. «*Nous emmenons le monde vers un avenir alimenté par l'énergie nucléaire américaine*.

Ces actions sont essentielles à notre indépendance énergétique et à la domination continue des États-Unis dans l'intelligence artificielle», se réjouissait alors M. Michael Kratsios. Le directeur du bureau de la science et de la technologie de la Maison Blanche a fait ses armes comme associé chez Thiel Capital, une société de capital-investissement fondée par M. Peter Thiel, président de Palantir, une entreprise spécialisée dans l'analyse de grands volumes de données à usage notamment militaire.

Les décrets présidentiels appellent au déploiement de 300 GW d'électricité nucléaire supplémentaires d'ici à 2050, et l'un d'eux table dans un premier temps sur dix réacteurs «*en construction*» d'ici à 2030. «*En fait, développer les centrales nucléaires aux États-Unis permet avant tout de se replacer dans la course internationale à la vente de centrales commerciales*», analyse M. Tim Judson, directeur du Nuclear Information and Resource Service (NIRS). Avec la Chine et la Russie comme principaux concurrents. Les réacteurs Westinghouse ont d'ores et déjà été sélectionnés pour des projets à venir en Ukraine et en Pologne. Lors de la visite en novembre dernier du prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed Ben Salman, le ministère de l'énergie s'est félicité d'un accord de coopération civile incluant «*un engagement ferme en faveur de la non-prolifération*» – en concurrence avec l'Iran, Riyad demande depuis longtemps à Washington un accès au nucléaire civil qui lui a été jusqu'alors refusé(17).

Dans cette nouvelle soif américaine d'atomes, les interconnexions avec la défense ne sont pas à négliger non plus. «*Une autre raison avancée pour justifier le développement du nucléaire civil, c'est qu'il subventionne la formation d'un vivier de techniciens et d'ingénieurs pouvant être recrutés pour des programmes nucléaires militaires*», relève M. Ramana.

La grande course vers l'IA entraîne donc avec elle un redéveloppement du nucléaire qui devra encore intégrer les questions d'approvisionnement en combustible, de prolifération, de gestion des déchets ou d'acceptabilité sociale des installations. Les banlieues huppées de Washington, déjà peu enclines à apprécier le voisinage des centres de données, pourraient se regimber contre celui de réacteurs nucléaires, si petits soient-ils, accompagnés de leurs déchets. Reste aussi à savoir qui paiera les coûts de cet enthousiasme technophile, et aux dépens de quels autres investissements se feront ces choix.

EVA THIÉBAUD.

(13) M. V. Ramana, «The forgotten history of small nuclear reactors», 27 avril 2015, <https://spectrum.ieee.org>

(14) «The future of nuclear energy in a carbon-constrained world», MIT, 2018, <https://energy.mit.edu>

(15) David Schlissel, «Eye-popping new cost estimates released for NuScale small modular reactor», Institute for Energy Economics and Financial Analysis (Ieeefa), 11 janvier 2023, <https://ieefa.org>

(16) «World nuclear industry status report 2025», 26 novembre 2025, www.worldnuclearreport.org

(17) Lire «Course à l'atome au Proche-Orient», *Le Monde diplomatique*, octobre 2022.

© SCOTT STEPHEN BALL - THE NEW YORK TIMES - REDUX-REA



SCOTT STEPHEN BALL. – Infrastructures destinées à l'intelligence artificielle à Abilene, Texas, 2025

M. Trump, pirate

(Suite de la première page.)

Deux jours après son premier message, il précisait sa pensée, sous la forme d'une menace. Si son candidat remportait la présidentielle, les États-Unis lui accorderaient « *tout leur soutien* ». S'il ne gagnait pas l'élection, ils « *ne [gaspillaient] pas leur argent, car un mauvais dirigeant ne peut qu'entraîner des résultats catastrophiques pour un pays* ».

Washington a concentré sa présence militaire en Amérique centrale au nord-ouest de Tegucigalpa, la capitale du Honduras, un pays qui dispose d'une façade

caribéenne. La base aérienne de Soto Cano héberge la Joint Task Force - Bravo, un groupement conjoint entre les deux pays, qui mobilise en permanence plus de cinq cents soldats américains pour des missions théoriquement humanitaires, de formation sécuritaire et de lutte contre le trafic de drogue. Début 2025, la présidente de gauche Xiomara Castro avait menacé de mettre un terme à cette coopération pour protester contre la politique d'expulsion de migrants voulue par M. Trump, qui allait bientôt frapper des dizaines de milliers de ressortissants de la nation centre-américaine. D'où les messages vengeurs de M. Trump...

« À rien, à rien et à rien ! »

Au cas où certains Honduriens ne l'auraient pas bien compris, plus de 90 000 habitants – tous titulaires d'un compte bancaire national récepteur de *remesas*, ces fonds transférés par les migrants à leurs proches – reçoivent des messages sur leur téléphone entre le 27 et le 29 novembre. Un lien les redirige vers un contenu audio leur annonçant que, si M^{me} Rixi Moncada (du même parti que M^{me} Castro) est élue, ils ne recevront pas leurs *remesas* au mois de décembre. Au Honduras, plus d'un quart du produit intérieur brut (PIB) est constitué des envois d'argent effectués par les quelque deux millions de personnes installées sur le territoire nord-américain (4). Le 1^{er} décembre 2025, c'est le miracle : donné perdant dans les sondages, l'« ami » de M. Trump est annoncé vainqueur par les autorités électorales – un résultat que les autres candidats ne reconnaissent pas.

Ce dernier est rassuré, lui qui tient M^{mes} Castro et Moncada pour des comparses de M. Nicolás Maduro et s'était alarmé que le président bolivarien « *et ses narcoterroristes* » puissent « *s'emparer d'un autre pays comme ils l'ont fait avec Cuba, le Nicaragua et le Venezuela* ». Depuis septembre 2025, les États-Unis concentrent la plus grande armada navale réunie dans la région depuis la crise des missiles à Cuba en 1962 (5). D'après le président américain, dont l'administration impose une guerre hybride à Caracas, les jours du dirigeant chaviste « *sont comptés* » (Politico, 9 décembre 2025). Sa chute entraînerait, espère-t-il, celle du « *régime cubain* ».

Aux sanctions financières et économiques qui asphyxient le Venezuela s'ajoute l'organisation d'une campagne de diabolisation médiatique contre M. Maduro – de fait contesté dans le pays comme dans la région. Désormais, Washington impose un blocus maritime pétrolier à Caracas. L'Agence centrale de renseignement (CIA) a été autorisée à mener des opérations secrètes en vue de potentielles interventions sur le territoire, et la marine américaine intensifie

ses bombardements en mer contre des embarcations accusées de transporter de la drogue. Qualifiés d'« *exécutions extrajudiciaires* » par le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme (6), ils ont déjà causé la mort de plus de cent personnes (au 18 décembre 2025).

Ces ingérences ne suscitent aucune récrimination dans les chancelleries occidentales, d'ordinaire promptes à traquer agressions militaires ou manipulations électorales, à condition qu'on puisse les attribuer à Moscou. La stratégie fonctionne. Avant le scrutin législatif argentin du 26 octobre, le président américain avait exercé un chantage économique et financier comparable à celui qui a « convaincu » les Honduriens : ou bien il déverserait financements et investissements sur Buenos Aires en cas de victoire du candidat de la Maison Blanche Javier Milei, ou bien il lâcherait le pays et lui compliquerait la vie – arrêt des aides bilatérales, augmentation des droits de douane, fermeture de l'accès au marché américain... Tandis que les sondages lui promettaient une victoire étriquée, l'allié libertarien de M. Trump a finalement remporté ces élections avec une confortable avance sur l'opposition péroniste.

Les instruments de pression ou de rétorsion de Washington contre les pays latino-américains, favorisant son redéploiement sur leurs territoires, sont nombreux. Souvent moins bruyantes que les immixtions politiques directes, les messages sur Truth Social ou les sanctions extraterritoriales (Cuba, Nicaragua, Venezuela), les mesures de répression commerciale de l'administration américaine tétanisent les États de la région. Tous cherchent dès lors à éviter les foudres de M. Trump et à « négocier », dans l'espoir d'obtenir un assouplissement ou une levée de tel ou tel droit de douane.

Le Mexique, où les États-Unis menacent régulièrement d'intervenir au nom de la lutte contre le trafic de drogue, se voit imposer une taxe de 25 % sur ses exportations de produits qui ne font pas



JOSÉ GAMARRA. – « El progreso de una ayuda » (Le progrès d'une aide), 1969

partie de l'accord commercial conclu par les deux pays et le Canada (AEUMC, ou USMCA en anglais), et de 50 % sur l'acier et l'aluminium. Le quotidien du gouvernement de M^{me} Claudia Sheinbaum consiste à déjouer les menaces de pénalités supplémentaires, proférées régulièrement par son voisin du Nord, pour divers motifs : lutte contre l'immigration ou le narcotrafic, exigence de réduction des exportations chinoises acheminées sur le territoire américain via l'AEUMC, demande d'une fourniture plus abondante d'eau douce... Surtout, la présidente mexicaine souhaite aborder dans les moins mauvaises conditions possibles les négociations préparant la révision périodique de l'AEUMC (signé en 2020 pour seize ans), qui commenceront le 1^{er} juillet. Ces discussions décideront notamment de la prolongation (ou non) de cet accord, vital pour une économie mexicaine arrimée au marché des États-Unis, jusqu'en 2042.

En juillet 2025, le Brésil a quant à lui vu s'abattre sur son économie les plus fortes taxes douanières imposées à un pays par M. Trump (à l'exception de la Chine au début de l'année 2025) : 50 %. Ainsi, le président américain a souhaité dissuader – sans y parvenir – les autorités brésiliennes d'emprisonner son allié Jair Bolsonaro, condamné pour tentative de coup d'État. Après des semaines d'après négociations, Brasília a obtenu l'exemption ou la baisse drastique de ces droits sur de nombreux produits agricoles (viande de bœuf, café, cacao, fruits, etc.), profitant des craintes inflationnistes aux États-Unis.

Dans ces conditions, tenir simultanément tête au président américain sur d'autres dossiers se révèle difficile et risqué. Certes, les ingérences électorales, l'escalade belliqueuse contre le Venezuela, la perspective d'un renversement de M. Maduro provoqué par Washington (par le biais d'une pression économique ou d'une action militaire) peuvent faire l'objet de condamnations formelles ou d'offres de médiation politique – comme celles du Brésil et du Mexique. Mais les principales puissances régionales évitent de s'engager de manière frontale – et, a fortiori, concertée – contre M. Trump. Au

grand dam du président colombien Gustavo Petro, « *le prochain sur la liste* » de son homologue américain dans sa prétendue lutte contre les narcotrafiquants (Politico, 10 décembre). Le dirigeant de gauche assure jusqu'en mars 2026 la présidence de la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (Celac), qui regroupe les trente-trois États de la région. « *Je suis président de la Celac et je veux dire qu'à ce stade cela sert à trois choses : à rien, à rien et à rien !* », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse (11 décembre 2025), pointant l'absence de réaction des pays de la région aux attaques du président américain.

Quel projet sous-tend l'offensive de ce dernier ? On trouve une partie de la réponse dans le document de stratégie de sécurité nationale publié par la Maison Blanche le 5 décembre 2025 (7). Le retour de Washington dans son ancienne « arrière-cour » doit contribuer à « *assurer que l'Amérique reste le pays le plus fort, le plus riche, le plus puissant et le plus prospère des décennies à venir* ». Il est l'expression d'une visée impériale assumée : l'Amérique latine doit participer à la reconstruction,

au renforcement et au développement des capacités et des forces productives, technologiques, stratégiques et militaires des États-Unis, afin de maintenir un « *équilibre des pouvoirs* » avec d'autres acteurs dont le statut de puissance est reconnu, la Chine en premier lieu, ou la Russie.

En somme, une conception des relations internationales fondée sur la primauté des rapports de forces interétatiques (qui n'exclut pas la coopération) et la reconnaissance des zones d'influence de chaque superpuissance. Washington affirme ne pas vouloir agresser ses concurrents, mais n'entend pas tolérer leur expansion dans l'« hémisphère occidental » (c'est-à-dire, dans sa terminologie stratégique, l'ensemble du continent américain), ni la faciliter par son propre affaiblissement. D'une manière générale, « *l'objectif de la politique de sécurité nationale est de protéger les intérêts nationaux fondamentaux [des États-Unis], certaines priorités transcendantes les frontières régionales* ». Préserver cette sécurité exigerait une domination de Washington du Groenland à la Terre de Feu.

« Restaurer la prééminence américaine »

Le président républicain reprend les principes bien connus de la « doctrine Monroe », du nom du président James Monroe (1817-1825), le premier à avoir désigné, en 1823, l'Amérique latine comme une sphère d'influence dévolue à son pays, en en bannissant toute nouvelle colonisation ou intervention européennes. Près d'un siècle plus tard, en 1904, le président Theodore Roosevelt affinait cette théorie en déclarant que, « *dans l'hémisphère occidental, l'adhésion des États-Unis à la doctrine Monroe peut [les] contraindre, même à contre-cœur, dans des cas flagrants d'actes répréhensibles ou d'impuissance, à exercer un pouvoir de police internationale* ». Une posture baptisée depuis « corollaire Roosevelt ». Aujourd'hui, le document de stratégie nationale adjoint un « corollaire Trump » à la doctrine déjà constituée.

Pour la Maison Blanche, la menace chinoise a remplacé celle de l'Europe, et les États « communistes » ou « narcoterroristes » latino-américains sont considérés comme responsables de « *cas flagrants d'actes répréhensibles ou d'impuissance* ». Selon le document stratégique officiel, il s'agit de « *restaurer la prééminence américaine dans l'hémisphère occidental et de protéger [le]*

territoire national et [l']accès à des zones géographiques-clés dans toute la région ». « *Nous empêcherons les concurrents non hémisphériques de positionner des forces ou d'autres capacités menaçantes, ou de posséder ou contrôler des actifs stratégiquement vitaux dans notre hémisphère* ». Jamais citée, la Chine est visée à chaque ligne. Son emprise commerciale, financière et technologique sur l'Amérique latine est à la fois décrite en détail et dénoncée en creux.

Pour contrer Pékin, le président américain prône une nouvelle « *diplomatie commerciale* » à l'endroit des pays du sous-continent. Il leur enjoint d'agir au service des orientations de Washington, chez eux comme dans leur politique

(4) Honduras ha recibido más de 11.000 millones de dólares en remesas, un 13,9% más que 2024 », 10 décembre 2025, www.laprensa.hn

(5) Riley Mellen, « *Satellite data reveals how the US Navy is deployed near Venezuela* », *The New York Times*, 21 novembre 2025.

(6) « *ONU acusa a EEUU de violar el derecho internacional con los ataques a embarcaciones en el Caribe y el Pacífico* », 31 octobre 2025, www.elnacional.com

(7) « *National security strategy of the United States of America* », 5 décembre 2025, www.whitehouse.gov



JOSÉ GAMARRA. – « Le Grand Lessivage », 1980

WASHINGTON À L’OFFENSIVE

des Caraïbes

extérieure. Parce que l’Amérique latine «*recèle de nombreuses ressources stratégiques*» nécessaires aux États-Unis (hydrocarbures, matières premières, produits agricoles, infrastructures et sites géographiques), ses États peuvent contribuer au «*renforcement des chaînes d’approvisionnement critiques dans cet hémisphère [qui] réduira les dépen-*

dances et augmentera la résilience économique américaine». Le document invite les gouvernements à faire des États-Unis «*leur partenaire de premier choix*». Ceux qui obtempèrent seront récompensés. Quant aux fortes têtes, la superpuissance «*les dissuadera (par divers moyens) de collaborer avec d’autres*».

Contre l’hydre communiste

WASHINGTON peut désormais compter sur de nombreux pays alignés, même parmi ceux dont Pékin est le premier ou deuxième partenaire commercial. L’Argentine (M. Milei), la Bolivie (M. Rodrigo Paz), le Chili (M. Kast), le Costa Rica (M. Rodrigo Chaves), le Salvador (M. Nayib Bukele), l’Équateur (M. Daniel Noboa), le Honduras (M. Asfura), le Guatemala (M. Bernardo Arévalo), le Guyana (M. Mohamed Irfaan Ali), le Panamá (M. José Raúl Mulino), le Paraguay (M. Santiago Peña), la République dominicaine (M. Luis Abinader) sont gouvernés par des dirigeants conservateurs, d’extrême droite ou dépendants de Washington. Tous répondent aux exigences de M. Trump.

Certains avec zèle. M. Bukele met à disposition son centre de confinement du terrorisme (Cecot) pour enfermer des migrants réputés dangereux et expulsés des États-Unis. Les présidents de l’Argentine, de l’Équateur – principal hub régional d’exportation de la cocaïne colombienne –, du Guyana, du Paraguay, de la République dominicaine et de Trinité-et-Tobago (située à onze kilomètres du Venezuela) participent à la coalition internationale contre le narcotrafic suscitée par le secrétaire d’État Marco Rubio, et ils soutiennent la politique de Washington contre Caracas. Ces pays mettent à disposition des États-Unis leur territoire, leurs infrastructures ainsi que leur espace aérien pour l’«*opération Lance du Sud*» (Operation Southern Spear), officiellement menée dans l’optique de démanteler les cartels de la drogue dans la zone.

Tandis que la première puissance mondiale poursuit depuis des mois sa réimplantation militaire sur l’ensemble du sous-continent, par l’entremise de multiples accords de coopération réactivés, actualisés ou nouvellement signés(8),

ses bases de Guantánamo (Cuba), de Porto Rico, des îles Vierges américaines, de la Grenade, des îles d’Aruba et Curaçao (positionnées à quatre-vingts kilomètres du Venezuela) complètent son dispositif caribéen. La dernière a servi de point de passage à M^{me} María Corina Machado lors de son exfiltration du Venezuela, organisée afin qu’elle puisse rejoindre Oslo en Norvège pour la remise de son prix Nobel de la paix, le 10 décembre 2025. Pour cette occasion, les présidents Mulino, Milei, Peña et Noboa avaient fait le déplacement : il s’agissait tout autant de témoigner leur solidarité à M^{me} Machado que d’assurer M. Trump de leur docilité.

Les droites gagnent du terrain en Amérique latine, sous toutes ses latitudes. Dans des configurations nationales chaque fois spécifiques, leurs pôles radicaux accroissent leur influence ou remportent directement les élections. Un peu partout, les «*patrons-chefs d’État*» d’hier – on pense à l’Argentin Mauricio Macri (2015-2019) ou au Chilien Sebastian Piñera (2010-2014 et 2018-2022) –, qui mettaient en avant leurs capacités de bons gestionnaires néolibéraux, ont été éclipsés par des figures qui puisent davantage dans le registre idéologique. L’heure serait venue, affirment les nouveaux ténors de la droite latina, de pourfendre l’hydre communiste.

Et pourtant, rarement la gauche a été aussi faible en Amérique latine depuis la fin des dictatures. Si la droite hurle très fort à la menace «*rouge*», elle profite surtout de l’usure de gouvernements progressistes qui ont passé de longues années au pouvoir. Notamment celles qui ont suivi la crise financière internationale de 2008 et la pandémie de Covid-19. Les effets combinés de ces crises – que la gauche a gérées à système socio-économique constant, c’est-à-dire sans pouvoir, ou sans vouloir,

procéder à des réformes structurelles ambitieuses – ont durablement meurtri les sociétés latino-américaines. Elles ont contribué à forger un fort ressentiment contre l’État en tant qu’institution et contre les dirigeants politiques associés à ces périodes douloureuses dans certains pays. Dans la plupart d’entre eux, le bilan des formations progressistes en matière de lutte contre la criminalité, phénomène qui s’est concomitamment intensifié et étendu dans la région, est jugé largement insatisfaisant.

Mais d’autres facteurs contribuent à alimenter l’ascension des droites. Depuis la fin de la crise sanitaire, de nombreuses activités économiques sont apparues sous des formes d’autoentrepreneuriat, notamment dans les services liés au développement des plates-formes numériques (transports, restauration, import-export, etc.). Cet essor intervient dans des économies où le secteur informel absorbe

près d’un travailleur sur deux, et même plus de 70 % dans certains pays, comme la Bolivie, l’Équateur, et le Pérou(9). Les jeunes hommes urbains et les femmes sont particulièrement concernés. Cette extension du travail à son compte nourrit les tendances à l’individualisme social et politique et à la fragmentation des électorats. Le rejet des sortants se radicalise à mesure que les perspectives d’ascension sociale s’éloignent(10).

Enfin, la féminisation des sociétés latino-américaines s’est accélérée depuis le début des années 2000 (majorité démographique, accès accru à l’éducation supérieure et au marché du travail, avancée des droits individuels et collectifs, notamment en matière sexuelle et reproductive, etc.). Les courants conservateurs, religieux et traditionalistes profitent du contexte de dégradation économique généralisée pour développer une vision réactionnaire de la place des femmes dans

la société, soufflant ainsi dans les voiles des formations de la droite radicale.

En 2026, de nouvelles élections interviendront dans des pays-clés de la région : Brésil (octobre), Colombie (mars et mai), Costa Rica (février et avril) et Pérou (avril). Deux d’entre eux, le Brésil et la Colombie, verront des gouvernements progressistes défendre leur bilan face à des droites puissantes et «*revanchardes*». Tout conduit à penser que les Latino-Américains vont recevoir beaucoup de messages de la part de M. Trump...

CHRISTOPHE VENTURA.

(8) Lire Vincent Ortiz, «*Les États-Unis chez eux en Équateur?*», *Le Monde diplomatique*, décembre 2025.

(9) «*Panorama laboral 2025. América latina y el Caribe*», Organisation internationale du travail, 11 décembre 2025, www.ilo.org

(10) Lire Maëlle Mariette et Franck Poupeau, «*Pourquoi la droite revient en Bolivie*», *Le Monde diplomatique*, novembre 2025.



JOSÉ GAMARRA. – «*La Panamericana del desarrollo*» (La Panaméricaine du développement), 1973

© ADAGP, PARIS, 2025 - GALERIE XIPPAS, PARIS, GENÈVE, PUNTA DEL ESTE

QUIMPER. Le 27 janvier, à 18 h 30, à la médiathèque Alain-Gérard, esplanade Julien-Gracq : «*La paix n’a pas dit son dernier mot*», rencontre avec Anne-Cécile Robert autour du *Manière de voir* n° 201 «*Comment faire la paix*» (juin-juillet 2025) et de son livre *Le Défi de la paix. Remodeler les organisations internationales* (Armand Colin). (amd29quimper@gmail.com)

RENNES. Le 13 janvier, à 18 h 15, à l’université Rennes-II (amphi B8, bâtiment B) : rencontre autour du *Manière de voir* n° 204 «*Les paradoxes de l’Espagne*» (décembre 2025 - janvier 2026), avec Françoise Dubosquet Lairys et Christophe Ventura. Le 24 janvier, à 17 heures, salle Pélican, Jeu de paume : rencontre avec Emmanuel Venet, auteur de *Retour chez les fous* (Verdier), pour son article «*Chez les fous, derechef*» (novembre). Le 27 janvier, à 18 h 45, au bar Le Désordre : «*café-Diplo*» autour de l’article de Serge Halimi «*Même les Américains se lassent d’Israël*» (décembre). (amd.rennes@gmail.com)

CENTRE-VAL DE LOIRE

TOURS. Le 16 janvier, à 20 h 30, à l’association Jeunesse et Habitat, réunion des Amis et lecteurs de la région sur le thème «*L’ère de la répression*» (à partir du dossier). (pjc.arnaud@orange.fr)

GRAND EST

METZ. Le 18 janvier, à 18 h 30, dans la petite salle des Coquelicots, «*café-Diplo*» : «*La ville contemporaine, peureuse et militarisée*» à partir de l’article de Thomas C. Jesquiame «*La ville, théâtre de la peur*» (novembre). Le 29 janvier, à 19 h 30, au cinéma Le Klub : projection de *Howard Zinn, une histoire populaire américaine 2*, suivie d’une rencontre avec Olivier Azam, coréalisateur. (pollmann5@univ-lorraine.fr)

HAUTS-DE-FRANCE

NORD. Le 18 janvier, à 10 h 30, à l’auditorium du Palais des beaux-arts à Lille : «*Mythes et*

réalités de la “menace chinoise”», avec Renaud Lambert. En collaboration avec l’Université populaire de Lille. Le 24 janvier, à 20 heures, au cinéma Le Méliès, à Villeneuve-d’Ascq : projection du film de Johan Grimonprez *Soundtrack to a Coup d’État*, suivie d’un débat avec In Koli Jean Bofane. En partenariat avec Survie et l’Atelier d’histoire critique. (amd-nord@yahoo.fr)

ÎLE-DE-FRANCE

PARIS. Le 7 janvier, à 17 h 30, à l’université Paris-I Panthéon-Sorbonne, galerie Dumas, salle Duroselle : «*Du canard au placard. Histoire des supports populaires du droit*», avec Nader Hakim et Jean-François «*Maxou*» Heintzen. Inscription obligatoire. (mathias-bst@gmail.com). Le 10 janvier, à 16 heures, à l’Académie du climat : «*Violence oligarchique contre le climat*», avec Benoît Bréville et Monique Pinçon-Charlot. Le 24 janvier, à 16 heures, au café-librairie L’Ours et la Vieille Grille : «*Le Mercosur, une bombe agricole*», avec Morvan Burel. (amis.diplo.75@gmail.com)

VERSAILLES. Le 10 janvier, à 14 heures, à l’hôtel de ville (salle Montgolfier) : rencontre avec David Dufresne pour son livre sur Françoise d’Eaubonne *Remember Fessenheim* (Grasset) et avec Vincent d’Eaubonne pour le livre *Histoire de l’art et lutte des sexes* (Les Presses du réel). (eveleveque@wanadoo.fr)

NORMANDIE

CAEN. Le 2 janvier, à 19 heures, au Café des images à Hérouville-Saint-Clair, «*café-Diplo*» autour de deux articles du numéro de décembre : «*Même les Américains se lassent d’Israël*» de Serge Halimi et «*Les patrons piquent une crise*» de Grégory Rzepksi. (amd.caen@gmail.com)

NOUVELLE-AQUITAINE

GIRONDE. Le 23 janvier, à 20 heures, à la Maison des associations à Libourne : «*café-Diplo*». (amis.diplo.libournais@gmail.com).

Le 27 janvier, à 20 heures, au café associatif de l’ASCO à Saint-Médard-en-Jalles : «*café-Diplo*». (amis.diplo33@gmail.com)

POITIERS. Le 6 janvier, à 20 heures, au café L’Envers du bocal : «*café-Diplo*». (dominique.leblanc@wanadoo.fr)

OCCITANIE

AUDE. Le 6 janvier, à 20 heures, au cinéma Le Colisée à Carcassonne, et le 10 janvier, à 17 h 30, au Théâtre + Cinéma à Narbonne : projection de *Sauve qui peut*, film d’Alexe Poukine, suivie d’un débat avec Christine Pintus. Le 26 janvier, à 18 heures, au café associatif L’Accolade à Carcassonne : «*café-Diplo*». Le 30 janvier, à 18 heures, à la librairie Mots & Cie à Carcassonne : rencontre avec Laélia Véron pour son livre «*T’es sérieuse?*» *Problèmes politiques de l’ironie* (La Découverte). (contact@amis-diplo11.fr)

MONTPELLIER. Le 22 janvier, à 20 heures, au cinéma Diagonal : projection de *Howard Zinn, une histoire populaire américaine 2*, suivie d’une rencontre avec les réalisateurs Olivier Azam et Daniel Mermet. (janinerobert@wanadoo.fr)

PERPIGNAN. Les AMD66 se réunissent chaque troisième jeudi du mois, à 19 h 15, au Casal de Perpinyà, pour discuter du dernier numéro du *Monde diplomatique*. (amis-diplo66@gmail.com)

TOULOUSE. Le 28 janvier, à 20 heures, salle du Sénéchal, conférence-débat avec Frédéric Lebaron sur «*L’Europe, l’OTAN et la guerre que l’on prépare*». Les Amis sont partenaires du 19^e Festival cinéma et droits humains du 5 au 25 janvier. (jpcremoux@orange.fr; amdtoul@gmail.com)

PAYS DE LA LOIRE

LAVAL. Le 20 janvier, à 19 heures, au café Black Bear : «*café-Diplo*» autour de l’article «*Laïcité, le triomphe de l’équivoque*» d’Eddy Khaldi (mars 2012). (fpmdiplo@laposte.net)

NANTES. Le 15 janvier, à 18 h 30, au café de la Cité des congrès : rencontre avec Anne-Cécile Robert autour du *Manière de voir* n° 201 «*Comment faire la paix*» (juin-juillet 2025) et de son livre *Le Défi de la paix. Remodeler les organisations internationales* (Armand Colin). (lere-seaugeopo44@gmail.com)

PROVENCE-ALPES-CÔTE D’AZUR

BOUCHES-DU-RHÔNE. Projections de *Howard Zinn, une histoire populaire américaine 2*, suivies d’un débat avec Daniel Mermet, coréalisateur : le 6 janvier (heure à confirmer) au cinéma Méliès à Port-de-Bouc et le 9 janvier, à 18 h 30, au cinéma Les Lumières à Vitrolles. (d.bruet@orange.fr)

NICE. Le 8 janvier, à 19 heures, aux Petits Farcis : «*café-Diplo*» autour du numéro de décembre et en particulier de l’article «*L’ambition contrariée d’Enrico Berlinguer*» d’Antoine Schwartz. (diplo@geller-conseil.eu)

VAR. Le 7 janvier, à 19 h 30, au cinéma Six n’étoiles, à Six-Fours-les-Plages : projection en avant-première de *Howard Zinn, une histoire populaire américaine 2*, suivie d’un débat avec les réalisateurs Olivier Azam et Daniel Mermet. Le 16 janvier, à 19 h 30, au cinéma La Tomette, quartier Les Plantiers à Salernes, projection de *L’Évangile de la révolution*, de François-Xavier Drouot, suivie d’un débat. (pierre.arnoult@lilo.org)

HORS DE FRANCE

MONTREAL. Le 24 janvier, à 13 heures, au Pavillon du Plateau de la Mission Old Brewery, 4075 rue de Bordeaux : discussion sur le logement autour des articles «*À Lima, l’extension rime avec spéculation*» d’Elizabeth Rush (*Manière de voir*, n° 175, «*Les villes, avenir de l’humanité?*», février-mars 2021), «*Aux États-Unis, la gentrification par l’école*» de Richard Keiser (décembre 2022) et «*Éco-quartiers, un alibi pour verdier le béton*» de Léa Guedj (juin 2024). (amisdiplo.quebec@proton.me)

VIKTOR ORBÁN EN DIFFICULTÉ FACE À UN ANCIEN ALLIÉ

En Hongrie, l’élection se gagne au village

Solidement installé au pouvoir depuis 2010, le premier ministre hongrois Viktor Orbán se voit défié sur son terrain de prédilection : la ruralité. Son rival Péter Magyar, issu comme lui du Fidesz, représente désormais la droite libérale proeuropéenne et tente de briser l’hégémonie du camp national-conservateur en arpentant les petites communes, clé des élections législatives d’avril prochain.

PAR AMBRE BRUNETEAU
ET CORENTIN LÉOTARD *

UNE berline Škoda Octavia se gare. Lorsque M. Péter Magyar en descend, un technicien ajuste son micro-cravate et lui donne le feu vert pour un direct d’une heure sur Facebook, le troisième de la journée. L’homme politique qui entend ravir le poste de premier ministre à M. Viktor Orbán lors des élections législatives du 12 avril prochain se lance. Devant un enfant qui tient un drapeau hongrois à la main et de simples curieux, il salue le petit comité d’accueil qui distribue des aimantins et le magazine du parti Tisza (Respect et liberté, centre droit). À l’intérieur de la maison de la culture, deux cents personnes ont pris place pour voir celui qui prétend débarrasser le pays « du “petit sultan” et de son système de criminalité nationale ».

Isaszeg, une localité de onze mille habitants située à une trentaine de kilomètres à l’est de Budapest, est l’une des dernières étapes de ce « Tour de la Hongrie en quatre-vingts jours », qui doit se terminer en apothéose le surlendemain dans la capitale. « Nous sommes allés dans les moindres recoins du pays, dans les villages les plus reculés, là où ni Orbán ni aucun autre politicien ne sont jamais allés, pour demander aux gens ce qui ne va pas, où ils ont mal, de quoi ils ont besoin et comment nous pouvons les aider. (...) Et j’ai une mauvaise nouvelle pour le “grand vizir” :

les campagnes lui disent que son temps est fini ! », lance l’avocat de 44 ans, qui a rompu, début 2024, avec le Fidesz, le parti national-conservateur au pouvoir.

Les élections se jouent loin de la capitale. Sur une population de 9,5 millions d’habitants, un tiers vit dans l’une des 2 886 communes de moins de 5 000 habitants, les plus marquées par la désindustrialisation des années 1990, la disparition des coopératives et le déclin des services publics. « Les régions rurales des pays de l’ancien bloc soviétique sont sans conteste les grandes perdantes de la transformation économique et politique majeure induite par le changement de régime », rappelait le géographe Bálint Csatári, de l’université de Szeged (1). L’étiolement des services publics et des commerces de proximité s’est accéléré avec la pandémie de Covid-19, la hausse des prix de l’énergie et du coût de la vie liée à la guerre en Ukraine, avec une inflation record de 56 % depuis 2019. L’accès aux soins s’est dégradé au cours des dernières années : le nombre de cabinets de médecine générale vacants a triplé entre 2016 et 2024, selon l’Office central des statistiques (KSH). L’exode des jeunes et l’absence d’emplois bien rémunérés ont creusé le fossé entre la capitale et le reste du pays, où des centaines de bureaux de poste ont été fermés – tout comme un *bisztró* sur deux en quinze ans.

Puissants réseaux clientélistes

ALORS que le parti Tisza n’est apparu au grand jour qu’au printemps 2024, les principaux instituts de sondage le placent depuis plusieurs mois en tête des intentions de vote, devant le Fidesz. Par opportunisme, bon nombre d’électeurs de gauche ou libéraux se rangent derrière la candidature de M. Magyar, qui semble seul capable de battre M. Orbán. M^{me} Zsuzsa Veress, elle, se rallie au premier par conviction : « Je suis une “intellectuelle” budapestoise de gauche, mais je ne fais pas partie de ce milieu snob qui n’en a rien à faire de la pauvreté, et je comprends très bien pourquoi les gens à la campagne soutiennent Péter Magyar, assure-t-elle. Les intellectuels libéraux hongrois sont très orgueilleux, mais le changement de régime viendra des foules des campagnes qu’ils méprisent, pas d’eux. »

Héritier du Parti socialiste ouvrier hongrois – le parti unique qui a gouverné de 1956 à 1989 –, le Parti socialiste hongrois (MSZP) est marginalisé, avec 2 % des intentions de vote. Il paie les politiques néolibérales qu’il a mises en place lorsqu’il a exercé le pouvoir, seul de 1994 à 1998, et en coalition avec les libéraux de 2002 à 2010. Son reflux a laissé le champ libre aux partis de droite. Un temps, l’extrême droite du Jobbik a prospéré sur ses ruines dans les anciens bastions industriels, avant d’être progressivement phagocytée par le Fidesz et de se transformer en simple parti conservateur.

Dès son retour au pouvoir en 2010, M. Orbán a mis à profit ce vide politique. Bien qu’étant né et ayant grandi à Székesfehérvár, ville de cent mille habitants à une heure de Budapest, le premier ministre s’est présenté en enfant de

la campagne. Il a cherché à raviver une ancienne césure entre *népiek* et *urbánusok*, soit approximativement entre paysans traditionalistes et urbains cosmopolites. « Si l’air de la ville rend libre, l’air de la campagne rend hongrois », affirmait-il par exemple lors de l’inauguration d’un tronçon autoroutier en avril dernier. M. Orbán n’a cessé de concentrer ses efforts sur « un monde rural fort, car sans cela il n’y aurait pas de Hongrie forte ». « Le village n’est pas le passé, mais l’avenir, et l’année 2025 sera l’année des villages », proclamait-il au printemps dernier, après avoir lancé un nouveau volet de son « Programme du village hongrois ».

Présenté comme une politique de rééquilibrage territorial, ce plan mis en œuvre depuis 2019 finance la rénovation de routes, mairies, écoles et églises, mais aussi le maintien des petits commerces et des cafés de village. Le premier ministre vante son action : « Nous ne sommes pas loin de pouvoir dire qu’aujourd’hui on peut vivre dans tout le village hongrois avec la même qualité de vie que dans la capitale. » Une loi adoptée en parallèle oblige aussi les commerces à accepter l’argent liquide des pensions que les retraités vont retirer chaque mois au bureau de poste.

Ce programme a toutefois une autre fonction, moins visible mais tout aussi décisive : celle de refonder une identité rurale commune. « Par le financement public des fêtes de village, l’État a soutenu dans tout le pays des événements qui renforcent l’ancrage du Fidesz », souligne le sociologue Imre Kovách. Non pas parce qu’il s’agirait de rassemblements partisans ou de propagande politique, mais parce qu’ils contribuent à construire une politique culturelle et identitaire locale centrée sur la récréation du monde paysan (2). » Au sortir de la pandémie, l’État

avait annoncé consacrer 3 milliards de forints (environ 8 millions d’euros) pour financer les « journées villageoises ».

Grâce à ces leviers, le Fidesz s’est imposé comme le parti de la ruralité et disposait d’un quasi-monopole en dehors des grandes villes, avec un soutien électoral inversement proportionnel à la taille de la commune. Il domine sans partage les dix-neuf départements (comitats) du pays. Ce parti, créé par un groupe d’étudiants à Budapest en 1988, se veut aujourd’hui l’émulation de la Hongrie bourgeoise, chrétienne et provinciale, mais il n’est pas absent des grandes villes pour autant. Seuls Budapest et les centres universitaires de Pécs et Szeged ont échappé à sa domination lors des dernières législatives, en 2022. Jusqu’à présent, les rares tentatives de l’opposition de pénétrer les réseaux du pouvoir local ont échoué. Selon Kovách, il lui faudrait tisser des liens avec l’élite locale, les notables, entrepreneurs, curés ou enseignants.

Son ancrage local a permis au Fidesz de créer de puissants réseaux clientélistes dans les espaces périphériques paupérisés, grâce à un système centralisé d’appels d’offres biaisé de façon à canaliser les fonds publics hongrois et européens vers les élus et les entrepreneurs proches, à un programme d’emplois civiques

fait que Tisza essaie de rester à l’écart des questions progressistes controversées, telles que les droits des LGBTQ [lesbiennes, gays, bisexuels, trans et queer] ou l’aide militaire à l’Ukraine », ajoute Kovarek. L’opposant surfe aussi sur les révélations de maltraitance dans les institutions publiques pour mineurs, qui ont conduit plus de 50 000 manifestants à réclamer la démission de M. Orbán à la mi-décembre.

Face à un premier ministre accaparé par la scène internationale, M. Magyar sillonne sans relâche la campagne. Une tournée promotionnelle l’a conduit aux quatre coins du pays, de Tiszabábolna et ses 277 habitants à Debrecen, fief du Fidesz de 200 000 habitants, à pied jusqu’en Roumanie, à vélo sur les rives du lac Balaton, à cheval dans

l’Alföld (la Grande Plaine), en canoë sur la rivière Tisza. Dénonçant, à chaque étape, le délabrement des hôpitaux et des écoles, l’enrichissement du clan au pouvoir, M. Magyar promet un programme de réhabilitation des logements vacants, une réforme foncière au profit des jeunes agriculteurs, ou encore la création d’un ministère du développement rural. Il veut démanteler « l’État-Fidesz », défendre la neutralité des médias publics et garantir une compétition politique équitable. Son discours social, centré sur les laissés-pour-compte, se décline en une série de propositions autour de la rénovation énergétique et de la construction de logements sociaux. Dans le domaine international, il entend prendre plus de distance vis-à-vis de la Russie, suivant la position du Parti populaire européen (PPE, droite), auquel il a adhéré.

« Cracher la propagande et la haine »

DÈS sa première participation électorale, en juin 2024, Tisza s’est hissé à la deuxième position lors des européennes (29,6 %) et a créé la surprise aux élections de Budapest en remportant 10 sièges sur 33, ex aequo avec le Fidesz. Il revendique un réseau de 25 000 bénévoles dispersés dans plus de 200 unités locales, les « îles Tisza », qui font les marchés et les boîtes

ou trois fois avant les élections, les solliciter sans relâche et les convaincre par tous les moyens d’aller voter. »

Quelques jours plus tard, les deux camps font une démonstration de force dans les rues de la capitale à l’occasion de la « Fête de la révolution », qui commémore l’insurrection antisoviétique de



CHRISTIANE POOLEY. – « Ya somos el olvido que seremos » (Nous sommes déjà l’oubli que nous deviendrons), 2018

conditionnant l’accès aux prestations sociales qui récompense les communes dociles, à des concessions de terres agricoles, de bureaux de tabac, etc. Le gel de quelque 20 milliards d’euros de fonds par la Commission européenne, résultat d’une procédure lancée en 2022 après des atteintes répétées à l’État de droit, et la forte diminution du nombre d’emplois civiques affaiblissent aujourd’hui la capacité du pouvoir à alimenter ces réseaux.

C’est précisément dans cette brèche que M. Magyar et les siens s’engouffrent. « Par rapport aux partis d’opposition qui ont tenté de défier le régime en 2018 et en 2022, Tisza bénéficie d’une présence beaucoup plus forte et d’une organisation locale plus développée dans les communes rurales », constate le politiste Dániel Kovarek. Misant sur un maillage territorial dense plutôt que sur une ligne idéologique marquée, le mouvement cherche à rassembler largement autour d’un slogan simple – « Ni de gauche ni de droite, simplement Magyar » – jouant avec le patronyme de son chef (qui signifie « Hongrois »). Dans un paysage politique national polarisé depuis plus de quinze ans, cette formation essaie de se tenir à équidistance du national-conservatisme du pouvoir et du libéralisme de l’opposition. « Le caractère idéologiquement hétérogène du parti

aux lettres pour distribuer les tracts et le magazine du parti. Accompagné par une poignée de militants autour d’un petit stand, M. Kristóf Vadnai s’est installé non loin de la modeste gare de Verőce, une localité de 4 000 habitants. « Le Fidesz est absent ici et très peu présent dans les villages, témoigne cet étudiant en sport de 23 ans. Ils passent par leurs médias de propagande pour atteindre les gens, ils ont la télé, la radio et les journaux. » « Rentrez chez vous », grommelle un homme d’une cinquantaine d’années en se frayant un chemin entre des étals de vêtements de seconde main et des caisses de citrouilles. « Les sympathisants Fidesz ne veulent pas débattre. Tout ce qu’ils savent faire, c’est cracher la propagande, la négativité et la haine qu’on leur a enfoncées dans la tête depuis quinze ans », déplore M. Vadnai.

Dans un mouvement inverse, convaincu de conserver l’avantage sur son rival « dans la vie réelle, dans les cafés et sur les marchés », le Fidesz investit l’espace en ligne et forme une armée de « guerriers numériques ». Devant 1 500 militants réunis à Zánka, au bord du lac Balaton, le 20 octobre, M. Orbán a toutefois rappelé l’enjeu que revêt le terrain : « Il est impossible de gagner une élection sans connaître tous les électeurs par leur nom (...). Les militants devront aller frapper à leur porte au moins deux

1956. Ce 23 octobre à Budapest, près de 200 000 partisans de M. Magyar déferlent sur l’avenue Andrassy, avant de se masser sur la place des Héros. En face, les partisans du Fidesz sont environ deux fois moins nombreux, devant le Parlement, à brandir les noms des localités de tout le pays et de la Transylvanie roumaine, selon une vieille tradition de la droite. Certains ont été acheminés gratuitement en car, avec en prime des bons d’achat de la chaîne de supermarchés CBA.

« Péter Magyar essaie de mobiliser les campagnes, les petites villes et les villages. Et il y parvient très bien. Je pense que c’est une bonne stratégie, car dans son esprit Budapest est déjà conquise, estime M. Gábor Demszky, ancien maire libéral de la capitale, de 1990 à 2010. En fait, c’est très simple : celui qui gagne les campagnes gagne le pays. » À peine achevé son tour de Hongrie, et après ce passage éphémère à Budapest, M. Magyar a annoncé repartir sur le terrain avec l’objectif de ratisser, avec ses militants, les 3 155 communes du pays.

(1) Bálint Csatári, « Rurality in Hungary in general », Discussion Papers, 3 juillet 2004, <https://ojs.rkk.hu>

(2) Illés Szurovecz, « Orbán gouverne les campagnes en ravivant le romantisme paysan et en s’appuyant sur les élites locales » (en hongrois), 17 avril 2022, <https://444.hu>

* Respectivement doctorante en science politique, au Centre européen de sociologie et de science politique (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), et rédacteur en chef du *Courrier d’Europe centrale* (Budapest).

L’OBLAST DE DONETSK AU CŒUR DES NÉGOCIATIONS

Verdun-en-Donbass

Il n’est pas rare dans les conflits armés qu’un grand nombre de soldats meurent pour la prise de territoires dont l’importance stratégique est secondaire, comme ce fut le cas pendant la première guerre mondiale. Le contrôle de la région de Donetsk constitue une exigence non négociable pour la Russie comme pour l’Ukraine. Ce nœud gordien n’est pas tranché, et la guerre continue.

PAR ANATOL LIEVEN *

L’AVENIR de la Russie et de l’Ukraine, mais aussi de la sécurité européenne, repose sur le sort d’une poignée de petites villes à demi détruites dans le nord-ouest de l’oblast de Donetsk.

Dans le cadre des négociations de paix en cours, le Kremlin continue de poser le retrait ukrainien de ce territoire comme condition préalable à tout accord. Cette revendication a été introduite dans le plan initial en vingt-huit points élaboré par l’envoyé américain Steve Witkoff et son interlocuteur russe Kirill Dmitriev. Ledit plan précise cependant que la zone passerait sous le contrôle de l’administration russe mais serait démilitarisée, réduisant ainsi le coût politique d’une telle option pour l’Ukraine. M. Volodymyr Zelensky, soutenu par la France, l’Allemagne et le Royaume-Uni, a pour l’heure catégoriquement rejeté ce point.

La plupart des Russes estiment que le président Vladimir Poutine n’abandonnera pas cette exigence, quand bien même Kiev, Washington et Bruxelles se résoudraient à renoncer à l’expansion de l’Organisation du traité de l’Atlantique

nord (OTAN) comme à la présence de troupes occidentales en Ukraine. Dans le même temps, l’opinion dominante côté ukrainien considère qu’il serait tout aussi inenvisageable pour M. Zelensky d’accéder à cette demande. Ce dernier a admis que « *la question territoriale est l’élément le plus difficile* » des pourparlers de paix. L’administration Trump recherche de possibles compromis, notamment en proposant que ce territoire devienne une zone de libre-échange, mais ne répond pas à la question de savoir qui le dirigera.

Comment expliquer une telle impasse ? Si pendant la guerre froide vous aviez déclaré que la sécurité de l’Europe tenait au contrôle de l’ouest du Donbass, même les « faucons » les plus extrémistes vous auraient traité de fou. Rappelons qu’à l’époque les soldats soviétiques étaient stationnés au cœur de ce qui correspond aujourd’hui à l’Allemagne réunifiée, dans la trouée de Fulda, à moins de trois cents kilomètres de la frontière française. Le Donbass est à deux mille kilomètres de Fulda. Cela donne une idée de l’ampleur de la victoire occidentale dans l’affrontement Est-Ouest.

Un enjeu avant tout politique

À LA source de cette situation, deux problèmes étroitement imbriqués depuis la fin de la guerre froide, et qu’il faudra désenchevêtrer pour parvenir à un traité de paix. Le premier est purement géopolitique : avec l’élargissement de l’OTAN et de l’Union européenne, la Russie s’est trouvée exclue de l’ordre sécuritaire européen et tente désormais d’y faire un retour en force. Le second est un conflit postcolonial entre Russes et Ukrainiens sur des questions de frontières, de territoires, de minorités et d’identités. Tous les effondrements d’empire à l’époque moderne ont débouché sur des situations semblables, la chute de l’Union soviétique n’a pas fait exception.

Dire que la zone disputée est d’un intérêt marginal serait un euphémisme. Pour qui passait à proximité de Kramatorsk ou de Pokrovsk avant le conflit, ou même pour qui les traversait, ces villes ne laissaient aucune impression mémorable. Leur poids économique a été largement surestimé. La minuscule région (moins de 1 % de la superficie totale de l’Ukraine) ne renferme qu’une toute petite part des ressources minérales du

* Journaliste, coauteur, avec George Beebe et Mark Episkopos, de la note « *Peace through strength in Ukraine* » publiée par le Quincy Institute for Responsible Statecraft (Washington, DC). Le présent article prolonge des analyses publiées dans *The Nation* (28 octobre).

pays, et la poursuite de la guerre entrave son développement. Sur le plan militaire, elle est loin d’être aussi cruciale que le prétendent encore les deux belligérants. Les Russes insistent parfois sur la nécessité d’éloigner le plus possible l’armée ukrainienne de Donetsk, et le fait est que cela avait une réelle importance entre 2014 et 2024, lorsque la ligne de front touchait presque la banlieue ouest de la ville, ce qui la plaçait sous le feu des missiles ukrainiens à courte portée (1). Ces deux dernières années cependant, les Ukrainiens ont été repoussés d’une quarantaine de kilomètres vers l’ouest, si bien que les chasser encore un peu plus loin jusqu’à la frontière de l’oblast ne ferait pas une grande différence pour la sécurité de Donetsk.

Du point de vue ukrainien, la valeur stratégique de Pokrovsk et de ses voisines du nord (Kostiantynivka, Kramatorsk et Sloviansk), dont les défenses ont été considérablement renforcées, tient à ce que leur prise ouvrirait aux Russes la voie vers l’ouest en direction de Kharkiv et du Dniepr (2). C’est une crainte justifiée, mais seulement dans le cas où la Russie s’en emparerait en temps de guerre. Si l’Ukraine cédait ces villes dans le cadre d’un accord de paix, elle pourrait construire (avec l’aide des Européens) une nouvelle et redoutable ligne défen-



© MAXIM DONDYUK

MAXIM DONDYUK. – Épave d’un char russe dans le territoire libéré de Kharkiv, 2024

sive légèrement plus à l’ouest. Or les technologies militaires actuelles donnent résolument l’avantage à la défense. La preuve en est que, malgré des années d’efforts, les incursions de l’armée russe le long de la frontière nord de l’Ukraine, qui traverse pourtant des territoires majoritairement ruraux sur un millier de kilomètres, sont restées minimes.

À la vérité, le nord-ouest de l’oblast de Donetsk est devenu pour les deux camps un enjeu avant tout politique, comme l’étaient Verdun ou Ypres pendant la première guerre mondiale. On voit mal le gouvernement de Kiev se résoudre à livrer aux Russes quelque 250 000 de ses citoyens, surtout après quatre années de propagande dénonçant les horreurs du régime de Moscou – clairement attestées bien qu’exagérées. Il serait en outre moralement impensable pour les forces de M. Zelensky, qui ont envoyé mourir des dizaines de milliers de soldats pour conserver le Donbass, de céder volontairement les positions qu’elles tiennent encore. Même en imaginant que le président ukrainien consente à en donner l’ordre, il est presque assuré que l’armée refuserait d’obéir. Cela déboucherait sur une grave crise politique qui compliquerait les affaires de M. Donald Trump, puisqu’il ne veut en aucun cas qu’on le tienne pour responsable de l’effondrement du gouvernement de Kiev ou d’une répétition à plus grande échelle de la débâcle américaine en Afghanistan.

Si M. Poutine reste déterminé à s’emparer de la totalité du Donbass, alors même que son armée progresse très lentement, c’est parce que tout gain territorial inférieur à celui-ci lui interdirait de crier victoire en cas d’accord de paix. Il faut bien comprendre que les résultats de cette guerre, malgré les sacrifices consentis, sont encore à mille lieues non seulement des buts initialement fixés, mais de ce qu’avaient accompli les prédécesseurs

impériaux de M. Poutine – et celui-ci en est parfaitement conscient. La Russie n’a pas asservi l’Ukraine, pas plus qu’elle n’a pris le contrôle de ses grandes villes méridionales, et ces ambitions paraissent aujourd’hui hors d’atteinte. Il est frappant de constater combien, pour un grand nombre de Russes, y compris parmi ceux qui désapprouvent la guerre et n’ont aucune envie qu’elle se prolonge, la perte d’Odessa et les attaques de l’État ukrainien contre la langue et le patrimoine russes dans cette ville fondée par Catherine II sont encore vécues comme une blessure culturelle profonde (3).

Dans ces conditions, M. Poutine a tout intérêt à demeurer fidèle à l’objectif central assigné à l’« opération militaire spéciale » en février 2022 (4) : « libérer » l’ensemble du Donbass de l’autorité de Kiev et protéger ses habitants contre les bombardements ukrainiens. Le président russe a d’autant moins le choix qu’il en a fait publiquement la promesse aux gouvernements séparatistes des oblasts de Donetsk et de Lougansk. Ces derniers, face à une mobilisation russe relativement limitée, ont jeté dans la bataille contre l’Ukraine un nombre disproportionné de soldats, et l’on se rend compte, en regardant la télévision russe, qu’ils jouent également un rôle décisif dans la propagande de guerre du Kremlin à destination de sa propre population. Si Moscou mettait fin au conflit en laissant dans le giron ukrainien une part substantielle du Donbass, il ne fait guère de doute qu’ils protesteraient à grands cris, et M. Poutine se retrouverait en fâcheuse posture. Quant aux « faucons » russes, ils sont nombreux à plaider pour une esca-

lade radicale face à l’Alliance atlantique, faisant le pari que les dirigeants occidentaux, sous le coup de la panique, obligeraient l’Ukraine à capituler.

Une certitude : si les combats pour s’arroger ce territoire de quatre mille kilomètres carrés environ se poursuivent, les deux camps doivent s’attendre à perdre encore des dizaines de milliers de vies. Il se peut que l’effort de guerre ukrainien ou les subsides dont il bénéficie de la part de l’Europe finissent par s’épuiser. Mais la crainte d’une telle éventualité pourrait justement pousser les gouvernements européens à intensifier leurs actions contre la Russie en saisissant ses marchandises en haute mer ou en abattant ses avions lorsqu’ils pénètrent dans l’espace aérien de l’OTAN (5). Dans ce cas de figure, compte tenu de la pression des « faucons » et des progrès hésitants de son armée sur le terrain, M. Poutine serait certainement enclin à riposter militairement. Des avions de l’Alliance atlantique pourraient alors être à leur tour abattus. Des bâtiments militaires russes escorteraient les navires russes, avec l’ordre d’ouvrir le feu s’ils étaient stoppés. Les plus alarmistes craignent que la Lituanie ne réplique en bloquant l’accès à l’exclave de Kaliningrad, précipitant un conflit direct avec la Russie. Comme nous le confiait un analyste militaire russe, si la puissante armée polonaise intervenait en défense de Vilnius au moment où l’armée russe se trouvait encore enlisée en Ukraine, Moscou ne pourrait l’emporter et serait rapidement conduit à menacer d’user d’armes nucléaires. Alors nous serions vraiment au bord du gouffre.

Démilitariser la zone ?

LA pression exercée par les principaux pays européens pour saisir de facto les quelque 185 milliards d’euros d’avoirs russes détenus par Euroclear en Belgique est également dangereuse. Moscou a clairement indiqué que cela l’amènerait à se retirer du processus de paix, et l’administration Trump a mis en garde l’Union européenne contre une telle mesure. Si Bruxelles persiste, il existe un risque sérieux que le président américain suspende l’aide à l’Ukraine en matière de renseignement et la vente à l’Union européenne d’armes destinées à Kiev – ce qui conduirait presque certainement à une défaite ukrainienne.

Y a-t-il un moyen d’éviter cela ? Le seul compromis envisageable serait de démilitariser la zone pour la placer sous l’autorité d’une force de maintien de la paix des Nations unies, sans toucher au régime civil ukrainien. Faute de compro-

mis, la guerre va non seulement se poursuivre, mais probablement s’exacerber – et il nous restera à espérer ne pas y être bientôt tous précipités.

(Traduit de l’anglais par Élise Roy.)

(1) « Ukraine : Widespread use of cluster munitions », Human Rights Watch, 20 octobre 2014, www.hrw.org

(2) Tim Zadorozhnyy, « Why does Russia want Donbas ? 6 things to know about the region Ukraine is being pressured to give up », 20 octobre 2025, <https://kyivindependent.com>

(3) Anastasia Piliavsky, « Zelensky’s attack on Odesa is a step too far », *The Spectator*, Londres, 16 octobre 2025.

(4) Veronika Melkozerova, « Ukraine’s asks in Alaska : A lasting ceasefire, security guarantees and billions in Russian payments », 12 août 2025, www.politico.eu

(5) « Europe’s risky war on Russia’s “shadow fleet” », 16 juin 2025, <https://responsiblistatecraft.org/>; cf. aussi Sarah Fortinsky, « NATO chief echoes Trump’s call for member countries to shoot down Russian planes », 25 septembre 2025, <https://thehill.com>

Nos précédents articles

- « Pourquoi M. Poutine est-il inflexible ? », par Boris Kagarlitsky et Aleksei Sakhnine, août 2025.
- « Y a-t-il une menace russe ? », par Hélène Richard, avril 2025.
- « La négociation qui aurait pu mettre fin au conflit en Ukraine », par Samuel Charap et Serguei Radchenko, juillet 2024.
- « La piste d’Istanbul », par Benoît Bréville, juin 2024.
- « Comment la Russie surmonte les sanctions », par David Teurtrie, juin 2024.
- « Moscou est-il le vassal de Pékin ? », par Arnaud Dubien, mars 2024.
- « La Russie est-elle impérialiste ? », par Jules Sergei Fediunin et Hélène Richard, janvier 2024.
- « Pourquoi les grandes puissances se font la guerre », par John Mearsheimer, août 2023.
- « En Russie, le mirage du soutien à la guerre », par Alexei Sakhnine et Lisa Smirnova, juin 2023.
- « Les médias, avant-garde du parti de la guerre », par Serge Halimi et Pierre Rimbart, mars 2023.
- « Voyage dans le Donbass occupé », par Loïc Ramirez, septembre 2022.
- « La menace d’une guerre nucléaire en Europe », par Olivier Zajec, avril 2022.

La « république oligarchique

Des enquêteurs ukrainiens révélaient en novembre l’existence d’un vaste système de détournement de fonds dans le secteur de l’énergie. Ce scandale trahit la persistance d’une corruption endémique en dépit de la guerre, qui semblait affaiblir les clans politico-financiers. Depuis l’effondrement de l’Union soviétique, ces derniers ne cessent de se reconfigurer, malgré les promesses gouvernementales.

PAR SÉBASTIEN GOBERT *

AYANT recueilli 73 % des suffrages lors de l’élection présidentielle de 2019, M. Volodymyr Zelensky promet « *un changement d’ère* ». Après des décennies d’une politique nationale phagocytée par les intérêts oligarchiques, il bénéficie de l’image du candidat accidentel et intègre qu’il a incarné dans la série télévisée à succès *Serviteur du peuple*. Six ans plus tard, le voilà confronté au plus grand scandale de corruption que le pays ait connu depuis l’invasion russe de février 2022. Le Bureau national anticorruption (NABU) a dévoilé mi-novembre l’existence d’un système d’extorsion de pots-de-vin auprès de sous-traitants d’Energoatom, l’opérateur public dans le domaine du nucléaire civil. Portant sur des sommes évaluées à plus de 100 millions de dollars, le système de corruption a contribué à affaiblir un réseau de production électrique régulièrement ciblé par des bombardements russes et fragilisé par une gouvernance opaque.

Les révélations ont coûté leur siège aux ministres de la justice et de l’énergie. Quelques semaines plus tard, c’était au tour de l’influent chef de l’administration présidentielle, M. Andriy Yermak, de démissionner. L’éviction de celui qui était également chef de la délégation ukrainienne a affaibli la position déjà précaire de Kiev dans les négociations. Confrontée à l’avancée lente mais continue de l’armée russe dans le Donbass, l’Ukraine fait face à une aggravation de la crise du recrutement. Le pays subit

en outre la pression de l’administration américaine. Washington menace de se désengager si un compromis n’est pas trouvé sur la base d’un plan russo-américain que les Européens, marginalisés, ont échoué à infléchir. M. Donald Trump et son cercle proche ajoutent désormais à leur palette d’arguments celui de la corruption pour justifier leur intention de se détourner d’un conflit jugé lointain et ingagnable (1). Une majorité bipartisane au Congrès américain a certes voté, le 11 décembre, un nouveau paquet d’aides, mais son montant reste symbolique. L’essentiel du soutien à l’Ukraine repose désormais sur d’autres États alliés, dont la confiance est susceptible d’être entamée par ce scandale.

Les récents limogeages n’ont pas effacé la tentative du pouvoir de placer les organes de lutte contre la corruption sous la coupe du procureur général et du bureau du président, afin d’entraver le travail des enquêteurs. Fin juillet 2025, des manifestations de quelques milliers de personnes à Kiev et d’autres grandes villes ont empêché la réalisation de ce scénario. Le discrédit continue de peser sur le premier cercle présidentiel. Le 5 décembre, une enquête du *New York Times* enfonçait le clou en révélant que l’exécutif ukrainien avait aussi fait obstacle à la lutte anticorruption au sein des conseils d’administration de grandes entreprises publiques récipiendaires d’aide étrangère (2).

appelle une connaissance en Moldavie, grande productrice de vin, et négocie les livraisons. Ses clients ne pouvant payer, par manque de fonds, Chtcherban se fait rémunérer en produits industriels, qu’il revend au plus offrant, ou en participations dans les sociétés clientes.

À mesure que sa fortune grandit, l’homme acquiert une autorité morale dans le Donbass, d’où il vante les vertus d’un capitalisme sauvage. « *J’ai déjà failli mourir trois fois dans les mines. Mais j’ai survécu car je n’acceptais pas de mourir pauvre* », le voit-on expliquer dans une vidéo d’archive, lors d’une discussion avec de jeunes diplômés. « *Bien sûr, le chemin à emprunter vers une telle richesse peut être illégal. Mais, dans une société aussi affaiblie que la nôtre, c’est facile pour quelqu’un comme moi.* » (3) En tant que patron de la région la plus industrielle du pays, Chtcherban ne tarde pas à s’immiscer dans la politique nationale. À la tête d’une fortune estimée à 500 millions de dollars, un chiffre colossal pour l’époque, il devient le premier oligarque d’Ukraine.

Dans le même temps, d’anciens dignitaires soviétiques et de simples opportunistes suivent des itinéraires similaires. À Dnipropetrovsk (4), le jeune ingénieur Ihor Kolomoïsky mise sur l’industrie du fer et du pétrole, ainsi que sur le secteur bancaire. Mme Ioulia Timochenko, la future égérie de la « révolution orange » de 2004, fonde sa prospérité sur le contrôle de juteux flux gaziers. La « princesse du gaz » est aussi réputée pour avoir créé l’une des premières sociétés offshore à Chypre, coup d’envoi pour des milliers d’entités fantoches qui ont permis à la première génération

de capitalistes d’exfiltrer leurs biens mal acquis vers des paradis fiscaux. M. Petro Porochenko obtint la majorité du capital de confiseries et chocolateries, en échange de livraisons de sucre et de cacao. Il sera élu en 2014 cinquième président d’Ukraine, au lendemain de la « révolution de la dignité », qui renverse son prédécesseur Viktor Ianoukovitch.

Au fil des années 1990 émergent des clans oligarchiques unis par une ou plusieurs figures tutélaires, et par des intérêts économiques et financiers communs, exerçant une influence sur une large agglomération industrielle et ses environs. La concurrence entre Donetsk et Dnipropetrovsk domine dans un premier temps le paysage politique ukrainien – modérée, dans une certaine mesure, par le clan de Kiev. Les autres régions du pays produisent leurs propres oligarchies : elles demeurent néanmoins plus locales, sans grande influence sur le plan national.

L’émergence de cette nouvelle élite s’effectue dans un contexte d’appauvrissement brutal de la population. Pénuries, inflation galopante et effondrement des programmes sociaux paupérisent à grande vitesse des millions de citoyens postsoviétiques (5). Les petites combines et la contrebande deviennent la norme. Le produit intérieur brut (PIB) chute de 40 % entre 1991 et 1994. L’intelligentsia, qui attendait beaucoup de la perestroïka et de l’indépendance, se retrouve laminée, impuissante face à la brutalité des bouleversements et à la généralisation de la violence dans les rues. Selon les données de la Banque mondiale, le taux d’homicides bondit de 4,96

nationale, la hryvnia, introduite en septembre de la même année, permet une maîtrise progressive de l’inflation. Les relations extérieures du pays se normalisent après la signature du mémorandum de Budapest de 1994 et du traité d’amitié, de coopération et de partenariat ukraino-russe de 1997. Cette consolidation du nouvel État indépendant, notamment avec la reconnaissance de ses frontières par la Russie et les autres grandes puissances, se heurte néanmoins aux contre-pouvoirs oligarchiques nés au début des années 1990.

Le président Leonid Kouchma (1994-2005) joue un rôle décisif dans une deuxième étape de la formation de la « république oligarchique ukrainienne »,

celle de la normalisation de ces groupements d’origine criminelle. Pour restaurer un semblant d’autorité, M. Kouchma noue un pacte informel avec les principaux clans : au lieu de les traduire en justice, il encourage leur implication dans la sphère politique. En plus de la reconnaissance des fortunes mal acquises, ces groupes obtiennent l’accès aux marchés publics, aux privatisations et aux ressources de l’État. Un des actes fondateurs de cette stratégie fut la nomination d’un certain Viktor Ianoukovitch au poste de gouverneur de Donetsk, sur recommandation de M. Akhmetov – un geste qui contribua à pacifier la région, tout en consacrant la mainmise de l’homme d’affaires sur celle-ci.

Corruption, népotisme, monopoles

Les grandes fortunes d’Ukraine saisissent l’occasion offerte par Bankova, du nom de la rue où se situe le siège de l’administration présidentielle, à Kiev. Les clans investissent dans des candidatures aux élections législatives de 1998. On estime alors qu’un poste de député coûte jusqu’à 5 millions de dollars, de la diffusion des réclames électorales à l’achat de voix, en passant par la corruption de membres de commissions électorales. En parallèle émergent des empires médiatiques centrés sur la reine de l’époque, la télévision. Désormais influents dans la politique et les médias, les entrepreneurs post-soviétiques deviennent des oligarques de plein droit.

raineté nationale : quitte à « vendre » le pays aux grandes fortunes, M. Kouchma préfère choisir des compatriotes (6)...

Le chef de l’État se positionne comme arbitre. Il use des larges prérogatives que lui confère le régime présidentiel instauré par la Constitution de 1996, notamment le contrôle des organes de sécurité ainsi que des nouvelles institutions de régulation et de lutte contre la corruption. À travers ces leviers et l’influence qu’il exerce sur le comité antimonopole ou encore sur l’administration fiscale, M. Kouchma préserve les équilibres entre les groupes, en s’assurant qu’aucun ne prenne trop d’ascendant. Le président permet ainsi à son beau-fils, M. Viktor Pintchouk, de se hisser parmi les cinq personnes les plus riches d’Ukraine sans chercher toutefois à détrôner M. Akhmetov. Et, quand le premier ministre Pavlo Lazarenko se révèle trop vorace, il est poussé à fuir le pays, avant d’être arrêté aux États-Unis pour blanchiment de 114 millions de dollars.

À la fin des années 1990, l’avènement de la république oligarchique ukrainienne s’inscrit dans des tendances similaires à celles d’autres États postsoviétiques, où les hommes d’affaires les plus riches cherchent à légaliser leurs biens mal acquis et à s’investir en politique. En Russie, cette expérience s’interrompt néanmoins brutalement au début des années 2000, quand le président Vladimir Poutine impose un strict pouvoir vertical, renationalise des secteurs stratégiques, met au pas les magnats du pays ou les remplace par des fidèles. En revanche, l’Ukraine se distingue par la longévité de son système oligarchique, la puissance de ses composantes et leur concurrence dynamique.

Cet édifice politique subit une première épreuve à l’issue du second mandat de M. Kouchma, fin 2004. Son successeur désigné, M. Ianoukovitch, est adoubé par la grande majorité des milliardaires, notamment MM. Akhmetov et Pintchouk, face à l’opposant Viktor Iouchtchenko, empoisonné à la dioxine au cours de la campagne. Ce dernier est soutenu par un front de millionnaires et d’entrepreneurs moyens, qui revendiquent leur part du gâteau. Quand des fraudes électorales favorisant M. Ianoukovitch sont révélées, ils se tiennent au premier plan pour organiser les contestations qui débouchent

(1) Cf. « In conversation with Donald Trump Jr and Omeed Malik », 7 décembre 2025, www.youtube.com

(2) Kim Barker et Constant Méheut, « Zelensky’s government sabotaged oversight, allowing corruption to fester », *The New York Times*, 5 décembre 2025.

(3) « *Héritier*, un film d’investigation de Hromadske » (en ukrainien), 3 décembre 2020, www.youtube.com

(4) Aujourd’hui Dnipro, depuis son changement de nom en mai 2016.

(5) Lire Kristen Ghodsee, « Il y a trente ans, l’autre Grande Dépression », *Le Monde diplomatique*, novembre 2024.

(6) Mykola Riabchtchouk, « Les dilemmes du Faust ukrainien. Société civile et “développement de l’État” » (en ukrainien), Kritika, Kiev, 2000.



LESIA KHOMENKO. – Sans titre, de la série « Stup », 2015

pour 100 000 habitants en 1990 à 9,67 en 1996. En raison des enjeux économiques que concentre Donetsk, le Donbass est l’un des epicentres de cette criminalité qui n’épargne personne. En novembre 1996, Chtcherban et son épouse sont abattus à la descente de leur jet privé par deux hommes de main déguisés en policiers.

Après ce meurtre, toujours non élucidé et suivi d’une vague de règlements de comptes, M. Rinat Akhmetov émerge comme le maître incontesté du Donbass et l’homme le plus riche du pays. Il a toujours nié une quelconque implication dans ces meurtres en série. De fait, on ne connaît que des bribes de sa jeunesse. Lors d’une de ses rares conférences de presse, en 2006, des journalistes le questionneront sur la manière dont il avait gagné son premier million. Sa réponse ? « *Il me serait plus facile de vous raconter comment j’ai gagné mon premier milliard...* »

À Kiev, l’État ne répond que tardivement à l’anarchie ambiante. La Constitution est adoptée en juin 1996. La monnaie

* Journaliste. Auteur de *L’Ukraine, la République et les Oligarques*, Tallandier, Paris, 2024.

PAR LES MAGNATS

d’Ukraine »

sur la «révolution orange». La mobilisation citoyenne est importante, la classe moyenne ayant retrouvé une certaine assurance après la stabilisation économique de la fin des années 1990. Mais l’engagement des «petits» oligarques est déterminant dans la réussite du mouvement, qui provoque l’invalidation de l’élection et la victoire de M. Iouchtchenko à l’issue d’un nouveau scrutin.

Durant sa campagne, ce dernier a promis de mettre «*les bandits en prison*». Pour manifester sa volonté de priver les oligarques nationaux de leurs monopoles industriels mal acquis, M^{me} Timochenko, nommée première ministre, fait annuler la privatisation d’un complexe métallurgique géant à Kryvyi Rih, dans le centre du pays. MM. Akhmetov et Pintchouk l’ont acquis pour 800 millions de dollars. La cheffe du gouvernement organise une vente aux enchères télévisée et revend les hauts fourneaux pour 4,81 milliards de dollars à une multinationale étrangère, le géant Mittal Steel Company, futur ArcelorMittal.

Malgré ce cas très médiatisé, la «*désoligarchisation*», concept déjà agité à l’époque, ne tarde pas à devenir un vain mot. Le mandat de M. Iouchtchenko (2005-2010) est paralysé par ses antagonismes avec M^{me} Timochenko, qui se traduisent par des recompositions d’alliance incessantes et de retentissants scandales de corruption. Le président, convalescent après son empoisonnement, puise dans le système oligarchique les ressources pour affronter sa rivale. Il soutient le magnat du gaz Dmytro Firtach contre les appétits de M^{me} Timochenko, et cherche conseil auprès de MM. Akhmetov et Pintchouk, qui en retirent des avantages substantiels, à commencer par une immunité judiciaire. Dans ce contexte, les oligarques poursuivent leur stratégie de normalisation en concentrant leurs actifs au sein de grands groupes, ou en investissant dans des œuvres caritatives et culturelles. La «révolution orange» débouche paradoxalement sur un âge d’or de la république oligarchique.

Revenu en grâce à la faveur de l’instabilité politique et des arrangements entre clans, M. Ianoukovitch remporte l’élection présidentielle de 2010 et suscite une dernière transformation de la république oligarchique. Prenant sa revanche sur la «révolution orange», le clan de Donetsk établit sa domination sur la vie publique ukrainienne. M^{me} Timochenko est condamnée en 2011 à sept ans de prison. Les clans de Dnipropetrovsk et de Kiev perdent de leur influence, comme l’attestent les résultats des élections législatives de 2012.

Méfiance populaire, initiatives réformatrices

Si la «révolution orange» pouvait être qualifiée de révolte des millionnaires contre les milliardaires, ce second Maïdan est marqué par une mobilisation large et plus populaire, surtout dans l’ouest et dans le centre du pays. La méfiance à l’égard des partis politiques sponsorisés par des oligarques devient épidermique. Ces derniers, absents de l’organisation des rassemblements, se manifestent principalement à travers une couverture médiatique favorable aux révolutionnaires et des défections vis-à-vis du pouvoir central. Fin février 2014, M. Ianoukovitch s’exile, à la suite d’une tuerie perpétrée sur le Maïdan, dont les détails sont encore aujourd’hui mal élucidés.



LESIA KHOMENKO. – «*A Moment of Silence*» (Un moment de silence), 2023

La concentration de l’ensemble des ressources entre les mains d’un cercle de plus en plus étroit remet en cause le fonctionnement concurrentiel du régime. À partir de 2012, M. Ianoukovitch se retranche au sein de «la Famille», un groupe dont la dénomination, à consonance mafieuse, dit bien la nature, souvent dénoncée par journalistes et opposants. L’un des deux fils Ianoukovitch, Oleksandr, dentiste de formation, devient multimillionnaire en un temps record, de même que son ami Serhiy Kourtchenko. Multipliant les investissements gaziers, médiatiques et autres pour le compte de bénéficiaires obscurs, ce dernier est identifié comme le «porte-monnaie» de «la Famille».

Abandonnant le rôle d’arbitre qu’on attend du président, M. Ianoukovitch s’immisce, avec ses proches, dans tous les domaines pour y récolter des profits faciles. Le montant des sommes détournées par le chef de l’État est estimé à 40 milliards de dollars (7). La mainmise de ce groupe d’initiés devient étouffante pour le reste des oligarques. M. Akhmetov lui-même se sent lésé. Aussi, quand la contestation citoyenne éclate fin 2013, en réaction aux violences policières, à la corruption systémique et au refus de signer l’accord d’association avec l’Union européenne, M. Ianoukovitch se retrouve rapidement isolé.

La «révolution de la dignité», nom officiel du mouvement, décapite le pouvoir présidentiel et met un coup d’arrêt à la montée en puissance des oligarques. Elle ne signe pas pour autant la fin de leur influence, mais plutôt un retour à la situation plus concurrentielle d’avant l’ère Ianoukovitch. Libérée du monopole de «la Famille», la république oligarchique renaît. Les élections d’octobre 2014 reconduisent les divers clans au Parlement comme dans les institutions d’État. M. Porochenko, lui-même magnat de premier ordre, remporte la présidentielle, en partie grâce au soutien de M. Firtach. Ce dernier, assigné à résidence à Vienne sur demande américaine depuis la mi-mars, conserve en réalité une influence considérable.

M. Akhmetov instrumentalise son Donbass natal pour faire pression sur Kiev. Selon de nombreuses sources, il aurait été à l’origine des premières déstabilisations antigouvernementales à Donetsk. Après en avoir perdu le contrôle, ses affidés doivent laisser place aux groupes séparatistes suppléés par des mercenaires et forces spéciales russes, et quitter la région. Le fait que le «maître du Donbass» perde la partie ne

l’empêche pas de contrôler étroitement ses usines situées dans l’est de l’Ukraine, au moins jusqu’en 2017.

De leur côté, d’autres magnats financent des milices armées issues du Maïdan, aptes à faire le coup de poing contre les bataillons prorusses appuyés par le Kremlin, d’Odessa à Kharkiv en passant par le Donbass. Entre 2014 et 2015, l’oligarque ukraino-israélien Kolomoïsky se bâtit ainsi une réputation de sauveur de la nation en s’engageant personnellement dans la défense territoriale et en devenant l’argentier du bataillon Aïdar et du régiment Azov, comprenant des éléments radicaux et néonazis. Ces «faits d’armes» marquent le mandat de M. Porochenko (2014-2019). Ses velléités de s’imposer comme *primus inter pares* accentuent cependant sa rivalité avec M. Kolomoïsky et provoquent la nationalisation du fleuron de ce dernier, Privatbank, fin 2016, ainsi que le départ d’Ukraine de l’oligarque.

À partir de 2014, des réformateurs affluent dans les institutions d’État. Leurs initiatives sont portées par la société civile, mieux structurée qu’en 2005, ainsi que des partenaires étrangers devenus bailleurs de fonds à la suite d’une crise économique dramatique. Aux attentes de la révolution s’ajoute le choc de l’annexion de la Crimée. L’administration fiscale et les marchés publics sont assainis, une décentralisation territoriale est lancée, des pans du service public basculent dans l’ère du numérique. Avec, pour chaque réforme, l’objectif affiché de réduire les possibilités de corruption. Mais les secteurs-clés de la justice, de la sécurité ou des douanes ne connaissent que des changements de surface.

La candidature de M. Zelensky capitalise sur ce sentiment d’inachèvement, mais aussi sur la fatigue due à la guerre avec la Russie. Humoriste, pas capitaine d’industrie, russophone et proeuropéen, il incarnerait à lui seul la «désoligarchisation» de la vie politique, le dépassement des clivages linguistiques et politiques, un possible accord avec Moscou. Après quelques mois, les réformes patinent ; les négociations avec Moscou aussi. M. Zelensky et son cabinet sont taxés d’amateurisme et paralysés par les influences concurrentes de groupes d’intérêts. Au début de la pandémie de Covid-19, le chef de l’État fait sensation en se tournant vers les principaux oligarques du pays pour qu’ils contribuent à l’effort financier. Ce faisant, il les légitime en tant que philanthropes respectables. Des liens entre son équipe et divers magnats viennent aussi entacher la rénovation de la culture politique et la transparence que l’ancien comédien se targue d’incarner.

Un tournant s’opère début 2021. M. Joseph Biden s’installe à la Maison Blanche et place M. Kolomoïsky, ex-producteur de la série qui a rendu M. Zelensky célèbre, sur sa liste de sanctions. Sous la pression américaine, une loi sur l’«influence excessive de personnalités économiques ou politiques sur la vie publique (oligarques)» est mise à l’étude à la Verkhovna Rada (Parlement). Elle établit quatre critères à remplir simultanément pour être désigné officiellement comme «oligarque» : une influence sur un média de masse,

la détention d’au moins une entreprise en situation de monopole, la possession d’un capital excédant un million de fois le salaire de subsistance minimum (à l’époque, 77 millions d’euros) et la participation à la vie politique. Sans interdire le cumul de ces quatre conditions, le texte vise à dissocier les grandes fortunes de leurs activités politiques et médiatiques. Mais cette loi ne sera jamais pleinement mise en œuvre. Au moment de son adoption, en novembre 2021, les troupes russes s’amassent déjà aux frontières du pays...

Une mécanique électorale figée

EN 2022, l’invasion oblige les hommes d’affaires à choisir un camp. M. Pintchouk se mobilise ouvertement pour l’effort de guerre. D’autres, que des journalistes d’investigation ont baptisés le «bataillon Monaco (8)», choisissent l’exil vers les rivages ensoleillés de la Côte d’Azur ou de Dubaï. Une troisième catégorie, soupçonnée d’opinions ou d’actions prorusses, subit des pressions accrues de la justice ukrainienne ou de juridictions occidentales. À l’instar de M. Viktor Medvedtchouk, principal médiateur entre le gouvernement et les séparatistes durant la crise de 2014. Après son assignation à résidence pour trahison et la fermeture de ses trois chaînes de télévision en 2021, il est finalement arrêté en avril 2022 puis envoyé en Russie cinq mois plus tard dans le cadre d’un échange de prisonniers.

La diversité de ces trajectoires individuelles s’inscrit dans le contexte d’un affaiblissement structurel de l’oligarchie ukrainienne, dû aux destructions, à l’occupation russe et aux sanctions. M. Akhmetov a vu son usine Azovstal de Marioupol rayée de la carte par les bombardements russes du printemps 2022. L’activité du groupe Interpipe, possédé par M. Pintchouk et spécialisé dans la production de tubes en acier et de matériaux ferroviaires, est également perturbée. À cette «désoligarchisation» par les bombes s’ajoute la loi martiale, qui a imposé une communication de guerre à la télévision et privé les magnats d’une partie de leurs relais d’influence traditionnels. En outre, M. Zelensky, dont le mandat devait s’achever en mai 2024, a conditionné la tenue de nouvelles élections à la fin des hostilités, figeant la mécanique électorale habituellement utilisée par les oligarques pour jauger leurs forces relatives et se partager les secteurs de l’appareil d’État.

La république oligarchique ukrainienne se trouve donc à la croisée des chemins. Bien que les logiques d’en-

richissement personnel soient sans commune mesure avec celles qui prévalaient durant l’ère Ianoukovitch, la guerre a bien reproduit le phénomène de concentration du pouvoir dans les mains de la présidence. Les scandales qui émaillent l’actualité témoignent d’une corruption qui reste profondément ancrée (9), mais on constate aussi une réponse de plus en plus systématique des services anticorruption. Ces derniers sont parvenus à défendre leur indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif, tout en répondant à une demande de la société civile et des bailleurs étrangers, qui ont contribué à les imposer dans le jeu politique local. À cet égard, l’ouverture de l’Ukraine aux capitaux étrangers, notamment américains, est quasi inéluctable, comme l’ont montré la signature en mai 2025 de l’accord avec Washington sur l’exploitation des minerais rares ou les clauses de participation américaine aux bénéfices que M. Trump tente d’imposer à l’Ukraine concernant les futurs projets d’investissements dans le cadre de la reconstruction du pays. Cette tendance devrait affaiblir, à long terme, le pouvoir d’influence des magnats nationaux. En l’absence d’une refonte du secteur judiciaire, les logiques préexistantes pourraient néanmoins retrouver toute leur force, d’autant que la guerre a favorisé l’émergence de nouveaux groupes d’intérêts, concentrés autour du cabinet présidentiel, mais aussi du complexe militaro-industriel ou encore de l’agro-industrie. Une prochaine génération d’oligarques ?

SÉBASTIEN GOBERT.

(7) Tanya Kozyreva et Jason Leopold, « Here’s how Ukraine’s ousted government got away with \$40 billion », 12 juillet 2018, www.buzzfeednews.com

(8) « Bataillon Monaco ». Comment Oukraïnska Pravda a retrouvé des réfugiés d’élite sur la Côte d’Azur » (en ukrainien), chaîne YouTube Oukraïnska Pravda, 16 août 2022.

(9) Lire Hélène Richard, « Loin du front, la société ukrainienne coupée en deux », *Le Monde diplomatique*, novembre 2023.

Calendrier des fêtes nationales

1^{er} - 31 janvier 2026

1 ^{er}	CUBA	Fête nationale
	HAÏTI	Fête de l’indépend.
	SLOVAQUIE	Fête nationale
	SOUDAN	Fête de l’indépend.
4	MYANMAR	Fête de l’indépend.
26	AUSTRALIE	Fête nationale
	INDE	Fête nationale
31	NAURU	Fête de l’indépend.

Éloge du papier à l'heure

(Suite de la première page.)

Et les tâtonnements de l'Audimat pour cibler des audiences grossièrement découpées (la fameuse « ménagère de moins de 50 ans » chère aux publicitaires des années 1990) ont cédé la place à une individualisation raffinée du message grâce à l'extraction des données personnelles. Ces dernières alimentent les algorithmes qui déterminent statistiquement ce qu'il faut donner à voir, à lire et à entendre à chaque utilisateur pour qu'il reste le plus longtemps possible connecté à la plate-forme. Disputée, débitée en confettis, désintégrée en bribes de sons, morceaux d'images, fragments de mots, la collecte d'informations se trouve découplée des conditions qui permettent de lui donner du sens : la lenteur, la continuité, l'échappée belle de l'esprit. Au-delà de celui passé sur les écrans, l'ensemble des temps sociaux subissent ce déchi-quetage destructeur.

« Stupides, ignorants, malveillants, calomnieux »

Confrontés au déluge de données et à l'impossibilité de tout assimiler, les humains réagissent de diverses manières. Au ^{xvi}^e siècle en Europe, la popularisation de l'imprimerie, l'abordage du Nouveau Monde et la redécouverte des auteurs de l'Antiquité provoquent un raz de marée éditorial. « *Existe-t-il un lieu sur Terre qui échappe à ces nuées de nouveaux livres ?* », se lamente l'humaniste Érasme – lui-même auteur prolifique – en 1525, dans un commentaire sur le proverbe « se hâter lentement ». « *Leur nombre même est un sérieux obstacle à l'apprentissage* », peste-t-il, car « *ces distractions détournent l'esprit des hommes de la lecture des auteurs anciens* ». Et le théologien néerlandais de fulminer comme s'il venait de passer une heure sur X : les imprimeurs déchaînés « *couvrent le monde de pamphlets et de livres stupides, ignorants, malveillants, calomnieux, fous, impies et subversifs* ; le flot est tel que même des choses qui auraient pu faire du bien perdent toutes leurs vertus » (4). On perçoit la même réprobation chez le réformateur Jean Calvin, irrité par « *cette forêt confuse de livres* », et, un siècle et demi plus tard, chez le premier biographe de René Descartes, Adrien Baillet (1649-1706) : « *Nous avons des raisons de craindre que la masse de livres qui augmente chaque jour de manière prodigieuse ne fasse sombrer les siècles à venir dans un état aussi barbare que celui des siècles qui suivirent la chute de l'Empire romain* ». Entre le début du ^{xvi}^e siècle et la fin du ^{xviii}^e, le nombre de titres publiés à Londres est multiplié par cent cinquante (5). Mais, plutôt que de dresser un bûcher décadent façon Sardanapale, les savants contournent la surabondance par l'organisation méthodique du savoir. C'est le temps des almanachs, des anthologies, des encyclopédies, des manuels, mais aussi des bibliographies, des index thématiques...

Au début du ^{xxi}^e siècle, le marché réagit à l'information algorithmique d'une tout autre manière. Il ne s'agit plus de dompter le chaos des flux comme au ^{xviii}^e, mais d'accélérer leur absorption par diverses techniques de gavage automatisé. Plates-formes et réseaux sociaux proposent la lecture des contenus à vitesse rapide (x 1,5 ou x 2), ce qui multiplie d'autant l'ingestion des annonces. Une kyrielle de services comme Power Reader, Spreeder, Outread, Speed Reader, ReadQuick, Reedy promettent de « *lire trois fois plus vite que d'habitude* » grâce à une « *méthode qui consiste à concentrer votre regard sur de petits morceaux de texte à la fois* », ou grâce à « *une option de surlignage automatique des mots pour faciliter la consommation de contenus* ». SmartNews « *compile des infos de plusieurs sources en des résumés concis, ce qui te permet de rester informé sans te sentir dépassé* » ; Inshorts synthétise les « *meilleures actualités nationales et internationales, résumées en soixante mots maximum* » ; Briefly, « *un service intelligent* », « *résume les points essentiels de manière claire tout en les classant automatiquement par thèmes* ». Pour le dire en moins de dix mots : le marché répond au « trop » par le « encore plus ». Parce qu'il implique une continuité de l'attention, tout texte long fait figure d'obstacle.

Un à un, les « éditeurs de contenus », comme on appelle désormais les métiers consistant à remplir les tuyaux plutôt qu'à nourrir les esprits, rendent les armes. Publier davantage d'articles pour être référencé, offrir à picorer des titres accrocheurs et des « points à retenir », suivre le rythme des chaînes d'information en continu et de TikTok, se pavaner sur Twitch pendant des heures... : ces recettes déjà éculées scandent depuis longtemps l'ordinaire des journaux en ligne. Mais l'essentiel est ailleurs. Avec ses indicateurs de popularité et de viralité, l'information algorithmique induit une transformation plus insidieuse de la ligne éditoriale, analogue à celle observée après la privatisation de TF1 en 1987 sous l'effet de la course à l'audience. Une enquête récente a détaillé le processus à l'œuvre à partir du cas de la chaîne Brut, un média en ligne doté d'une vraie rédaction, lancé en 2016 pour diffuser des vidéos de qualité sur les réseaux sociaux à destination d'un public jeune peu familier du journalisme traditionnel (6).

« *Les métriques de consultation se substituent, en partie, au travail de définition d'une ligne éditoriale* », conclut l'auteure, l'enseignante-chercheuse Aurélie Aubert, après avoir passé au crible près de trois ans de production (novembre 2016 - mai 2019), soit 828 vidéos. Au fil du temps, les thèmes « société » se multiplient, tandis que la proportion de sujets « économie » décroît. Les questions environnementales (219 occurrences sur 828), bien souvent traitées au prisme des attitudes individuelles écoresponsables de la vie quotidienne, prennent la tête du classement, quand les mouvements

sociaux, qui ne recueillent ni les faveurs des métriques ni celles des annonceurs, n'inspirent que 15 sujets, dont 11 sur les « gilets jaunes ».

Parce qu'elle suscite un plus fort « taux d'engagement » (le nombre d'interactions – likes, partages, commentaires – divisé par le nombre de vues), et donc une meilleure monétisation, la personnalisation s'accroît au point de s'imposer comme l'angle majoritaire : elle concerne 1 % des premiers sujets diffusés par Brut fin 2016, contre plus de 49 % au printemps 2019. Ainsi, au fil des mois, la chercheuse voit se multiplier « *des vidéos incarnées par des personnalités connues du grand public ou des anonymes qui racontent leur histoire, leurs difficultés, mais aussi la manière qu'ils ont eue de les surmonter, et pointent du doigt l'incurie des politiques* ». Exemple : « *Harcelé à l'école, Jonathan Destin a tenté de mettre fin à ses jours en s'immolant par le feu à 16 ans. Aujourd'hui, il raconte ce qui l'a poussé à commettre ce geste* ». Soumise aux contraintes spécifiques de l'image, la trajectoire de Brut présente une courbure sans doute plus accentuée que celle des médias écrits. Mais l'effet disciplinaire des indicateurs s'exerce aussi sur l'orientation éditoriale des journaux imprimés. Lesquels ont embauché depuis quinze ans des cohortes d'animateurs de communautés » qui, sous prétexte de faire rayonner les titres sur les réseaux sociaux, travaillent en définitive à enrichir les plates-formes, au propre – en accroissant leur valeur boursière – comme au figuré – en y injectant du contenu.

Car sortir du moule revient bien souvent à risquer la ruine. Lorsqu'en 2017 Facebook modifie l'algorithme de son fil d'actualité au détriment de l'information politique afin de maximiser le « taux d'engagement », le changement affecte davantage les titres de gauche. L'audience en ligne du mensuel américain *Mother Jones* s'effondre, et la petite entreprise pâtit d'un manque à gagner de 400 000 à 600 000 dollars par an, selon sa directrice – une somme considérable pour la fondation à but non lucratif qui édite le titre. En 2022-2023, Meta atténue encore la visibilité des actualités sur sa plate-forme et décide de « *ne plus les amplifier* » sur son nouveau service Threads, axé sur les textes. Peu après, le nombre de lecteurs venant de Facebook est divisé par... 83. « *Quand les plates-formes empêchent vos abonnés de voir une grande partie de votre contenu – ce que signifie "ne plus amplifier" –, cela veut dire que les éditeurs ne peuvent pas entrer en contact avec leurs abonnés ou leurs donateurs. (...) C'est pour cela que les États-Unis perdent deux journaux par semaine, et que cette année [2023] a été marquée par des licenciements incessants dans les médias* (7). » *Mother Jones* n'a pas modifié sa ligne.

Une bataille d'avenir

AIDEZ-NOUS à faire découvrir ce journal et à amplifier sa diffusion auprès des personnes qui ne connaissent pas le bonheur de la lecture sur papier. Pour transmettre le réflexe d'un temps d'arrêt mensuel, on peut offrir un abonnement, voire plusieurs. Et on peut aussi inciter ses proches à visiter un kiosque, un marchand de journaux, une maison de la presse. *Le Monde diplomatique* y bénéficie généralement d'une bonne exposition. Mais la crise des journaux a détourné les lecteurs de ces lieux. Plus d'un tiers, soit onze mille sur trente mille, ont fermé ces vingt dernières années, notamment dans les zones rurales et périurbaines.

Accompagner ses amis, ses collègues, ses camarades ou ses contradicteurs acheter le « Diplo », c'est faire d'une pierre deux coups. C'est affirmer son soutien à ce titre singulier, dont l'existence et le succès relèvent un peu du miracle. C'est conforter cette civilisation du papier qui oppose le temps de vivre à la fébrilité connectée. Contre les plates-formes dégénérées, *Le Monde diplomatique* construit un réseau social d'un type nouveau : des humains qui lisent un journal fait par des humains, et le recommandent à d'autres car ils croient, comme disait Jean Jaurès, « *à la réalisation de l'humanité* ».

B. B. ET P. R.

L'ABONNEMENT
Un moyen simple
et rapide
de soutenir
votre journal

www.monde-diplomatique.fr/abo
(voir bulletin en page 2)



Le Monde diplomatique non plus. D'ailleurs, nous voici au onzième paragraphe d'un texte continu, sans option de « résumé intelligent » ni mots clignotants. Lectrice, lecteur, êtes-vous encore là ? Si oui, c'est peut-être parce que notre journal présente cette caractéristique devenue rare : il demeure très majoritairement lu sur papier. On compte ainsi 85 000 abonnés à la version imprimée, et 25 000 à notre application délicate, qui en reproduit le sobre classicisme. Pareille singularité se comprend : notre mensuel publie des articles longs, exigeants. Or toutes les études qui comparent depuis trente ans les vertus de la lecture sur écran et sur papier, menées aux États-Unis, en Autriche, en Allemagne, en Israël ou en Espagne, convergent vers la même conclusion : les lecteurs manifestent une concentration plus soutenue, une meilleure compréhension et une mémorisation plus durable des textes complexes lorsqu'ils sont imprimés.

Le pionnier de l'école électronique fait volte-face

Qu'il s'agisse de la mémoire spatiale, qui facilite la possibilité de revenir en arrière pour vérifier et que perturbe la réorganisation permanente des écrans selon leur format, du confort et de la fatigue oculaire, de la faculté d'annoter, souligner, cocher, corner pour mieux assimiler, de la distraction induite par le support lui-même, le papier l'emporte haut la main. Au point que la Suède, qui avait tout misé sur une pédagogie par la technologie, a décidé en 2023 d'interdire l'usage des outils numériques à l'école pour les jeunes enfants et de revenir aux livres de cours imprimés ainsi qu'à l'écriture manuelle (8). La généralisation de l'intelligence artificielle dans les salles de cours renforce cette tendance et dessine une nouvelle fracture sociale : les parents des classes cultivées insistent pour que leur progéniture reçoive un enseignement traditionnel – comme ces dirigeants de la tech qui interdisent à leurs enfants l'usage des services et des produits qu'ils vendent à la vile multitude.

Si le numérique facilite les échanges courts et informels, le papier conserve son statut de plus fracassante innovation en matière de communication des deux derniers millénaires. Ainsi que le notait dès 2007 le journaliste et écrivain américain William Powers, sa simplicité même nous empêche de le percevoir comme une technologie de pointe qui restera longtemps indépassable pour certains usages (9) – telle la lecture du *Monde diplomatique*. L'accumulation des objections à la lecture sur écran oppose un démenti cinglant à la stratégie de bascule numérique adoptée par les éditeurs de presse depuis la fin des années 2000, au nom d'un principe idéaliste : « *Ce sont les mots, les images, les idées, les notions et le contenu que nous produisons qui importent, et non le support sur lequel ils sont véhiculés* », expliquait dès 2000 Daniel Okrent, une figure du *New York Times*. Mais les usages sociaux d'un médium ne se réduisent pas au message. Ouvrir un journal comme le nôtre à la terrasse d'un café, recevoir le sourire complice d'un voisin dans un train, laisser traîner un exemplaire dans un lieu public ou le brandir dans un cortège : ces gestes, ces engagements ne s'envisagent pas sous une forme dématérialisée.

C'est peut-être que le papier ouvre un imaginaire infiniment plus profond que la simple fonction de support d'écriture. Le journal imprimé symbolise la reconquête de la curiosité, la maîtrise de notre concentration, une disposition à « se hâter lentement », une résistance au vol des informations personnelles et aux effractions de la vie privée qu'implique en régime de marché

(4) Cette citation et celles qui suivent dans ce paragraphe sont extraites d'Ann Blair, *Too Much to Know : Managing Scholarly Information Before the Modern Age*, Yale University Press, New Haven, 2010.

(5) Cf. James Raven, « New reading histories, print culture, and the identification of change : The case of eighteenth-century England », *Social History*, vol. 23, n° 3, Abingdon-on-Thames, 1998.

(6) Aurélie Aubert, « Les vidéos d'information diffusées sur les réseaux sociaux numériques : dire la société via les métriques de consultation. Une étude de cas à partir des vidéos du média Brut », *Questions de communication*, vol. 40, n° 2, Nancy, 2021.

(7) Ben Dreyfuss, « Now we know Facebook made changes to show you less news from *Mother Jones* », 16 octobre 2020, et Monika Bauerlein, « An Internet without news », novembre-décembre 2023, www.motherjones.com

(8) « Learning like the ancients », *The Economist*, Londres, 22 novembre 2025.

(9) William Powers, « Hamlet's Blackberry : Why paper is eternal », Shorenstein Center Discussion Paper Series, Harvard University, Cambridge, 2007.

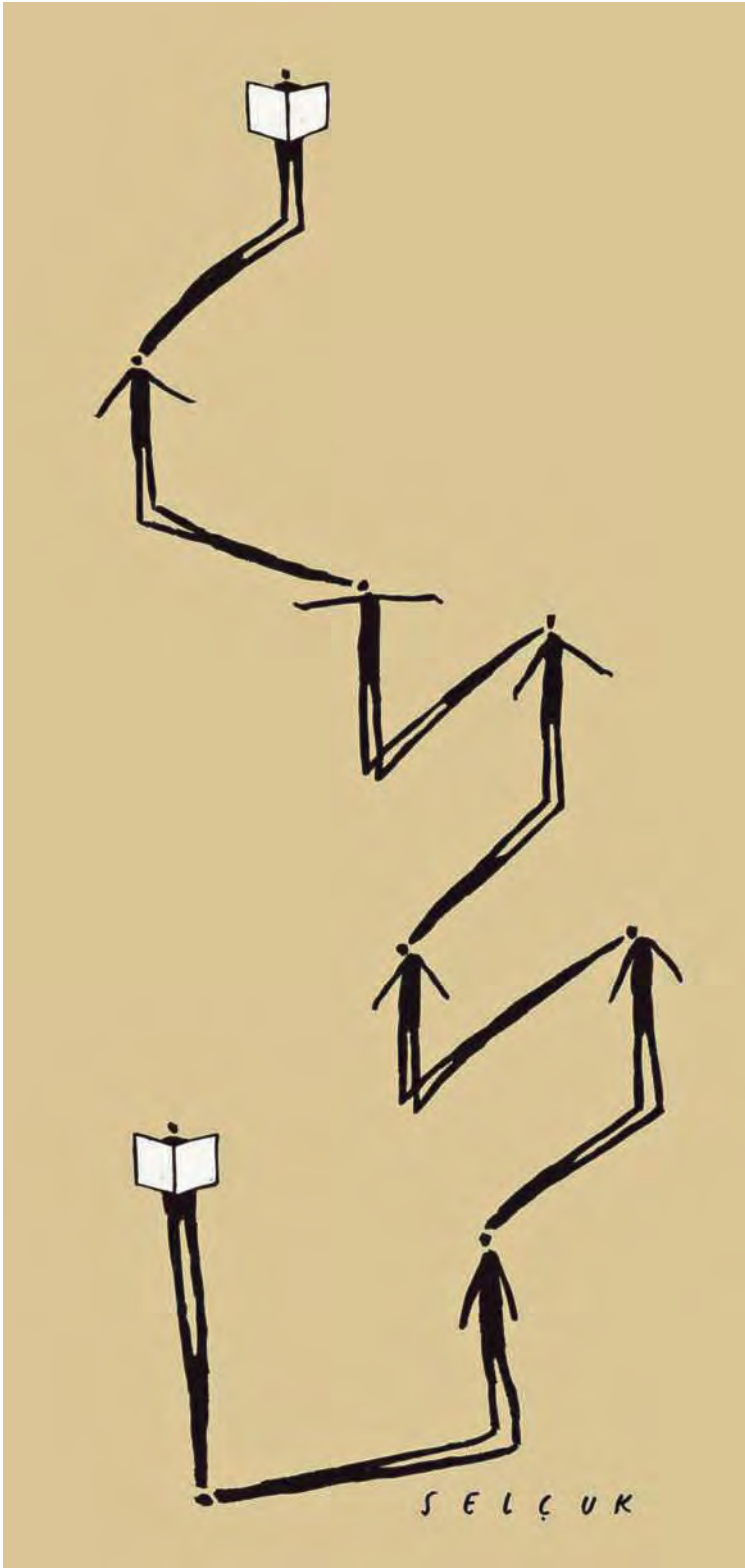
du déluge numérique

l'usage des appareils connectés. À l'ère de l'information algorithmique, le papier ne contrôle pas son lecteur, ne capture pas son temps, ne pirate pas ses émotions. Il ne se fraye pas un chemin statistique à contre-courant de notre volonté : il exige au contraire un effort, la manipulation de sa maquette demande parfois même quelques contorsions. Quand sa lecture inspire une idée, une analogie, une mise en perspective, une colère, une action, on le pose, on s'arrête, on réfléchit. C'est le support d'une souveraineté recouvrée sur les objets de notre attention et, partant, de nos mobilisations. Ainsi l'éloge du papier ne traduit-il pas une réaction conservatrice, mais un mouvement rationnel et une nécessité politique.

Si la civilisation de l'imprimé coexistera sans doute longtemps avec celle du pixel, le sort du journal papier demeure plus qu'incertain. Happés par les informations qui défilent, souvent gratuitement, sur leurs écrans, les lecteurs fuient les marchands de journaux, dont les ventes s'effondrent. En France, sur les 199 magazines recensés par l'Alliance pour les chiffres de la presse et des médias (ACPM), plus de 150 ont vu leur diffusion payante baisser entre juillet 2024 et juillet 2025. Sur les onze premiers mois de l'année 2025, les ventes au numéro du quotidien *Le Monde* ont fondu de 15,3 %, celles du *Figaro* de 13,3 % ; *Le Nouvel Obs* affiche une baisse de 17,7 %, *Télérama* de 11,7 %... Pour masquer la bérézina, les titres gonflent artificiellement leur portefeuille d'abonnés numériques à coups de promotions qui fleurissent la liquidation (« offre exceptionnelle Libé Friday, 2 ans pour 50 euros », soit moins de 10 centimes par jour). Mais le subterfuge ne compense pas les pertes générées par la diminution des ventes papier, et les suppressions de postes se multiplient : au *Parisien*, au *Point*, au *Courrier picard*, à *La Montagne*, au sein du groupe CMI (Marianne, Franc-Tireur, Elle...), chez Prisma Presse (Télé-Loisirs, Voici, Géo, Femme actuelle...), etc. Aux États-Unis, 136 journaux ont mis la clé sous la porte en 2024, faisant disparaître 7 % des emplois du secteur. L'hécatombe de titres conçus pour étendre l'influence de leurs propriétaires ne menace guère le pluralisme, mais elle renforce les positions de l'information algorithmique et accentue encore le dépeuplement des maisons de la presse. Cet effet de bord nous touche de plein fouet.

La joie du temps retrouvé favorise la lenteur

Le Monde diplomatique bénéficie d'une solide santé financière. Mais l'érosion des ventes au numéro ne l'épargne pas. En 2025, le nombre d'exemplaires de notre mensuel achetés chez les marchands de journaux a baissé d'environ 6 %, tandis que les abonnements à la version imprimée se tassaient (– 1,6 %). Cette moyenne cache une amplitude qui, depuis quelques années, s'est considérablement accrue entre les « mauvais mois » et les « bons ». Et qui traduit autant la morosité politique que le rythme intenable de l'actualité. En juillet et plus encore en août, quand nombre de lectrices et de lecteurs s'éloignent de leurs écrans et délaissent leurs obligations quotidiennes, le temps retrouvé provoque une ruée vers les maisons de la presse. Les acheteurs du *Monde diplomatique* sont alors deux fois plus nombreux qu'en décembre, quand la course contre la montre, l'atmosphère maussade et le souci du porte-monnaie les éloignent des kiosques. Le péril n'est pas imminent, mais la multiplication des mois creux, l'irrégularité croissante des ventes et la fragilisation du réseau de diffusion dessinent une tendance qui, si elle devait se prolonger, finirait par peser lourdement sur l'équilibre du journal. *Le Monde diplomatique* existe tant qu'il est tenu, prêté, laissé sur une table puis repris ailleurs. Le faire vivre tient à des gestes simples : s'abonner, l'acheter, l'offrir, le faire connaître, le faire découvrir à un proche chez un marchand de journaux...



Seul sur sa ligne de crête éditoriale dans l'univers des médias traditionnels (10), notre journal a vu s'épanouir dans les recoins de la Toile un nombre croissant d'émissions, de podcasts, de textes qui privilégient aussi le temps long et la mise en perspective, sans d'ailleurs toujours partager nos orientations. Si la promesse d'Internet, celle d'une grande désintermédiation aussi puissante que le fut la Réforme au XVI^e siècle, a été balayée par l'émergence des géants de la tech et le chancier de l'information algorithmique, elle a tout de même secoué l'ordre ancien. Car ce système qui fournit à chacun ce qu'il croit désirer voir ou entendre permet également à tous d'émettre des opinions. Lesquelles ne se hiérarchisent plus en fonction du statut des auteurs mais de la viralité du propos – et de sa capacité à cliver. En moins d'une décennie, l'architecture verticale du débat public qui reposait sur le prestige de la parole experte, médiatique et politique a vacillé. Mais les classes dirigeantes s'exaspèrent et sonnent l'heure d'un retour à l'ordre.

Désormais élevés au rang de problème politique, sanitaire et de sécurité, les réseaux sociaux font l'objet d'une surveillance accrue des pouvoirs publics européens. En matière numérique, le Vieux Continent demeure une colonie américaine. Ses gouvernements n'ont jamais envisagé de produire une information soustraite aux forces du marché ni de construire des infrastructures indépendantes de celles de la Silicon Valley. Contraints de jouer le jeu pour ne pas paraître dépassés, ils se trouvent réduits à réguler l'existant et à colmater les brèches que la liberté d'expression en ligne a ouvertes dans le statu quo. C'est en partie le sens du combat des dignitaires politico-médiatiques contre la « désinformation ». Priorité européenne depuis le vote pour le Brexit en juin 2016 et le succès électoral de M. Donald Trump cinq mois plus tard, cette bataille menée au prétexte de la prolifération, indéniable, de contenus délirants ou mensongers vise à instaurer un régime de « censure bienveillante » : il s'agit de prémunir ces grands enfants d'utilisateurs de l'influence pernecieuse que pourrait exercer sur eux la libre communi-

cation des pensées et des opinions. L'épidémie de Covid-19 en 2020, la guerre en Ukraine depuis 2022, les massacres du 7 octobre 2023 et la guerre israélienne à Gaza ont intensifié le mouvement.

De l'interdiction de chaînes russes en 2022 (mais pas de leurs homologues israéliennes au moment où, l'année suivante, elles légitimeront les massacres de civils à Gaza) au recours à des « *signaleurs de confiance* » chargés de repérer et de dénoncer les « *contenus présumés illégaux* » dans le cadre du règlement européen sur les services numériques, du projet récurrent de passer au crible l'ensemble des communications privées européennes, y compris les messageries chiffrées, à la volonté du président français de « *tout faire pour que soit mis en place un label* » (11) professionnel des sources d'information fiables : un empilement de mesures voudrait rendre illégaux ou invisibles des points de vue – tantôt farfelus, tantôt vrais, parfois détestables – qui contredisent la ligne officielle.

Une « censure bienveillante » de Bruxelles

Ces campagnes officielles de rectification idéologique produisent leurs effets. Durant la guerre à Gaza, Facebook et Instagram ont tripatoillé leurs algorithmes pour limiter la portée des médias palestiniens, comme l'a montré une enquête de la British Broadcasting Corporation (BBC, 18 décembre 2024), et X affiche un biais pro-israélien si prononcé qu'il a suspendu son propre robot conversationnel, Grok, après que ce dernier a écrit que l'armée israélienne commettait un « génocide » à Gaza avec la complicité américaine. En Europe, les dirigeants roumains soutenus par la Commission européenne ont annulé un scrutin présidentiel pour cause d'influence étrangère par le truchement de TikTok (12). La « censure bienveillante » s'opère bien sûr au nom de valeurs indiscutables (lutte contre la pédophilie, l'antisémitisme, les propos haineux) ou d'impératifs de sécurité.

Un humour involontaire pousse les censeurs à affubler leurs outils de dénominations orwelliennes : le « *bouclier européen de la démocratie* », afin de mieux lutter contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères en ligne », le « *Centre européen pour la résilience démocratique* » qui doit « *réunir toute l'expertise et toutes les capacités des États membres et des pays voisins* », sur le modèle de Vigimur (service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères) en France ou de l'Agence suédoise de défense psychologique (13). Ou encore le « *bouclier pour l'information* », mis en place à Bucarest par France Médias Monde et Deutsche Welle, et justifié le 2 décembre dernier par un communiqué désarmant des deux chaînes : « *Dans un contexte international qui voit les démocraties mises à l'épreuve, aggravé ces derniers mois après le désengagement américain dans le champ informationnel, notamment en Europe avec l'incertitude du financement de Radio Free Europe / Radio Liberty* », l'urgence commande de suppléer à ces deux médias de propagande américaine, dont les équivalents russes ont été bannis des antennes européennes après l'invasion de l'Ukraine.

Ce corsetage idéologique des canaux jusqu'ici les moins régulés entend protéger les populations non seulement des interférences russes mais aussi des clivages politiques trop marqués. « *La haine et la polarisation constituent des menaces pour les valeurs et les droits fondamentaux de l'UE* [Union européenne] et compromettent la stabilité de nos démocraties » (14), a expliqué M. Michael McGrath, commissaire pour la démocratie, la justice, l'État de droit et la

protection des consommateurs – un intitulé qui synthétise à lui seul la démocratie de marché bruxelloise peuplée de citoyens-acheteurs qu'une trop forte polarisation politique déstabiliserait. Simultanément, l'Union met en place un règlement européen sur la liberté des médias qui garantit les droits d'un journalisme traditionnel dont l'écrasante majorité des titres soutient les deux derniers piliers du projet européen : le marché et la perspective unificatrice d'une guerre contre la Russie.

Il y aura désormais moins de liberté pour les ennemis du libéralisme. Et qui défendra la libre communication des pensées et des opinions, alors que l'extrême droite occupe ce terrain et dénonce bruyamment l'institution d'un « ministère de la vérité » ? Ayant rebaptisé « liberté d'expression » le pouvoir des propriétaires d'imposer leur point de vue aux plates-formes et aux chaînes privées, X ou CNews promeuvent un « free speech » qui consiste à censurer ou à dénigrer quiconque se prononce en faveur de la Palestine, des mouvements LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et trans), de l'impôt, des syndicats, de l'antifascisme, du communisme, etc.

Au risque de doucher l'enthousiasme des dissidents numériques, qui croient trouver le salut politique dans la diffusion de formats pédagogiques accessibles en ligne, il faut rappeler que la quasi-totalité des infrastructures numériques pouvant se targuer d'une audience de masse appartiennent soit aux industriels américains qui se précipitaient en janvier dernier pour baiser l'anneau de M. Trump, soit à des États censeurs. Les uns et les autres parfois s'entendent. Quand la plateforme TikTok a été jugée trop poreuse aux critiques d'Israël, le président américain a obligé son propriétaire à la vendre à un milliardaire proche de Tel-Aviv, provoquant un changement de ligne, mais pas de rythme (15). Pour lutter à armes égales, partisans et adversaires engagés dans chaque grande cause clivante s'accordent en effet sur la même tactique : « inonder la zone », saturer l'espace de nouvelles, de données, de démentis...

Un journalisme traditionnel qui capitule face aux exigences de l'audience numérique ; un cadre réglementaire européen qui évacue dans le même bain fausses informations, propos illégaux et opinions critiques : le destin d'une presse libre repose plus que jamais sur une refonte globale capable de soustraire l'information à l'encadrement du marché comme au marteau de l'État. En attendant qu'un gouvernement manifeste pareille volonté, les réfractaires peuvent ouvrir sur le monde la fenêtre de papier que vous tenez entre les mains.

**BENOÎT BRÉVILLE
ET PIERRE RIMBERT.**

(10) Lire « Un journal non aligné », *Le Monde diplomatique*, novembre 2023.

(11) Lors d'un débat à Arras avec les lecteurs de *La Voix du Nord*, 19 novembre 2025.

(12) Lire « Liquidation électorale », *Le Monde diplomatique*, janvier 2025.

(13) « Lutte contre la désinformation : l'UE propose la mise en place d'un "bouclier européen de la démocratie" », 12 novembre 2025, www.vie-publique.fr

(14) « La Commission se félicite de l'intégration du code de conduite révisé pour la lutte contre les discours haineux illégaux en ligne dans le règlement sur les services numériques », Commission européenne, Bruxelles, 20 janvier 2025.

(15) Lire Benoît Bréville, « Le huitième front », et Serge Halimi, « Même les Américains se lassent d'Israël », *Le Monde diplomatique*, décembre 2025.



En vente chez votre marchand de journaux et en librairies

Le Soudan, « épïccentre mondial

La prise de la ville d’Al-Fashir par les Forces de soutien rapide (FSR), le 26 octobre dernier, et les exactions qui l’ont accompagnée ont rappelé aux médias occidentaux l’existence et l’intensité de la guerre civile soudanaise. Souvent présenté comme le produit d’une rivalité entre deux chefs militaires et leurs factions, le conflit intéresse aussi des puissances étrangères, qui cherchent à en tirer profit et entretiennent à leur manière la dynamique d’affrontement.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL ARNAUD JULIEN-THOMAS *
CARTOGRAPHIE CÉCILE MARIN

DEPUIS le 15 avril 2023, entre batailles à l’arme lourde, destructions et exactions contre les civils, le Soudan se désagrège, dans une guerre civile totale où la population paie le prix fort. Elle oppose les troupes des forces armées soudanaises (FAS) dirigées par le lieutenant-général Abdel Fattah Al-Bourhane, dirigeant de facto du pays, et celles des Forces de soutien rapide (FSR) emmenées par le général Mohamed Hamdan Daglo, dit « Hemetti ». Pourtant, les deux hommes n’ont pas toujours été ennemis. En octobre 2021, ils ont renversé le gouvernement civil né de la chute de la dictature du général Omar Al-Bachir, lui-même arrivé au pouvoir par un coup d’État en juin 1989. À M. Al-Bourhane, chef de l’armée régulière, avait échú la présidence du Conseil de transition, tandis que M. Hemetti en prenait la vice-présidence. L’entente entre les deux factieux n’aura finalement duré qu’une année et demie, chaque camp se préparant à l’inéluctable affrontement (1). À l’heure où nous mettons sous presse, le gouvernement dit de transition contrôle le nord, le centre et l’est du pays, tandis que les FSR, qui multiplient les offensives contre les positions adverses, gardent la main sur l’Ouest et certaines parties du Sud.

Atrocités documentées par les agences onusiennes

Selon les estimations des Nations unies, on compterait plus de cent cinquante mille morts depuis avril 2023, et près de treize millions de déplacés, dont quatre millions se sont réfugiés dans les pays voisins. Conséquence des combats, la famine fait rage et menace vingt-cinq millions de personnes sur une population totale d’un peu plus de cinquante et un millions. Malgré quelques initiatives de médiation, aucun des deux camps ne semble enclin à accepter une trêve durable. Fin octobre, après dix-huit mois de siège, la ville d’Al-Fashir, capitale du Darfour du Nord, tombait aux mains des FSR. Des images atroces de massacres, de tortures et d’exécutions de civils parvenaient au monde via les réseaux sociaux. Le Darfour est le nouvel « épïccentre mondial de la souffrance humaine », déclarait alors M. Thomas Fletcher, le secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et coordonnateur des secours d’urgence au sein des Nations unies, après un séjour de dix jours dans la région (2). « Al-Fashir est, sur la base des témoignages que j’ai entendus, essentiellement une scène de crime », ajoutait M. Fletcher lors d’une visioconférence où il a évoqué des exécutions à caractère ethnique, des viols collectifs, des enlèvements contre rançon et des disparitions d’enfants. Autant d’atrocités documentées par les agences onusiennes présentes sur place, et corroborées par des analyses d’imagerie satellite menées début novembre par des experts de l’université Yale.

Le 24 novembre, les FSR annonçaient une trêve humanitaire unilatérale de trois mois, au lendemain du rejet par les FAS d’une proposition internatio-

nale de cessez-le-feu formulée par le Quad, qui regroupe les États-Unis, les Émirats arabes unis, l’Égypte et l’Arabie saoudite. Mais, le jour même, les troupes de M. Hemetti lançaient leur second assaut contre la ville de Babanoussa au Kordofan-Occidental, dans le sud du pays. Le 2 décembre, ce carrefour ferroviaire stratégique tombait entre les mains des FSR. Là aussi, les exactions ont été nombreuses. Les massacres perpétrés contre les populations des deux villes ont jeté une lumière crue sur l’étendue de la violence en cours au Soudan. Le pays a fini par intéresser les médias occidentaux, d’autant que la Cour pénale internationale (CPI) rappelait avoir ouvert une enquête à propos d’actes commis par les FSR qui « pourraient être constitutifs de crimes de guerre et de crimes contre l’humanité relevant du statut de Rome (3) ».

Durant la prise d’Al-Fashir, les soldats des FSR n’ont pas caché leur ambition d’éliminer les quelque 300 000 civils restés dans la ville, au motif qu’ils avaient collaboré avec l’ennemi. Par la publication de vidéos ultraviolentes de tortures et d’exécutions sommaires, les troupes de M. Hemetti sont parvenues à créer la terreur au sein des populations des zones assiégées, mais aussi et surtout au sein des FAS. En cela, elles semblent s’inspirer de la stratégie médiatique de l’Organisation de l’État islamique (OEI). On s’en souvient : son « djihad 2.0 » était parvenu à semer la panique dans les rangs de l’armée irakienne, dont la débandade avait ouvert la voie à la prise sans combats de la ville de Mossoul. Par la guerre, les FSR visent à prendre le contrôle de l’entièreté du pays. Ainsi le théâtre militaire soudanais comporte-t-il plusieurs facettes. Si l’attention médiatique s’est focalisée sur le Darfour, le prochain grand affrontement concernera vraisemblablement la ville d’Al-Obeid. En effet, des combats intenses se déroulent aussi dans le nord et l’ouest du Kordofan. Pour chacun des camps, la victoire ne peut qu’être totale, et il ne saurait être question de remettre le pouvoir à un quelconque gouvernement civil de transition ou d’union nationale.

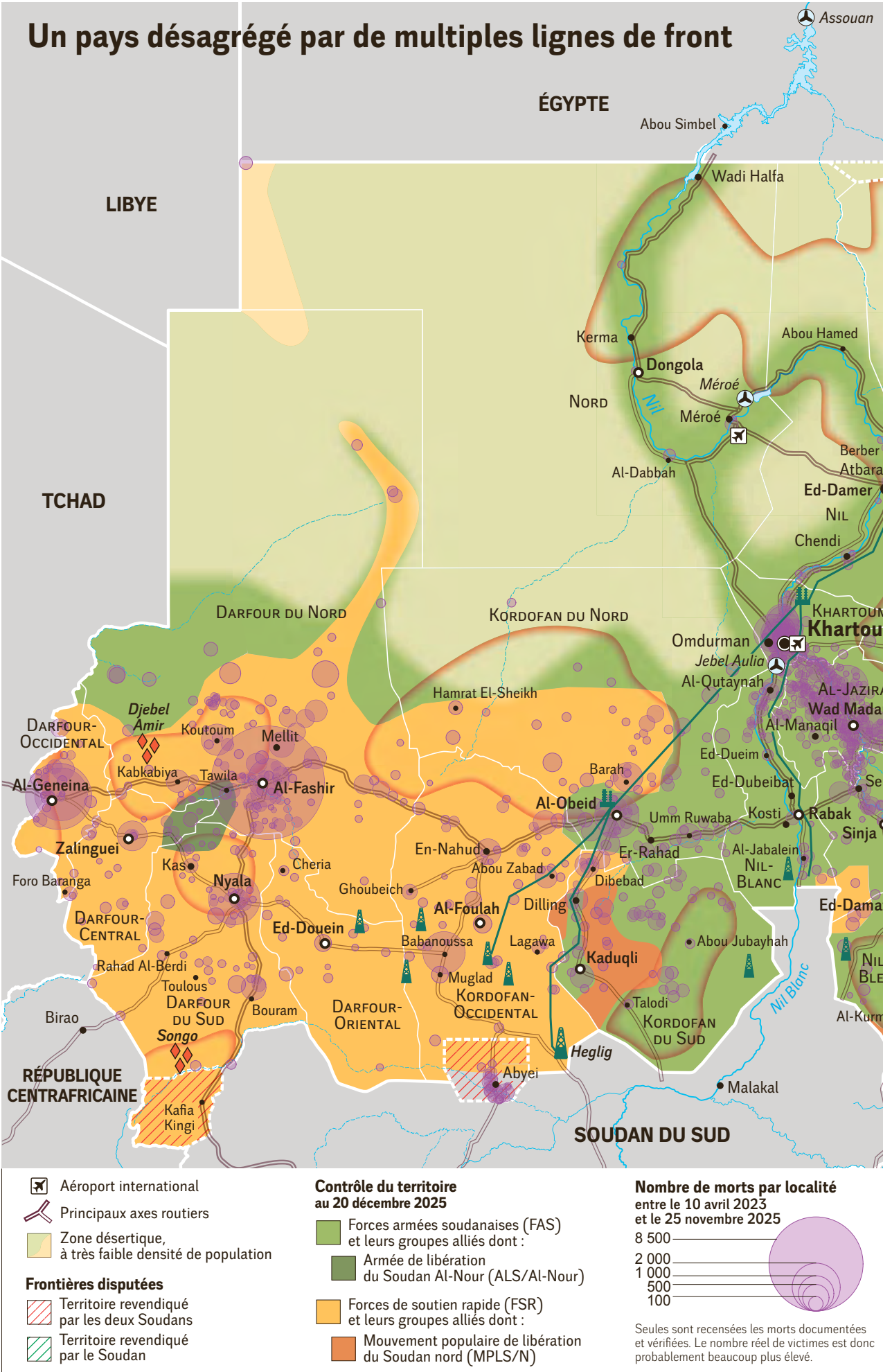
Les racines du drame soudanais sont à chercher dans les reliques de l’ex-régime islamiste de M. Al-Bachir, lequel est détenu à la prison de Kobar, à Khartoum, depuis avril 2019, tandis que la CPI attend toujours de le juger pour génocide, crimes contre l’humanité et crimes de guerre au Darfour. La révolution pacifique et civile de 2018 a tenté de balayer l’héritage politique et sécuritaire du Parti du Congrès national (PCN) de M. Al-Bachir (4). Mais c’était compter sans les ambitions de M. Al-Bourhane et de M. Hemetti. Sorti des rangs du PCN, le premier n’a eu de cesse de réactiver les forces fidèles à l’ancien régime, les *keyzan*, afin de prendre l’ascendant sur le second dans le nouveau rapport de forces politico-militaire issu du putsch. Le 18 avril 2022, M. Al-Bourhane annonçait ainsi la création d’une coalition dénommée Grand Courant islamique, tandis que treize anciens cadres du PCN étaient acquittés après avoir été poursuivis pour atteinte à l’ordre constitutionnel, financement du terrorisme et tentative d’assassinat contre l’ancien premier ministre de transition, M. Abdallah Hamdok, en mars 2020.

Cette stratégie s’est révélée aussi efficace pour mater les protestataires qui réclamaient le retour à une vraie transition démocratique que pour évincer petit à petit M. Hemetti. En moins de deux ans de « cohabitation », le général Al-Bourhane a tenté d’intégrer les cent mille membres des FSR au sein de l’armée gouvernementale pour mieux les contrôler. Conscient du risque d’isolement, leur chef décidait de les redéployer dans le pays. Après cette manœuvre, perçue comme une menace directe par Khartoum, les affrontements

ne pouvaient qu’éclater. Depuis le 15 avril 2023, l’armée de M. Hemetti et ses alliés se présentent comme un rempart face à la mainmise sur le pays des *keyzan* et des FAS, les secondes étant présentées comme le simple bras armé des premières. Repris à l’envi sur les réseaux sociaux, ce discours a permis aux FSR de rallier à elles une partie de la population marginalisée par l’ancien régime islamiste, mais aussi d’obtenir un soutien décisif de la part des Émirats arabes unis et plus particulièrement d’Abou Dhabi, dont le dirigeant Mohammed Ben Zayed Al-Nahyane (« MBZ ») est farouchement hostile à l’islamisme politique et à la confrérie des Frères musulmans.

Le lien entre les FSR et les Émirats est fondamental pour comprendre la situation actuelle au Soudan. C’est en effet le soutien massif d’Abou Dhabi à M. Hemetti qui lui permet de poursuivre les combats et de tenir tête aux FAS. La relation remonte à 2015, quand le général soudanais a mis à disposition ses hommes pour qu’ils participent à la guerre menée par les Émirats au Yémen contre les

(1) Lire Gérard Prunier, « Soudan, de la transition à la dislocation », *Le Monde diplomatique*, mars 2024.
(2) « Le Darfour, nouvel “épïccentre mondial de la souffrance humaine” », ONU Info, 17 novembre 2025, <https://news.un.org>
(3) « Déclaration du bureau du procureur de la CPI sur la situation à El Fasher, au Darfour Nord », Cour pénale internationale, 3 novembre 2025, www.icc-cpi.int
(4) Lire Hicham Alaoui, « De l’Algérie au Soudan, les répliques du “printemps arabe” », et Gilbert Achcar, « Où va la “révolution de décembre” au Soudan ? », *Le Monde diplomatique*, respectivement mars et mai 2020.



* Journaliste.

À lire, à voir

Alaa Salah, *Le Chant de la révolte. Le soulèvement soudanais raconté par son icône*, préface de Rokhaya Diallo, Favre, Lausanne, 2021.

Gérard Prunier, *Cadavres noirs*, avant-propos de Marc Dugain, Gallimard, coll. « Tracts » (n° 30), Paris, 2021, et *Le Darfour. Un génocide ambigu*, La Table Ronde, Paris, 2005.

Seekers of Truth and Justice, « The black book : Imbalance of power and wealth in Sudan », disponible sur Internet, 2003.

Fatin Abbas, *Ghost Season* (roman), W. W. Norton, New York, 2023.

Hind Meddeb, *Soudan, souviens-toi*, 2025, 76 minutes.

Anas Saeed, Ibrahim Snoopy, Phil Cox, Rawia Alhag et Timeea Mohamed Ahmed, *Khartoum*, 2025, 80 minutes.

Suhaib Gasmelbari, *Talking About Trees*, 2019, 94 minutes.

D'OR ET INGÉRENCES DES ÉMIRATS ARABES UNIS

de la souffrance humaine »

houthistes. Selon l'un de nos interlocuteurs dans le Golfe, c'est à cette époque qu'Abou Dhabi voit en M. Hemetti une sorte de « *couteau suisse* » susceptible de contribuer au développement de l'influence émiratie en Afrique de l'Est. « *Abou Dhabi le considérerait comme l'intermédiaire idéal avec la Russie pour l'établissement d'une base navale russe à Port-Soudan, laquelle devait être adossée à un terminal de fret maritime émirati* », précise cette source. Las, c'est le général Al-Bourhane qui, ayant fait de Port-Soudan sa capitale provisoire, a finalement approuvé le projet de base russe, sans qu'aucun port émirati y soit associé(5). Du moins, pour le moment.

Heureusement pour lui, le dirigeant des FSR a d'autres arguments que Port-Soudan à faire valoir auprès de « MBZ ». D'abord exportateur de chameaux vers le Golfe, M. Hemetti a utilisé ses ressources financières pour créer au début des années 2000 la milice progouvernementale *janjawid* – devenue depuis FSR –, dont les exactions ont valu à son chef le surnom de « boucher du Darfour ». Afin d'assurer son autonomie vis-à-vis du pouvoir de M. Al-Bachir, M. Hemetti a pu tirer profit de son contrôle des mines d'or du Darfour – notamment celles qu'il possède par le biais de sa société familiale Aljunade –, dont il expédiait l'essentiel de la production aux Émirats arabes unis. C'est ce trafic de métal précieux à grande échelle, à destination des marchés d'Abou Dhabi et de Dubaï, qui lui permet aujourd'hui de financer son effort de guerre et d'être pourvu en équipements et en mercenaires via les Émirats. Signe de l'importance croissante de ce commerce, ceux-ci ont

importé vingt-neuf tonnes d'or directement du Soudan en 2025, contre dix-sept tonnes en 2023, ainsi que des quantités tout aussi importantes transitant par les pays voisins : vingt-sept tonnes d'Égypte, dix-huit tonnes du Tchad et neuf tonnes de Libye. Ces deux derniers pays servent ainsi de « zones de transit » de l'or expédié par les FSR, selon des statistiques mises en ligne le 31 octobre 2025 par le site UN Comtrade, mais retirées quelques jours plus tard de cette plate-forme onusienne qui informe sur le commerce mondial(6).

Import-export sous dépendance émiratie

L'exploitation aurifère est donc l'un des principaux vecteurs de l'implication des puissances régionales dans le conflit soudanais. Les FAS ont reçu un soutien (armement, moyens financiers) de la Russie – qui traite aussi avec les FSR –, de la Turquie, de l'Iran, de l'Égypte et du Qatar. De leur côté, les FSR, outre l'appui de leur principal allié, les Émirats arabes unis, bénéficient de l'aide de pays proches de ces derniers, dont le Kenya, l'Ouganda, la faction libyenne contrôlée par le maréchal Khalifa Haftar et l'Éthiopie. C'est ainsi qu'Addis-Abeba peut compter sur Hemetti dans le bras de fer qui l'oppose à l'Égypte à propos du grand barrage éthiopien de la Renaissance, sur le Nil. Les chiffres sont édifiants : depuis l'annonce publique de leur soutien aux FSR,

l'Éthiopie comme le Kenya ont annoncé une production aurifère pour le seul premier trimestre 2025 équivalant au double de celle de toute l'année 2024.

Pour autant, la relation privilégiée entre Abou Dhabi et les FSR n'est pas exclusive. Même s'il dénonce régulièrement la « partialité du Quad » et l'implication des Émirats dans les exactions commises par les troupes de M. Hemetti, le gouvernement soudanais est loin d'avoir rompu avec la puissance montante du Golfe. Tout en continuant à lui vendre des céréales et son cheptel, Khartoum importe massivement des produits manufacturés en provenance des Émirats pour juguler l'inflation et lutter contre la famine. Cette interdépendance est aussi prégnante pour ce qui concerne le secteur financier : avant la guerre actuelle, il était déjà sous-développé en raison des sanctions américaines qui interdisaient la plupart des transactions commerciales et financières avec le Soudan. Or de nombreuses banques émiraties étaient présentes dans ce pays avant même que les États-Unis ne commencent à assouplir les restrictions en 2017. Et elles jouent un rôle-clé dans le commerce du pays. Malgré les efforts déployés par Khartoum pour diversifier son économie d'exportation – en ouvrant, par exemple, des usines de raffinage d'or au Qatar –, le camp de M. Al-Bourhane doit donc composer avec une réalité implacable : les exportations officielles d'or, c'est-à-dire celles qui se trouvent sous le contrôle du gouvernement, dépendent elles aussi des Émirats. Ceux-ci traitent également avec des entreprises soudanaises situées dans le nord du pays et spécia-

lisées dans le raffinage aurifère ; ils apportent même leur soutien à des hommes politiques de cette région pourtant réputés proches des FAS.

Les Émirats arabes unis, notamment leur poids lourd Abou Dhabi, sont donc doublement gagnants dans le cadre de cette guerre puisqu'ils se hissent au rang de « nation pivot » en soutenant les FSR et en obligeant l'autre camp à composer. Sur un plan plus géopolitique, la fédération tient la dragée haute à ses deux rivaux du Golfe, l'Arabie saoudite et le Qatar, ainsi qu'à l'Égypte. Toutefois, la responsabilité émiratie n'est que rarement évoquée dans les cénacles diplomatiques et institutionnels. La Ligue arabe, traditionnellement divisée, se garde bien d'aborder le sujet de cette ingérence. S'ils en avaient la volonté, ne serait-ce que pour diminuer l'intensité de cette guerre qui frappe essentiellement des civils, les États-Unis et l'Union européenne pourraient faire pression sur les Émirats. Or, jusqu'à présent, seules des sociétés privées en lien avec les FSR et établies dans la fédération ont été visées par des sanctions américaines. Et, comme l'indique un rapport de l'organisation américaine The Sentry, spécialisée dans la dénonciation des crimes de guerre, les FSR ont de toutes les façons recréé des structures similaires à Dubaï pour poursuivre leurs opérations illégales(7).

Certes, le 20 novembre, en réponse à l'émotion générale suscitée par les images des massacres d'Al-Fashir, la cheffe de la diplomatie de l'Union européenne, Mme Kaja Kallas, a dénoncé les atrocités commises par les FSR et annoncé des sanctions à venir. Mais, une semaine plus tard, le Parlement européen adoptait une résolution dénonçant la guerre civile dévastatrice au Soudan sans mentionner l'ingérence des Émirats arabes unis. Grâce à l'intense lobbying d'Abou Dhabi, la résolution cite même les Émirats comme une partie-clé dans les efforts de médiation visant à parvenir à la paix avec ses autres partenaires du Quad. L'Union européenne, souligne l'Observatoire de l'Europe, « *cherche à resserrer ses liens économiques avec l'État du Golfe [les Émirats arabes unis] et est engagée dans d'ambitieuses négociations de libre-échange – qui, selon un haut responsable émirati, qui a obtenu l'anonymat pour évoquer ces discussions sensibles, progressent à une vitesse fulgurante* (8) ». Dans ce contexte, que peuvent peser les vies de millions de civils soudanais ?

ARNAUD JULIEN-THOMAS.

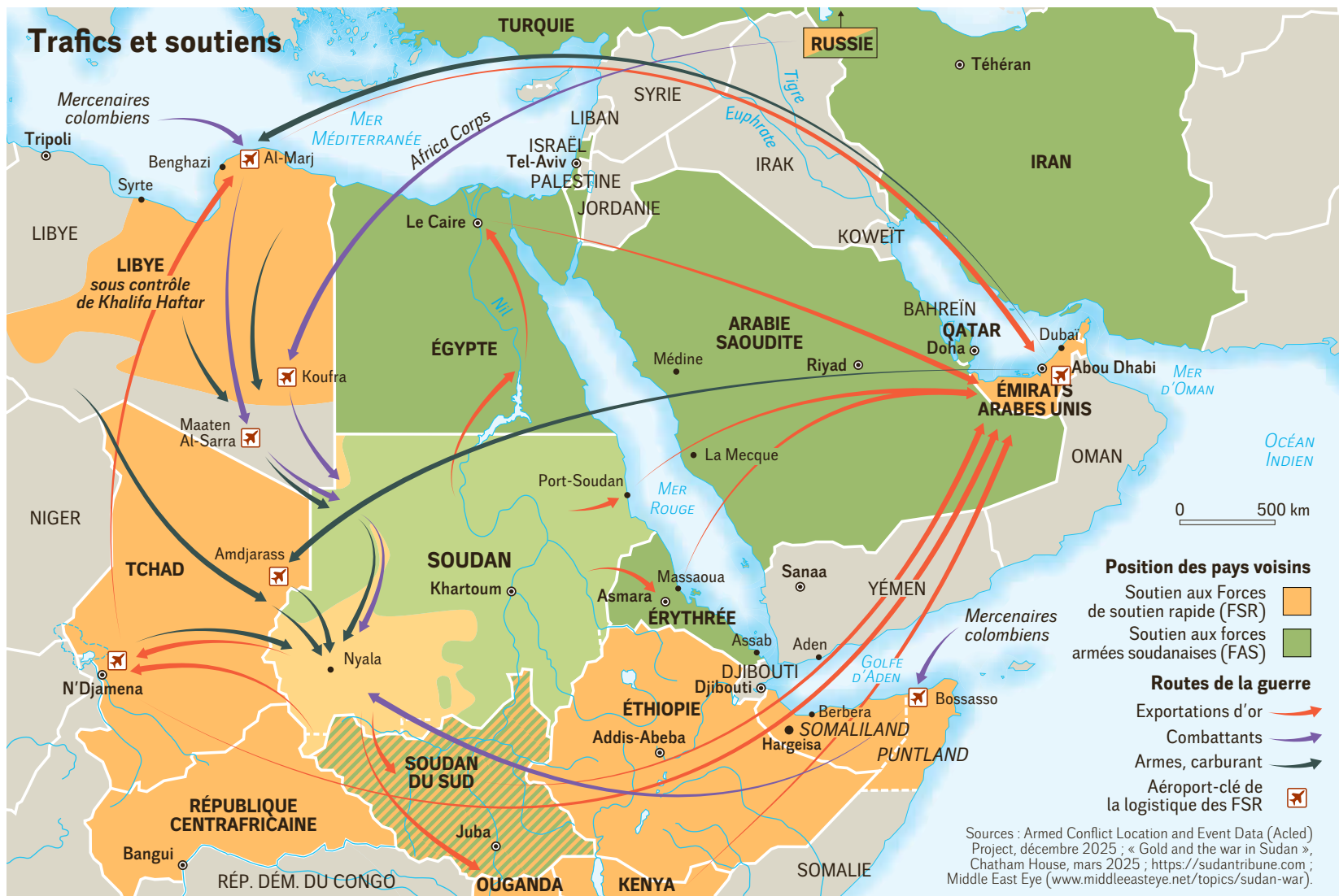
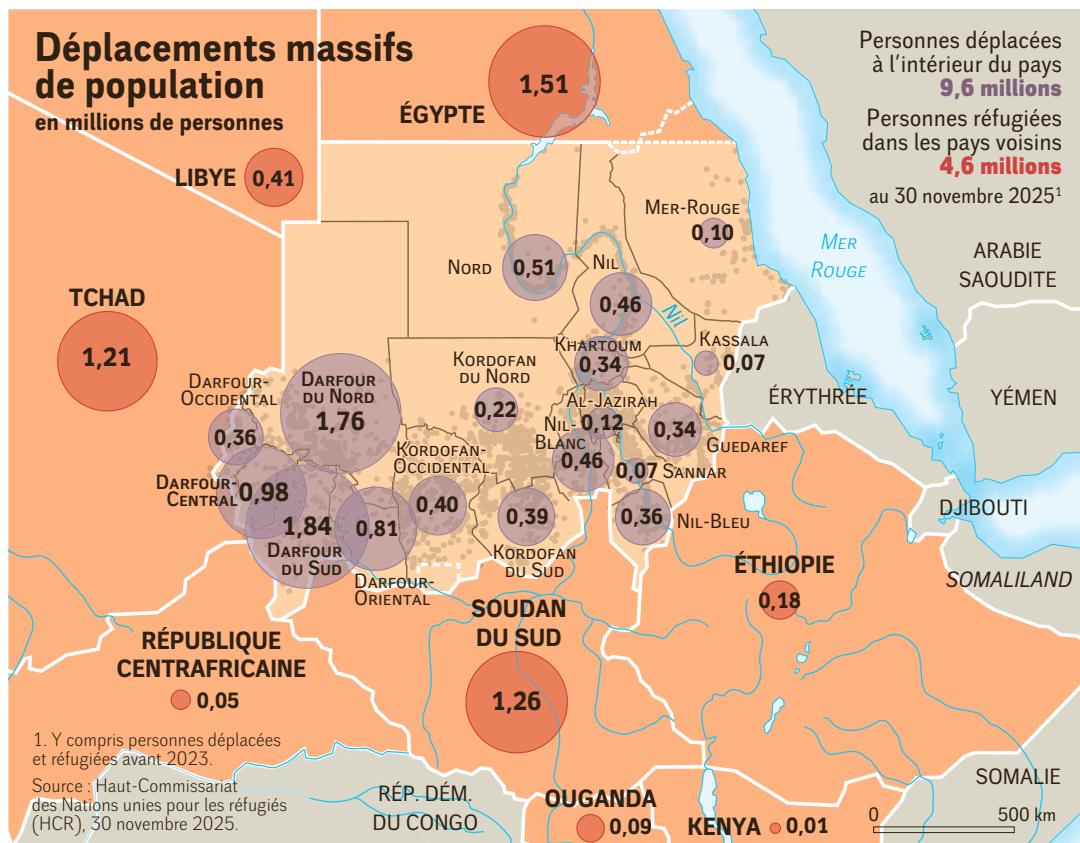
(5) Nicholas Bariyo et Benoit Faucon, « Sudan offers Russia its first naval base in Africa », *The Wall Street Journal*, New York, 1^{er} décembre 2025.

(6) « Les Émirats arabes unis, plus que jamais plaque tournante de l'or des conflits », 4 novembre 2025, www.swissaid.ch

(7) « The RSF's business network in the UAE », octobre 2025, <https://thesentry.org>

(8) « Les Émirats arabes unis évitent d'être blâmés pour les atrocités de la guerre au Soudan dans le texte du Parlement européen », 27 novembre 2025, www.observatoiredeleurope.com

Lire sur notre site la chronologie
« Soudan, de la révolution à la guerre civile »
www.monde-diplomatique.fr/69159



FRANCE ET RUSSIE, L’HYPERPRÉSIDENTENCE EN PARTAGE

Un ogre dans mon miroir

Le 19 août 2025, M. Emmanuel Macron qualifiait son homologue Vladimir Poutine d’«ogre» et de «prédateur». Selon lui, notre nation doit se préparer à défendre ses valeurs – démocratie, liberté, tolérance – contre le modèle illibéral de Moscou. Y compris militairement. À en croire le président, rien de commun entre France et Russie. Pourtant, l’examen des institutions des deux pays révèle quelques troublantes parentés.

PAR EUGÉNIE MÉRIEAU *

A PRIORI, tout oppose la France et la Russie. Leur système politico-économique d’abord : au régime capitaliste libéral de marché de Paris, Moscou oppose en effet un système oligarchique sous tutelle de l’État. Leur posture géopolitique ensuite : la France s’inscrit dans un ordre mondial sous hégémonie américaine ; la Russie, de son côté, se positionne en faveur d’un nouvel ordre mondial multipolaire, plus conforme à ses intérêts. La nature de leur démocratie enfin : quatre présidents français se sont succédé depuis l’accession de M. Vladimir Poutine au Kremlin, qu’il n’a quitté qu’entre 2008 et 2012 pour devenir premier ministre.

Mais il est un point structurel sur lequel la France et la Russie présentent de fortes similitudes : l’hyperprésidentialisme et les possibilités institutionnelles d’un raidissement autoritaire, notamment militaire. Un exemple : en dépit de l’existence de dispositions constitutionnelles indiquant formellement le contraire (1), les présidents français et russe, chefs des armées, disposent de prérogatives leur permettant d’engager de manière discrétionnaire leur pays dans un conflit et de l’y maintenir sans, voire contre, l’avis d’un Parlement qui leur est subordonné et qu’ils peuvent dissoudre. Cette pratique découle du modèle hybride que nous partageons avec la Russie (et l’Ukraine) : un système semi-présidentiel, hérité de la vision constitutionnelle du général Charles de Gaulle, elle-même largement inspirée du modèle weimarien.

Dans l’expression «semi-présidentiel», forgée par le politiste Maurice Duverger (2), le terme «semi» ne vise pas à décrire un président privé d’une moitié de ses prérogatives : il s’agit de qualifier un système combinant des traits propres à un régime présidentiel et d’autres relevant d’un régime parlementaire. Concrètement, un président élu au suffrage universel direct d’une part, et un gouvernement

seul responsable devant le Parlement d’autre part. Inventé sous la république de Weimar en 1919, ce modèle fut repris en deux temps par la V^e République (1958 puis 1962). La Russie l’a adopté à partir de 1993.

En 1919, la république de Weimar innove avec la création, en face d’un Parlement élu, d’un président également élu au suffrage universel direct mais au cours d’une élection majoritaire à deux tours. Ce dispositif, qui offre au chef de l’État une forte légitimité tout en le protégeant du Parlement, institutionnalise l’«irresponsabilité politique» du président : il n’a

En 1958, le général de Gaulle s’inspire de ce système tout en avançant une version plus militariste et plus présidentialiste. Le texte voulu par lui reprend le principe d’«irresponsabilité» du président élu, ainsi que son pouvoir de dissolution, d’utilisation des pleins pouvoirs et de convocation de référendums-plébiscites. Mais de Gaulle accentue la nature présidentialiste du modèle weimarien en dispensant la plupart des décisions présidentielles de contreséing ministériel (qui, sous Weimar, imposait à tout acte du président d’être approuvé par le chancelier, y compris dans le domaine militaire). La Constitution de 1958 établit, elle, les «pouvoirs propres», c’est-à-dire discrétionnaires, du chef de l’État (pleins pouvoirs de l’article 16, référendum de l’article 11, dissolution de l’article 12, nomination du premier ministre de l’article 8). À partir de 1962, le régime devient parfaitement semi-présidentiel avec l’introduction de l’élection présidentielle au suffrage universel direct dans un scrutin uninominal majoritaire à deux tours.

Lorsque la nouvelle Fédération de Russie se dote d’un régime semi-présidentiel, en 1993, elle prend appui sur la Constitution française de 1958. Comme le souligne Alexandre Iakovlev, l’un des inspirateurs du projet constitutionnel russe de l’époque, le président Boris Eltsine a alors fortement puisé dans le modèle français du général de Gaulle (3). Il entend doter la Russie d’un président fort, disposant du droit de dissolution de l’Assemblée mais irresponsable devant elle. Il lui faut pouvoir tenir les députés en respect au moment où il cherche à imposer le passage – aussi brutal qu’impopulaire – à l’économie de marché. Plutôt qu’un calque du texte de 1958, son homologue russe constitue, à la demande d’Eltsine, une codification de sa pratique gaullienne, présidentialiste : la double responsabilité du premier ministre, à la fois devant le président et devant l’Assemblée, sera inscrite directement dans la Constitution russe.

Fort du précédent français, le texte russe dote le chef de l’État des pouvoirs de légiférer par ordonnances et de soumettre des projets de loi, de convoquer des référendums (y compris pour réviser la Constitution), de déclarer la loi martiale et l’état d’urgence, et de dissoudre le Parlement (4). Seules différences avec l’Hexagone : pas d’article 49 alinéa 3 en Russie, et une dissolution soumise à la condition de l’existence d’une crise politique. Mais la Russie adopte bien le modèle français – et non weimarien – de pouvoirs présidentiels non contresignés, ouvrant la voie à l’hyperprésidentialisme. Pour faire adopter ce texte auquel s’opposaient les députés – le rejet se cristallisant autour du pouvoir présidentiel de dissolution –, Eltsine procède à un coup d’État : il prononce, sans en avoir



ALEXANDER CALDER. – Sans titre, publié dans la revue « Derrière le miroir », 1973

encore le pouvoir, la dissolution de l’Assemblée et la suspension de la Constitution de 1978 alors en vigueur. La Cour constitutionnelle déclare l’inconstitutionnalité de la mesure et l’invalidé ; les parlementaires votent la destitution d’Eltsine et refusent de se disperser. Eltsine fait alors envoyer les chars sur le Parlement et suspend la Cour constitutionnelle. Il soumet son projet de Constitution à un référendum qu’il s’assure de ne pas pouvoir perdre. Depuis l’entrée en vigueur de nos Constitutions respectives, France et Russie ont régulièrement été en guerre sur initiative présidentielle, sans que le Parlement puisse se prononcer sur l’opportunité des interventions. Il n’était le plus souvent invité qu’à ratifier a posteriori les annexions de territoire – par exemple la Crimée – ou le prolongement des opérations militaires – telle la guerre libyenne du président Nicolas Sarkozy (5).

Certes, dans les deux pays, les déclarations de guerre doivent être autorisées par le Parlement, mais ces règles sont contournées. La France n’a jamais mobilisé l’alinéa 1^{er} de l’article 35 de la Constitution pour demander au Parlement d’approuver ses «opérations extérieures», et la Russie a ignoré son équivalent, l’alinéa 1^{er} de l’article 102, pour ses «opérations militaires spéciales» (6). Enfin, la montée en puissance, en France, du conseil de défense et de sécurité nationale, sorte de «conseil des ministres bis» opaque, réuni chaque semaine par M. Emmanuel Macron, désormais sur tous types de sujets – sanitaires, écologiques, énergétiques –, et dont les décisions sont protégées par le secret-défense, renvoie à la trajectoire du Conseil de sécurité russe surnommé Sovbez, dénoncé comme le véritable cœur de la prise de décision politique en Russie.

Illibéralismes

DEPUIS 2015, la France a pris un tournant illibéral à la faveur de la diffusion du paradigme militaro-sécuritaire de l’état d’urgence – éborgnements et mutilations des «gilets jaunes», interdictions de manifestations propalestiniennes, violations et/ou dénonciations des engagements internationaux en matière de droits humains, dissolutions ou retraits d’agréments d’associations pro-environnement ou anticorruption, intimidations judiciaires contre les membres de la société civile, y compris humoristes, éditeurs, avocats, universitaires, et plus généralement défenseurs des droits humains. Assurément, la société russe subit une forme bien plus sévère d’autoritarisme, aggravée par la situation de guerre : élimination d’opposants, interdictions massives d’organisations politiques, sociales et de médias, strict encadrement des élections, militarisation de la société. Mais la France peut difficilement prétendre à incarner un contre-modèle libéral en tout point. Et ce d’autant plus qu’elle a ménagé une place singulière à l’arbitraire présidentiel, qui ne cesse de s’affirmer.

Une idée reçue voudrait que les démocraties soient par nature pacifistes, les électeurs tendant à s’opposer aux conflits. Or l’idée de Carl von Clausewitz selon laquelle la guerre constituerait la « continuation de la politique par d’autres moyens » s’avère par-

ticulièrement adaptée aux régimes dits « démocratiques » (parce que électifs). Pour un chef de l’État élu mais contesté, la guerre présente de nombreux atouts : faire diversion et relégitimer une présidence affaiblie, justifier des budgets sécuritaires, envoyer les « classes dangereuses » au champ de bataille...

* Maîtresse de conférences en droit constitutionnel à l’université Paris 1 Panthéon - Sorbonne, auteure de *Constitution*, Anamosa, Paris, 2025.

TOUTES LES ARCHIVES DU « DIPLO »
depuis 1954



- * plus de 800 numéros du journal
- * plus de 2 500 cartes
- * plus de 50 000 documents accessibles en ligne grâce à un puissant moteur de recherche

www.monde-diplomatique.fr/archives | **ABONNEZ-VOUS**

L’Imprimerie
79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France

ACPM

IMPRIMERIE VERT

Origine du papier : Allemagne.
Taux de fibres recyclées : 81 %.

Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées, porteur de l’Ecolabel européen sous le n° FI/37/001.

Eutrophisation : Pot = 0,007 kg/t de papier

Commission paritaire des publications et agences de presse : n° 0529 D 86051

ISSN : 0026-9395

IMPRIMÉ EN FRANCE

À la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, notre numéro de téléphone vert : 0 805 050 147.

L'ÈRE DES RÉPRESSIONS

Libertés d'association ou de réunion, syndicales ou universitaires, de conscience ou d'expression : depuis plusieurs mois, un peu partout en Europe, le pouvoir passe à l'offensive. En France, il cible les habitants des quartiers populaires, qui peinent déjà à faire valoir leurs droits les plus élémentaires (page 21). Les autorités britanniques enferment les défenseurs de la Pales-

tine, tandis qu'en Nouvelle-Calédonie, Paris criminalise toute forme de contestation (pages 18 et 19). L'exception devient la règle, l'état d'urgence l'ordinaire, sans qu'aucun contre-pouvoir n'y fasse réellement obstacle (page 20). Tout cela au nom d'une sécurité érigée en impératif, mais réduite à ses acceptions militaire et policière (ci-dessous).

La mythologie sécuritaire

PAR LAURENT BONELLI *

L'ESPRIT du temps est incontestablement sécuritaire. Au soir de sa victoire à l'élection présidentielle, M. José Antonio Kast proclamait : « *Sans sécurité, il n'y a pas de paix. Sans paix, il n'y a pas de démocratie, et sans démocratie, il n'y a pas de liberté. Et le Chili redeviendra libre du crime, de l'angoisse et de la peur* » (The Star, 14 décembre 2025). Ces propos font écho à la campagne musclée menée par M. Nayib Bukele contre les gangs au Salvador, aux exécutions extrajudiciaires de narcotrafiquants présumés par l'administration de M. Donald Trump au large du Venezuela, au durcissement pénal impulsé par M^{me} Giorgia Meloni en Italie et par M. Ulf Kristersson en Suède, ou aux déclarations alarmistes de MM. Gérard Darmanin et Bruno Retailleau en France.

Longtemps l'apanage de partis conservateurs, ces postures de fermeté se radicalisent et s'étendent à une large part du spectre politique. Les médias les relaient et les amplifient, car la criminalité et l'immigration confortent les audiences. Toute critique est présentée comme « irresponsable ». Pourtant, les enquêtes de victimation suggèrent une stabilité, voire une baisse, de nombreuses formes de délinquance, à quelques exceptions près, très localisées (1). Des conclusions qui infirment l'idée d'un « processus de décivilisation », évoquée par M. Emmanuel Macron en conseil des ministres le 24 mai 2023. Mais qu'importe. Cette rhétorique efface plusieurs siècles de philosophie libérale de l'État insistant sur l'équilibre nécessaire entre la liberté et la sécurité, au profit d'un slogan, sans doute forgé par un cabinet de conseil en communication politique : « La sécurité est la première des libertés ».

Dans le processus graduel de construction des États modernes, du xvi^e au xix^e siècle, le concept de sécurité acquiert trois dimensions indissociables et complémentaires : militaire, policière et juridique (2). Dans la première, il s'agit de faire face aux menaces existentielles (comme la guerre) que peuvent faire peser d'autres entités, étatiques ou non. La deuxième renvoie à la préservation des biens et des personnes ainsi qu'au maintien de l'ordre, c'est-à-dire la protection contre toute tentative de déstabilisation sociale ou politique. La sécurité juridique vise, elle, à garantir – par l'universalité du droit et l'indépendance de la justice – la liberté (d'opinion, de circulation, d'entreprise), l'égalité (de traitement notamment), la propriété et la solidarité.

Très tôt, des auteurs comme Karl Marx ou Walter Benjamin ont montré le caractère formel de l'État de droit, qui en pratique protège davantage les possédants que les opprimés. Mais, au xix^e et au xx^e siècle, l'organisation de ces derniers a modifié l'ordre des choses. L'émergence de puissantes structures syndicales et politiques, l'existence de régimes socialistes représentant une alternative, ainsi que les crises directement imputables au capitalisme (comme celle de 1929) ont étendu le domaine de la sécurité juridique. Elle revêt dès lors une dimension plus sociale, qui constitue le socle des *welfare states* (États-providence). Il s'agit désormais d'atténuer les aléas des parcours de vie (chômage, maladie, vieillesse, accidents, pauvreté). Cette protection repose sur un ensemble de mécanismes qui vont du droit du travail – salaire minimum, limitation du temps de travail... – à une socialisation des risques – cotisations sociales, répartition intergénérationnelle... –, en passant par des institutions spécifiques – Sécurité sociale, assurance-chômage, caisses de retraite (3).

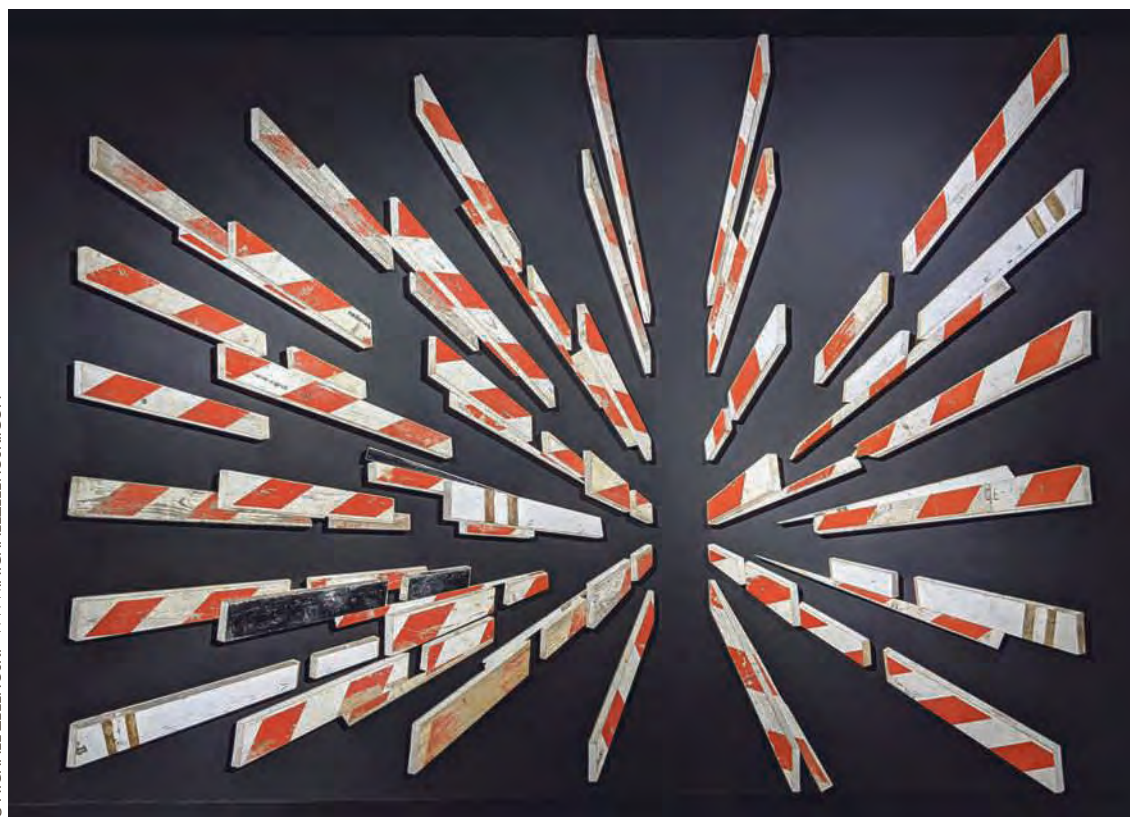
* Professeur de science politique à l'université Paris Nanterre.

SOMMAIRE DU DOSSIER

PAGES 18 ET 19 : Y a-t-il des prisonniers politiques en France ?, par Rémi Carayol.
Ces « terroristes » britanniques qui soutiennent la Palestine, par Rayan Freschi et Mathieu Rigouste.

PAGE 20 : Et le Conseil d'État laisse faire, par Stéphanie Hennette Vauchez.

PAGE 21 : Sujets de non-droit, par Vincent Sizaire.
Que faire de la police et de la prison ?, par Grégory Rzepski.



MICHAEL ZELEHOSKI. – « Flight of the Valkyries » (Vol des Valkyries), 2019

S'il y a toujours une concurrence entre les acceptions militaire, policière et juridique de la sécurité, leurs poids respectifs tendent aujourd'hui à évoluer en défaveur de la dernière. La globalisation des marchés sous hégémonie financière, la compétition accrue entre les entreprises, les délocalisations ont détérioré les rapports de forces sociaux et restructuré les échafaudages intellectuels ou institutionnels conçus dans un autre état du capitalisme. La « dérégulation » et la « flexibilité » constituent un programme politique d'insécurité des existences. Il vise à contraindre les travailleurs à accepter l'exploitation en affaiblissant leurs structures de résistance. Ce projet néolibéral suppose un démantèlement systématique des protections construites antérieurement. Réduction d'impôts, endettement, austérité : la « politique des caisses vides » forge un carcan pour l'action publique (4). Partant, les services publics se dégradent, la pauvreté gagne du terrain, tout comme les inégalités de revenus, de santé et même d'espérance de vie (5).

L'avènement de cette insécurité sociale généralisée constitue le socle d'un régime de sécurité contemporain fondé sur la peur. La peur (de la fin du mois, de perdre son emploi ou de ne pas tenir face à l'intensification des cadences, de l'avenir en général) atomise les individus et sape largement leurs capacités de mobilisation collective. Elle accentue aussi les tensions avec les groupes les plus proches socialement, en raison des compétitions localisées pour l'accès à des ressources qui se raréfient (le travail, le logement, les prestations sociales, les bourses scolaires). Elle fournit dès lors un terrain favorable au développement d'une mythologie sécuritaire qui va transfigurer la peur de l'avenir en peur de l'autre.

DANS son dernier ouvrage, paru en 1945, le philosophe allemand Ernst Cassirer s'inquiétait du triomphe dans son pays d'une « pensée mythique » apparemment imperméable aux arguments rationnels (6). Sa réflexion – à partir de l'anthropologie notamment – sur les fonctions sociales des mythes et leur mode de fonctionnement éclaire notre actualité. Il explique d'abord que les mythes se développent essentiellement dans les périodes de crise, car ils donnent le sentiment d'avoir à nouveau prise sur un monde incertain « par des promesses hasardeuses, voire carrément irréalisables », et surtout par la désignation de responsables. Celle-ci passe par un changement de vocabulaire. Les réfugiés deviennent dans les discours publics des « faux demandeurs d'asile », les allocataires de droits des « fraudeurs » potentiels, les exclus des « assistés », les musulmans rigoristes des « radicalisés ». Les idéaux de solidarité, de générosité, d'égalité ou de réinsertion font place à des notions comme celles de responsabilité individuelle, d'activation, d'entrepreneuriat de soi, de punition ou de mobilité. On assiste à ce que Cassirer désignait comme une « transvaluation de toutes nos valeurs éthiques ». Si le darwinisme social ou moral n'est pas une idée neuve au sein des classes dominantes, d'autres groupes sociaux s'y convertissent. Ainsi, ils peuvent imputer leurs propres difficultés à ceux qui sont encore plus défavorisés qu'eux, parce qu'ils sont décrits comme différents.

Car la mythologie sécuritaire fait la part belle aux deux principales composantes de la sécurité militaire et policière que sont l'ennemi et le suspect. Avant même que de hauts responsables politiques et militaires européens ne s'inquiètent d'une « menace russe », l'islamisme faisait figure d'ennemi à la fois intérieur et extérieur pour nos sociétés. Puis c'est le narcotrafic qui a été constitué en adversaire majeur, représentant un danger « équivalent » au terrorisme, selon M. Darmanin, ou « aussi grave », pour M. François Hollande (Le Monde, 20 novembre 2025, et France Inter, 17 novembre 2015) (7). Incarnations contemporaines du mal, ces ennemis sont rejetés à l'extérieur du corps social. Ce qui justifie l'adoption à leur rencontre de mesures d'exception en matière pénale et carcérale, et le recours massif à des procédures administratives (des assignations à résidence aux expulsions), sans que les voix qui s'y opposent soient très audibles.

QUANT à la suspicion, elle dépasse l'individu pour s'étendre à des groupes entiers. Elle est évidente dans le quadrillage policier des quartiers populaires, mais ne s'y limite pas. Les réformes successives des administrations sociales ont accru la préoccupation pour la « fraude », reconfigurant largement l'octroi des prestations (8). Des logiques similaires sont

observables pour les droits des étrangers et pour l'asile (9). La répression et le contrôle deviennent la norme pour ces populations, et s'étendent de proche en proche aux militants qui contestent l'ordre social et politique.

Ainsi, les composantes militaire et policière de la sécurité sont plébiscitées politiquement, et échappent largement aux cures d'austérité qui frappent la sécurité sociale et juridique. Cette dernière progresse certes sur quelques terrains (notamment en matière d'égalité de genre, de contraception ou d'union entre personnes du même sexe), mais elle tend aussi à se rétracter, tant dans son application effective que dans son principe même. Devenant de plus en plus conditionnelle, elle perd sa capacité à produire de la cohésion sociale. Au contraire, les sociétés se polarisent. Et c'est ici que la mythologie sécuritaire opère une mystification. Elle occulte les mécanismes structurels de creusement des inégalités entre dominants et dominés, en exacerbant les petites différences entre ces derniers. Elle sépare les « bons » et les « mauvais » citoyens en fonction de leur position sur le marché du travail ou du logement, de leur usage des prestations sociales, de leur statut administratif, voire de leurs croyances et de leurs origines.

Cela peut paraître incongru et absurde. Mais Cassirer rappelait que « le mythe ne surgit pas uniquement d'un processus intellectuel ; il plonge au plus profond des émotions humaines ». Dans un contexte où l'instabilité des existences génère une profonde incertitude et pousse à l'individualisme, on comprend que cette mythologie sécuritaire puisse assurer le succès de formations politiques qui la professent et la construisent, non sans cynisme. On mesure également l'impasse dans laquelle s'enferment des forces progressistes lorsqu'elles délaissent la dimension proprement sociale de la sécurité, comme s'il s'agissait d'une autre question. La promesse sécuritaire a pour ambition de juguler les conséquences les plus visibles de la paupérisation et de la précarisation. Mais elle vise aussi à fragmenter toujours davantage les groupes luttant pour conserver ou conquérir les protections collectives qui leur permettent d'obtenir une position plus favorable dans les rapports de forces sociaux, économiques et politiques.

(1) Cf. notamment Susanne Karstedt et Rebecca Endtricht, « Crime and punishment : Public opinion and political law-and-order rhetoric in Europe, 1996-2019 », *The British Journal of Criminology*, vol. 62, n° 5, Londres, septembre 2022.

(2) Cf. Frédéric Gros, *Le Principe sécurité*, Gallimard, Paris, 2012.

(3) Cf. Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Gallimard, 1999.

(4) Sébastien Guex, « La politique des caisses vides. État, finances publiques et monétisation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 146-147, Paris, mars 2003.

(5) Cf. Nathalie Blanpain, « De 2012-2016 à 2020-2024, l'écart d'espérance de vie entre les personnes modestes et aisées s'est accru », *Insee Première*, n° 2085, Montrouge, décembre 2025.

(6) Ernst Cassirer, *Le Mythe de l'État*, Gallimard, 1993.

(7) Lire « Narcotrafic, un ennemi commode », *Le Monde diplomatique*, novembre 2025.

(8) Cf. Vincent Dubois, *Contrôler les assistés. Genèses et usages d'un mot d'ordre*, Raisons d'agir, Paris, 2021.

(9) Cf. Alexis Spire, *Accueillir ou reconduire. Enquête sur les guichets de l'immigration*, Raisons d'agir, 2008, et Karen Akoka, *L'Asile et l'Exil. Une histoire de la distinction réfugiés/migrants*, La Découverte, Paris, 2020.

Y a-t-il des prisonniers politiques en France ?

Distinguer ce qui relève de l’infraction de droit commun et ce qui constitue une forme de contestation politique n’est pas toujours aisé. Dès lors que tout système juridique vise, en partie au moins, à perpétuer un ordre social, les frontières s’avèrent fluctuantes et poreuses. Jouant de cette équivoque, le pouvoir peut instrumentaliser la justice pour mieux réprimer, et parfois embastiller, des opposants.

PAR RÉMI CARAYOL *

Au cours d’un mois de juin 2025 brûlant, la justice parisienne était appelée à se prononcer sur trois affaires de nature politique. Le 12, la cour d’appel a confirmé la libération de cinq indépendantistes kanaks, dont le président du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) Christian Tein, poursuivis pour vols avec arme et destruction en bande organisée. Le 18, la 24^e chambre du tribunal correctionnel devait juger deux militants du mouvement trotskiste Révolution permanente (RP) qui avaient dénoncé les compromissions européennes dans le génocide à Gaza, mais l’audience a été ajournée. Enfin, le lendemain, la 16^e chambre de la cour d’appel avait à statuer sur la sortie de prison de M. Georges Ibrahim Abdallah, condamné pour complicité dans les assassinats à Paris en 1982 d’un diplomate américain et d’un agent du Mossad par les Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL). Si, là encore, la décision a été renvoyée, quelques semaines plus tard le militant communiste libanais était finalement relâché. M. Abdallah aura connu quarante et une années d’incarcération. Une durée extraordinaire sur le Vieux Continent pour un prisonnier politique. Mais à quoi renvoie exactement cette catégorie ? Fait-elle vraiment son retour, en même temps que le délit d’opinion ou la criminalisation de la lutte anticoloniale ?

« VIEILLES PRATIQUES COLONIALES DE DÉPORTATION DES CHEFS REBELLES »

Comment déterminer la dimension politique d’une privation de liberté ? Une première approche consiste à se pencher sur la décision qui l’impose, ou sur les conditions de son exécution. De 1792 à 1798, la Convention puis le Directoire déportent les condamnés politiques au bagne en Guyane. De la Chambre ardente de l’Ancien Régime au Tribunal révolutionnaire, des cours prévôtales de la Restauration aux sections spéciales de Vichy, la France a connu plusieurs juridictions destinées à « prononcer des peines, sinon dictées, du moins inspirées par les besoins de la politique », selon le mot de M^e Maurice Garçon (*Le Monde*, 29 avril 1961). En pleine guerre d’Algérie, l’avocat s’opposait à la création, à l’initiative du président Charles de Gaulle, de tribunaux spéciaux qui jugeraient les membres de l’Organisation armée secrète (OAS). La Cour de sûreté de l’État leur succéda en 1963. Elle changea de cible après Mai 68, pour « s’attacher à la répression du gauchisme, de l’indépendantisme ou du terrorisme d’Action directe », selon Vanessa Codaccioni. Comme le souligne la politiste, le pouvoir dominait alors tout le processus de pénalisation : mobilisé pendant près de vingt ans contre des milliers d’activistes, « le ministère public n’était qu’une chambre d’enregistrement des volontés politiques, et le travail du juge d’instruction se bornait à la constitution du dossier de personnalité. Les juges siégeant dans la formation de jugement étaient nommés temporairement et “remerciés” rapidement s’ils n’appliquaient pas les injonctions répressives (1) ».

* Journaliste.

Après son élection en 1981, François Mitterrand supprime plusieurs dispositifs d’exception, dont la Cour de sûreté. « D’un coup de baguette magique, la gauche a effacé les prisonniers politiques », s’amuse M^e Antoine Comte. Mais les avantages attachés au statut spécial des individus condamnés par cette juridiction disparaissent aussi, tempère Codaccioni, notamment la possibilité d’« être incarcérés séparément des autres détenus (dans un établissement ou un quartier spécifique), [de] ne pas être obligés de travailler ou de porter l’uniforme, de se réunir plus facilement entre eux, et de bénéficier de visites plus systématiques (2) ». En outre, la gauche instaure en 1982 une cour d’assises spéciale – parce que spécialement composée de magistrats, sans jurés populaires –, dont la compétence est élargie en 1986 par la droite aux crimes de terrorisme. En février 1987, les juges de cette cour condamnent M. Abdallah à une peine de réclusion à perpétuité, alors qu’il avait affirmé son soutien aux FARL mais clamé son innocence – et que l’avocat général avait requis une peine de prison inférieure à dix ans.

M. Abdallah est libérable dès 1999. À compter de 2004, il dépose une série de demandes de libération. L’autorité judiciaire lui en refuse sept avant de conditionner l’acceptation de la huitième, en 2013, à un arrêté d’expulsion vers son pays que ne prend pas le ministre de l’intérieur de l’époque, M. Manuel Valls. Il y a deux ans, M. Abdallah dépose une nouvelle demande. En novembre 2024, le tribunal de l’application des peines valide sa libération à condition qu’il s’engage à « quitter le territoire national » et à « ne plus y paraître ». Selon les magistrats, le détenu, âgé de 73 ans, ne présente plus de « risque grave » de récidive. Le Liban s’engage à le rapatrier. Mais, encore une fois, le parquet fait appel, à la satisfaction des États-Unis, dont le gouvernement s’était constitué partie civile. Alors que la décision devait

intervenir le 20 février 2025, la cour d’appel l’ajourne. Les juges exigent du militant qu’il s’acquitte d’une partie des dommages et intérêts réclamés par les parties civiles. « Une mesquinerie juridique », selon son avocat, M^e Jean-Louis Chalanset.

Dans une résolution votée le 3 octobre 2012 et relative à la définition de la notion de prisonnier politique, le Conseil de l’Europe retient comme critère une détention dont, pour des raisons politiques, la durée ou les conditions « sont manifestement disproportionnées par rapport à l’infraction dont la personne a été reconnue coupable ou qu’elle est présumée avoir commise (3) ». Le Libanais aura subi pareille obstination pendant quatre décennies. En France aujourd’hui – davantage que les conditions extraordinaires du jugement ou de l’incarcération, également retenues comme critères par le Conseil de l’Europe –, le niveau d’acharnement permet d’apprécier les priorités de la répression politique. Il n’y aura bientôt plus de militant basque dans les prisons françaises. Euskadi ta Askatasuna (Pays basque et liberté, ETA) a annoncé l’abandon de la lutte armée en octobre 2011, avant d’acter sa dissolution en mai 2018. Le Front de libération nationale de la Corse (FLNC) a, lui, entamé un processus de démilitarisation en juin 2014. Ces dernières années, plusieurs militants insulaires ont été placés en détention préventive. L’un d’eux, M. Stéphane Ori – membre de Core in Fronte (« le cœur en avant »), un mouvement nationaliste créé en 2018 qui compte six élus à l’Assemblée de Corse –, a été mis en examen en mars 2024 pour, entre autres, « association de malfaiteurs terroriste ». Il est soupçonné d’avoir participé à une conférence de presse clandestine annonçant la création d’un nouveau groupe armé. Après quinze mois d’incarcération de M. Ori à la prison de la Santé à Paris, Core in Fronte dénonçait sur X « une mise en examen sous le prétexte fourre-tout habituel d’“association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste” » (4 juin 2025).

Cette qualification figure à l’article 421-2-1 du code pénal. Une deuxième façon de concevoir la catégorie de prisonnier politique – plus précise, mais aussi plus conservatrice – pourrait consister à n’y classer que les détenus condamnés pour avoir commis une infraction politique au sens de ce même code. On en trouve la liste dans le livre IV. Son titre premier, intitulé « Des atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation », sanctionne notamment le complot ou l’insurrection par la détention criminelle – soit, expliquent les juristes Julie Alix et Olivier Cahn, une forme particulière de peine appliquée aux cas de rébellion armée contre les autorités (4). Cette catégorie juridique, née au lendemain de la révolution de 1830 – en particulier dans la loi du 8 octobre 1830 –, assortit l’infraction politique d’immunités. Comme l’a écrit le haut magistrat Polydore Fabreguettes en 1884 : « *Même en se trompant, [le criminel politique] invoque une jus-*

(1) Vanessa Codaccioni, « Dans l’ombre de la Cour de sûreté de l’État », *Délibérée*, n° 2, Paris, octobre 2017.

(2) Vanessa Codaccioni, « L’antiterrorisme français. Un régime d’exception débarrassé des infractions politiques », dans Julie Alix et Olivier Cahn (sous la dir. de), *Terrorisme et infraction politique*, Mare & Martin, Le Kremlin-Bicêtre, 2021.

(3) « La définition de prisonnier politique », Conseil de l’Europe, résolution 1900, Strasbourg, adoptée le 3 octobre 2012.

(4) Julie Alix et Olivier Cahn, « Terrorisme et infraction politique : quel intérêt de prolonger la *disputatio* ? », dans Julie Alix et Olivier Cahn, *op. cit.*



© MICHAEL ZELEHOSKI - WWW.MICHAELZELEHOSKI.COM

MICHAEL ZELEHOSKI. – « National Gridlock II » (Congestion nationale II), 2014

Ces « terroristes » britanniques

Comment entraver l’action d’une organisation britannique de solidarité avec la Palestine s’inscrivant parfaitement dans le cadre du droit ? Autrement dit, comment échapper à l’État de droit ? Le gouvernement travailliste a trouvé la solution.

PAR RAYAN FRESCHI ET MATHIEU RIGOUSTE *

EN juillet 2020, deux citoyens britanniques fondent le réseau Palestine Action. M^{me} Huda Ammori – dont la famille paternelle fut déplacée de force lors de la guerre des six jours en 1967 – et M. Richard Barnard – ancien membre du mouvement écologiste Extinction Rebellion – font le même constat : depuis 2018 et la répression de la « marche du retour » palestinienne par des tireurs embusqués

israéliens armés de fusils de précision vendus par Londres, les protestations se succèdent au Royaume-Uni sans avancées tangibles. Il faut donc changer les modes de contestation pour gagner en efficacité.

L’organisation s’engage, dès ses débuts, dans des opérations ciblant directement les fournisseurs d’armes à Israël. Elle vise en particulier Elbit Systems, géant industriel qui produit des drones de surveillance et de combat expérimentés sur les Palestiniens avant d’être vendus avec l’étiquette *combat proven* (« testé au combat ») dans le reste du monde. « *Plutôt que de demander à un politicien de fermer les usines d’armement, on pouvait aller les fermer nous-mêmes* », résume la voix off de *To Kill a War Machine* (Hanan Majid et Richard York, 2025), un documentaire consacré au mouvement et interdit au Royaume-Uni.

Palestine Action se développe en formant des groupes locaux et autonomes. Ils commencent par s’en prendre, avec un certain succès, à plusieurs sites d’Elbit dans le pays ainsi qu’à l’usine APPH de Runcorn, qui fabrique les trains d’atterrissage de ses drones. Ils détruiraient du matériel nécessaire à la production, qu’ils peuvent bloquer pendant plusieurs jours. Elbit finira par renoncer à ses usines d’Oldham et de Bristol.

Alors que des responsables israéliens font pression pour que la répression soit accrue, des militants sont arrêtés, certains relâchés faute de preuves, d’autres poursuivis pour vandalisme ou vol. Mais « PalAc-

tion » étend ses initiatives. En mai 2021, à Leicester, l’organisation occupe l’usine UAV Tactical Systems, une filiale d’Elbit. Les protestataires se maintiennent sur le toit pendant six jours grâce au soutien d’habitants de la région, qui installent un campement de solidarité devant l’usine et bloquent la route quand la police tente de déloger les activistes.

FABRIQUER UN CONSENTEMENT AUX CRIMES DE GUERRE D’ISRAËL

En décembre 2021, un premier procès a lieu au tribunal de Newcastle-under-Lyme contre trois militants ayant enchaîné les portes de l’usine de drones d’UAV située à Shenstone, et couvert le bâtiment de peinture rouge sang. Les avocats des « trois d’Elbit » réussissent à les faire acquitter des inculpations de dommages criminels en faisant valoir la *lawful excuse* (« excuse légitime »), une disposition du droit britannique permettant de justifier des actes illégaux s’il s’agit de prévenir un tort plus grave – ici, des crimes de guerre contre les Palestiniens.

Dans ce contexte, le 2 mars 2022, le directeur d’Elbit, M. Martin Fausset, rencontre M^{me} Priti Patel, alors ministre de l’intérieur conservatrice. Cette dernière confirme : « *Les actes criminels de protestation contre Elbit Systems sont pris au sérieux par le gouvernement* », qui est déjà « en contact avec la police

à ce sujet » (1). Mais en novembre 2022, à Londres, dans le cadre d’un procès devant la Crown Court (cour royale, l’équivalent d’un tribunal correctionnel), cinq militants de Palestine Action, jugés pour jets de peinture rouge sur le siège londonien d’Elbit en octobre 2020, sont eux aussi acquittés par un jury.

Selon M^{me} Ammori, les rangs du réseau d’activistes s’élargissent « considérablement » à partir d’octobre 2023, ce qui permet à PalAction de diversifier les cibles (2). Ce même mois, le siège londonien de la British Broadcasting Corporation (BBC), accusée par Palestine Action de « diffuser les mensonges de l’occupant » et de « fabriquer un consentement aux crimes de guerre d’Israël », est lui aussi recouvert de peinture rouge (3). En novembre, l’accès à l’un des sites de Lockheed Martin – fournisseur des avions de combat F-16 et F-35 employés pour bombarder la bande de Gaza – est bloqué plusieurs jours.

Un procès majeur démarre à la même époque à la cour royale de Snaresbrook – il durera six semaines – pour juger les actions menées contre plu-

(1) Haroon Siddique, « Activists say they have proof ministers tried to influence police over Israeli arms firm protests », *The Guardian*, Londres, 30 septembre 2024.

(2) « Tactics of disruption », entretien avec M^{me} Huda Ammori sur le blog Sidecar, 18 avril 2025, <https://newleftreview.org>

(3) Clea Skopeliti, « BBC building sprayed with red paint in “protest over Israel-Hamas coverage” », *The Guardian*, 14 octobre 2023.

* Chercheurs pour, respectivement, Cage International et Enquête Critique.



MICHAEL ZELEHOSKI. – «Blue Cross» (Croix bleue), 2010

tice dans laquelle il croit, et dans sa croyance il a l'assentiment, les sympathies d'un grand nombre au-dedans comme au-dehors. On ne saurait le confondre avec le malfaiteur ordinaire(5). »

L'approche par la nature de l'infraction présente cependant des limites. Elle revient notamment à acter la dépolitisation du terrorisme dans le droit positif comme dans la jurisprudence – une tendance de fond depuis les lois dites «scélérates» de la fin du XIX^e siècle. L'antiterrorisme contemporain, observent Alix et Cahn, empile les textes et les jurisprudences qui tous étendent la définition du terrorisme, dérogent au droit commun pour favoriser sa répression – de la prolongation de la garde à vue à la facilitation des perquisitions ou des saisies – «*autour de l'argument d'autorité selon lequel "le terrorisme n'est pas une infraction politique"*». Le législateur a notamment constitué l'association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste en infraction autonome en 1996, puis en a aggravé la répression à plusieurs reprises(6). Elle permet en pratique d'interpeller des individus avant qu'ils ne passent à l'acte. Des centaines de personnes ont été arrêtées sous ce chef d'accusation : des Corses, mais également des militants d'extrême gauche – comme dans l'affaire dite «de Tarnac» en 2008, qui s'est conclue par une relaxe après plusieurs mois de préventive et dix ans de procédures.

Si la même qualification a bien sûr d'abord permis d'interpeller une large majorité d'islamistes, et donc de déjouer des attentats, si elle a également rendu possible la neutralisation de plusieurs groupuscules d'extrême droite qui fomentaient des actions violentes à caractère raciste – dont récemment Action des forces opérationnelles (AFO)(7) –, Codacioni veut tout de même y voir le symbole de l'«*imbrication entre gestion du terrorisme et gestion du militantisme*» ; «*elle est utilisée par l'État pour désigner ses ennemis*», avance M^e Raphaël Kempf.

Son confrère M^e Comte esquisse une troisième définition possible du statut de prisonnier politique, fondée, elle, sur un faisceau d'indices : la revendication des actes et leur inscription dans une lutte politique ; l'appartenance à une minorité opprimée ; le caractère évolutif de la répression en fonction de la situation politique ou géopolitique du moment. Son approche fait écho à celle d'Amnesty International, qui distingue le prisonnier politique – «*une personne emprisonnée pour (...) s'être opposée par des actions (violentes ou non) au pouvoir en place (autoritaire ou moins)*» – du prisonnier d'opinion – «*une personne emprisonnée (...) pour avoir simplement exprimé ses opinions ou convictions*»(8). Les militants de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT) de Nouvelle-Calédonie, dont M. Tein, sont manifestement des prisonniers politiques au sens d'Amnesty.

À la suite du soulèvement dans l'archipel – en mai 2024, après que M. Emmanuel Macron a tenté d'y imposer une modification du corps électoral –, des dizaines de détenus ont subi des transferts vers l'Hexagone, dans une certaine indifférence. Ceux que la presse a le plus évoqués sont les «sept» de la CCAT. Créée fin 2023 par l'Union calédonienne

(une composante du FLNKS), cette structure a été au cœur de la mobilisation. Les autorités l'ont accusée d'avoir commandité les violences insurrectionnelles, bien qu'elle eût appelé à des actions pacifiques puis à l'apaisement. Sur France 2 le 16 mai 2024, M. Gérard Darmanin, alors ministre de l'intérieur, a dénoncé une structure «*mafieuse*» et «*violente*». Une organisation qui n'est «*pas politique*», a-t-il tenu à ajouter. Le chercheur Benoît Trépied note, lui, que le récit de l'arrestation des militants de la CCAT, le 19 juin 2024, et de leur transfert forcé, dans la nuit du 22 au 23, rappelle «*les vieilles pratiques coloniales de déportation des chefs rebelles*»(9).

Les «sept» racontent le même cauchemar : des dizaines d'hommes encagoulés et surarmés qui débarquent chez eux à l'aube ; une perquisition sans ménagement, sous les yeux des enfants ; une garde à vue interminable de quatre-vingt-seize heures avec une main attachée au lit et quasiment rien à manger ; des interrogatoires épuisants (M^{me} Brenda Wanabo-Ipeze a dû répondre à 346 questions) ; puis le transfert au tribunal et la mise en examen pour des faits graves – «association de malfaiteurs», «destructions en bande organisée» et «complicité de tentative de meurtre sur les forces de l'ordre» (un chef d'inculpation abandonné quelques mois plus tard) –, avant l'annonce de leur transfert dans l'Hexagone... Ils évoquent aussi l'impossibilité de dire au revoir à leurs proches, l'éprouvant voyage vers l'Europe – près de trente heures de vol les mains menottées, même pour manger ou pour aller aux toilettes, avec interdiction de se parler –, l'incarcération, souvent au cœur de la nuit, et le placement à l'isolement total.

«IMAGINE-T-ON, APRÈS SAINTE-SOLINE, MARINE TONDELIER ÊTRE JETÉE EN PRISON ? »

M. Tein a été envoyé à Mulhouse, M. Guillaume Vama à Bourges, M. Steeve Unë à Blois, M. Yewa Waetheane à Nevers, M. Dimitri Qenegei à Villefranche-sur-Saône, M^{me} Frédérique Muliava à Riom et M^{me} Brenda Wanabo-Ipeze à Dijon. Cette dernière parle d'un «*véritable choc*» visant à les «*humilier*». La militante est persuadée que leur transfert avait été acté bien avant que le juge ne les reçoive, ce qui démontrerait le caractère politique de la décision – un avion avait été spécialement affrété par le gouvernement. «*Je crois que l'État a voulu nous briser*», appuie M^{me} Muliava. «*On nous arrache à notre terre, à nos proches, pour aller dans un endroit inconnu, c'est trop violent*», poursuit-elle, avant de conclure : «*Avant, je ne croyais pas à la justice coloniale, je pensais que c'était du passé. J'ai revu mes certitudes.*» M^e François Roux, avocat historique des indépendantistes kanaks qui a repris du service pour défendre les «sept», dit son étonnement : «*Imagine-t-on, après Sainte-Soline, Marine Tondelier être jetée en prison ?*» Même dans les années 1980, au plus fort de la répression, il n'avait pas observé un tel acharnement. Pour son confrère, M^e François Saint-Pierre, qui défend M^{me} Muliava, cette affaire pose une question de fond : «*Des dirigeants politiques qui appellent à l'insurrection sont-ils responsables des violences qui peuvent la jalonner ?* »

Aux «sept» déportés en juin 2024 et aux deux autres responsables de la CCAT écroués au même moment à Nouméa – MM. Joël Tjibaou et Gilles Jorédié, libérés depuis, même s'ils sont toujours mis en examen – s'ajoutent plusieurs dizaines de ceux que les autorités ont qualifiés d'«*émeutiers*» : des «anonymes» qui ont, d'une manière ou d'une autre, participé au soulèvement, en incendiant des bâtiments, en tenant des barrages ou simplement en manifestant. Un an après les événements, le Collectif de soutien aux prisonniers politiques de Kanaky (CSPPK) en avait recensé une soixantaine à la prison du Camp-Est (Nouméa). Mais il

pourrait y en avoir beaucoup plus – environ une centaine, estime le collectif. Fin 2024, le parquet de Nouméa faisait état de plus de 2 500 gardes à vue liées à la révolte et de 243 incarcérations. Des peines lourdes (plus de dix-huit mois, et du ferme très souvent) ont été prononcées pour des chefs d'inculpation tels que «rébellion», «entrave à la circulation», «participation à un attroupement armé». Quelque 70 détenus «de droit commun» – kanaks, en général jeunes – ont en outre été envoyés dans l'Hexagone, entre juin et octobre 2024, souvent sans leur consentement et dans le plus grand secret. «*Ils ont été déportés comme nous. Eux aussi sont des prisonniers politiques*», soutient M. Unë.

M^e Kempf estime que les «gilets jaunes» incarcérés – à sa connaissance, il n'en reste plus aujourd'hui – en étaient également. Certains d'entre eux le revendiquaient. Et les jeunes condamnés après la révolte consécutive à la mort de Nahel Merzouk en juin 2023 à Nanterre ? Ne faudrait-il pas les considérer comme des insurgés, et donc comme des prisonniers politiques ? Si le mouvement de révolte ne s'apparentait pas à une opposition politique constituée, il n'en reste pas moins que la répression a alors revêtu une dimension politique. Parce qu'elle a procédé d'une circulaire du garde des sceaux exigeant «*une réponse pénale ferme, systématique et rapide*», privilégiant la «*voie du déferrement aux fins de comparution immédiate*» et préconisant certaines qualifications, dont la «*participation à une manifestation en étant porteur d'une arme*» prévue par le livre IV du code pénal consacré aux infractions politiques. Et parce qu'en pratique, en un mois, 4 164 émeutiers ont fait l'objet d'une procédure judiciaire, 92 % d'entre eux ont été poursuivis et, parmi les majeurs condamnés, plus de 60 % l'ont été à une peine de prison ferme(10).

Quels que soient les termes dans lesquels on pose le problème de l'incarcération politique, le même acharnement revient – contre les militants de la cause palestinienne, les indépendantistes kanaks ou la jeunesse populaire –, comme un trait d'époque, à la mesure du raidissement autoritaire qui affecte toute la société française (*lire l'article page 17*). Et la conduit à enfermer massivement. Le taux d'occupation des établissements pénitentiaires atteignait 135,8 % au 1^{er} octobre 2025(11). «*Les conditions de détention en maison d'arrêt sont inférieures aux normes européennes pour les chenils (cinq mètres carrés par chien)*», constate l'aumônier national catholique des prisons Bruno Lachnitt(12). C'est sur cette base – mais aussi parce que, à la suite d'Émile Durkheim, il envisage tout comportement criminel «*comme une action qui affronte les normes légales et politiques instituées et qui tente donc de les transformer pour le meilleur et pour le pire*» – que Geoffroy de Lagasnerie reformule la question de la criminalisation des mouvements sociaux(13). Qu'est-ce qui peut vraiment justifier, demande le philosophe, de «*séparer la dissidence quotidienne (c'est-à-dire, en général, la délinquance des classes populaires...), qui devrait être sanctionnée, de la désobéissance civile (c'est-à-dire la délinquance de la classe moyenne), qui, elle, serait morale et donc devrait échapper à la répression*» ?

RÉMI CARAYOL.

(5) Polydore Fabreguettes, *Traité des infractions de la parole, de l'écriture et de la presse*, Chevalier-Marescq, Paris, 1884. Cité par Julie Alix et Olivier Cahn, *ibid*.

(6) Laurence Blisson, «Risques et périls de l'association de malfaiteurs terroriste», *Délibérée*, n° 2, octobre 2017.

(7) «Les projets terroristes d'un groupuscule d'extrême droite devant la justice», Ligue des droits de l'homme (LDH), 5 novembre 2025, www.ldh-france.org

(8) «Qu'est-ce qu'un prisonnier d'opinion ?», Amnesty International, www.amnesty.fr

(9) Benoît Trépied, *Décoloniser la Kanaky-Nouvelle-Calédonie*, Anacharsis, Toulouse, 2025.

(10) Mission d'analyse des profils et motivations des délinquants interpellés à l'occasion de l'épisode de violences urbaines (27 juin - 7 juillet 2023), rapport définitif, inspection générale de l'administration et inspection générale de la justice, Paris, août 2023. Cf. aussi Elsa Marcel, «État de droit», *ordre bourgeois. Renouer avec la défense politique*, La Fabrique, Paris, à paraître en mars 2026.

(11) «Statistique des établissements et des personnes écrouées en France», ministère de la justice, 31 octobre 2025, www.justice.gouv.fr

(12) Bruno Lachnitt, «La prison est un lieu de résonance de la miséricorde de Dieu», 5 décembre 2025, www.observatoreromano.va

(13) Geoffroy de Lagasnerie, *Par-delà le principe de répression. Dix leçons sur l'abolitionnisme pénal*, Flammarion, Paris, 2025.

qui soutiennent la Palestine

sieurs usines d'Elbit entre l'été 2020 et début 2021. La défense de PalAction utilise à nouveau la *lawful excuse*. Huit militants sont déclarés non coupables d'une partie des chefs d'accusation et deux sont acquittés à l'unanimité de toutes les accusations. La victoire n'est pas simplement morale. Le mouvement réussit à légitimer judiciairement la désobéissance civile et la violence matérielle face à l'urgence de désarmer les forces israéliennes à Gaza.

LA PLUS LONGUE GRÈVE DE LA FAIM DEPUIS CELLE DE MEMBRES DE L'IRA EN 1981

À la suite de ce revers politique, Elbit, qui dispose de sa propre cellule de renseignement et partage des informations avec la police à travers le pays toutes les deux semaines, procède à une nouvelle manœuvre d'influence. Son directeur de la sécurité, M. Chris Morgan, écrit à M. Chris Philp, le ministre chargé de la police. Il exige une nouvelle vague punitive(4). La répression du mouvement continue de s'intensifier : surveillance constante, augmentation des violences policières, arrestations en série et perquisitions dans tout le pays.

Mais PalAction redouble d'ambition. En août 2024, à Filton, une équipe force l'entrée de la plus grande usine Elbit du Royaume-Uni en utilisant une fourgonnette de prison comme un bélier, et s'introduit

dans son centre de recherche. Elle y détruit notamment des drones quadricoptères employés par l'armée israélienne pour attirer les secouristes palestiniens en diffusant des pleurs d'enfants, puis les exécuter. Le montant des dommages matériels est évalué à 1 million de livres sterling (1,14 million d'euros). La scène devient rapidement virale sur les réseaux sociaux.

Les autorités britanniques décident alors de recourir au régime d'exception dit «antiterroriste», conçu et développé dans le cadre de la très islamophobe «guerre globale contre la terreur»(5). Comme l'explique la juriste internationale Shahd Hammouri, «*c'est un moyen d'échapper à l'État de droit, de créer un espace d'exception, hors de la loi, dans n'importe quel domaine qui dérange le gouvernement*». Ainsi, bien que les «vingt-quatre de Filton» se retrouvent inculpés pour des faits de droit commun (cambriolage aggravé, destruction matérielle, trouble à l'ordre public), le procureur établit une «*connexion terroriste*» en invoquant des «*circonstances exceptionnelles*» qui permettent de prolonger les détentions provisoires, de refuser les demandes de libération sous caution et de détenir les prévenus sous «haute sécurité».

En juin 2025, un groupe de Palestine Action pénètre dans la plus grande base aérienne de la Royal Air Force (RAF), à Brize Norton, à l'ouest de Londres. Quatre activistes détériorent les moteurs de deux avions ravitailleurs avec de la peinture. Le montant des dommages est évalué à plus de 7 millions de livres sterling (8 millions d'euros). Trois jours plus

tard, M^{me} Yvette Cooper, ministre de l'intérieur du gouvernement travailliste, annonce au Parlement sa décision de proscrire Palestine Action en application du Terrorism Act adopté en 2000. Cette loi octroie au ministre de l'intérieur le pouvoir de proposer au vote parlementaire l'interdiction d'une organisation dont «*il croit qu'elle est impliquée dans des activités terroristes*». La proposition de M^{me} Cooper obtient une majorité à la Chambre des communes, puis est acceptée par la Chambre des lords.

La simple appartenance à PalAction devient constitutive de menace contre la démocratie et se trouve donc assimilée à une infraction pénale. Appeler à soutenir le mouvement, organiser des réunions et des manifestations publiques en solidarité ou simplement porter des vêtements à son effigie devient pénalement répréhensible. Depuis juillet 2025, plus de 2 700 personnes ont ainsi été arrêtées pour leur participation à des rassemblements en soutien à Palestine Action. Parmi elles, M. Moazzam Begg, ancien détenu de Guantanamo Bay – relâché au bout de trois ans d'incarcération sans inculpation –, et sir Jonathon Porritt, autrefois conseiller du prince Charles. La romancière irlandaise Sally Rooney risque le même sort si elle retourne au Royaume-Uni, pour avoir annoncé son intention de reverser une partie de ses droits d'auteure au mouvement(6).

Mais cela ne suffit pas à briser la détermination de ce dernier. Dès l'été 2025, un nouveau groupe nommé Shut Down Leonardo reprend le flambeau

à Édimbourg. Parallèlement, un mouvement massif soutient la trentaine d'activistes encore aujourd'hui détenus en attente de leur procès, qui pourrait n'intervenir que début 2027. Une partie d'entre eux font une grève de la faim, en exigeant la «déproscription» du réseau. Pour ceux qui l'ont entamée en novembre dernier, il s'agit de la plus longue action de cette nature dans une prison britannique depuis celle menée en 1981 par des membres de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) contre leurs conditions d'incarcération à Long Kesh, en Irlande du Nord(7). L'intransigeance de Margaret Thatcher avait alors provoqué la mort de dix d'entre eux(8). Qu'en sera-t-il du travailliste Keir Starmer ? Au cinquantième jour de la grève, alors que l'état de santé de plusieurs détenus se dégradait très sérieusement, son gouvernement se montrait toujours inflexible.

RAYAN FRESCHI
ET MATHIEU RIGOUSTE.

(4) John McEvoy, «Israeli arms firm lobbied Home Office on Palestine Action court case», 23 juin 2025, www.declassifieduk.org

(5) Arun Kundnani, *The Muslims Are Coming! Islamophobia, Extremism, and the Domestic War on Terror*, Verso, Londres, 2015.

(6) Sally Rooney, «I support Palestine Action. If this makes me a "supporter of terror" under UK law, so be it», *The Irish Times*, Dublin, 16 août 2025.

(7) Lire Roger Faligot, «Les pièges d'une double intransigence», *Le Monde diplomatique*, juin 1981.

(8) Martin Melaugh, «The hunger strike of 1981 – A chronology of main events», Conflict Archive on the Internet (CAIN), <https://cain.ulster.ac.uk>

Et le Conseil d’État laisse faire

Juridiction suprême du contentieux administratif, l’institution du Palais-Royal a pour mission de veiller au respect par l’État des droits et libertés des citoyens. Mais, intimement liée à l’exécutif, elle tend à faire siennes les priorités sécuritaires du pouvoir politique.

PAR STÉPHANIE HENNETTE VAUCHEZ *

Lois Pasqua et Debré (1986, 1993 et 1997), loi sur la sécurité quotidienne (LSQ, 2001), loi d’orientation et de programmation pour la sécurité intérieure (Lopsi, 2002), loi pour la sécurité intérieure (LSI, 2003), loi d’orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (Loppsi 2, 2011), loi sur le renseignement (2015)... Longtemps, à droite comme à gauche, la politique sécuritaire a consisté à empiler des textes législatifs, élaborés par le gouvernement puis adoptés par le Parlement. Depuis 2015, elle revêt une forme plus administrative, essentiellement du fait de l’état d’urgence, maintenu en vigueur pendant près de deux ans, du 14 novembre 2015 au 1^{er} novembre 2017, puis renouvelé sous sa forme sanitaire entre mars 2020 et juillet 2022.

Si l’état d’urgence a précisément pour objet de conférer au pouvoir exécutif des prérogatives extraordinaires – en période sécuritaire, assignations à résidence, perquisitions administratives, périmètres de sécurité... ; en période sanitaire, confinements et couvre-feux, quarantaines et obligations diverses –, il a aussi pour effet de normaliser l’exceptionnel. À l’évidence, l’expérimentation des passes sanitaire puis vaccinal pendant la pandémie a favorisé le recours à un dispositif semblable à l’occasion des Jeux olympiques et paralympiques de Paris en 2024, sous la forme du Pass Jeux requis pour accéder aux périmètres autour des sites des compétitions et de la cérémonie d’ouverture.

Mais la normalisation procède surtout de la loi dite «sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme» (SILT) du 30 octobre 2017. Depuis son entrée en vigueur, le droit commun confère au gouvernement des pouvoirs qu’il n’avait, jusqu’en 2015, qu’en période d’état d’urgence : placer des personnes sous mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance (Micas), prononcer la fermeture de lieux de culte, instaurer des périmètres de protection ou procéder à des «visites et saisies». Longtemps présenté comme un droit propre à prévenir les troubles à l’ordre public, le droit administratif devient, pour partie, un droit répressif(1). Face à une telle mutation, quelle position adopte le juge de ce droit – le juge administratif, dont le Conseil d’État est l’autorité suprême (l’équivalent de la Cour de cassation pour le juge judiciaire)?



MICHAEL ZELEHOSKI. – «Knot» (Nœud), 2018

Quelques semaines après la déclaration de l’état d’urgence, le Conseil d’État rendait une décision importante dans l’affaire Domenjoud le 11 décembre 2015 : il y affirme que les mesures prises sur le fondement de l’état d’urgence appellent un contrôle plein et entier dit «de proportionnalité» – soit un standard de contrôle exigeant, qui va au-delà de la simple recherche d’erreurs manifestes dans l’appréciation juridique des faits. Pour autant, selon la même décision, l’utilisation de l’état d’urgence pour prendre des mesures sans lien avec les motifs qui ont justifié son activation n’est pas de nature à entacher leur légalité. Le Conseil jugeait ainsi que l’état d’urgence antiterroriste pouvait bien servir de fondement à l’édiction de mesures visant des militants écologistes ayant prévu des actions en lien avec la COP21, qui se tenait à Paris en décembre 2015.

Les juges du Palais-Royal ouvraient grandes les portes au gouvernement et à ses représentants locaux (les préfets) : ceux-ci peuvent recourir, de manière dense et soutenue, à l’état d’urgence pour restreindre toutes sortes de libertés ; en pratique, ce cadre juridique a abondamment servi, bien au-delà de la lutte contre le terrorisme, à justifier des mesures de police relatives au démantèlement de la «jungle de Calais», au mouvement Nuit debout, aux mobilisations contre la loi travail, ou encore à diverses manifestations en lien avec la «crise de l’asile» des années 2015-2016. En outre, ainsi que l’a montré une étude exhaustive portant sur plus de 770 décisions rendues par le juge administratif entre novembre 2015 et janvier 2017, le standard annoncé de contrôle juridictionnel – le contrôle de proportionnalité – a souvent laissé place à des vérifications moins exigeantes (2).

Pendant l’état d’urgence sanitaire, le juge administratif – Conseil d’État en tête – a fait face au grand afflux de requêtes, et notamment de référés-libertés, suscité par les nombreuses mesures de restriction aux libertés. Le faible nombre d’annulations prononcées a ému jusqu’à la grande presse, qui a souligné la mansuétude de l’institution à l’égard des mesures gouvernementales (3). On trouve dans le rapport «Les états d’urgence :



MICHAEL ZELEHOSKI. – «National Gridlock I» (Congestion nationale I), 2012

la démocratie sous contraintes», publié par le Conseil d’État en 2021, des éléments qui confortent cette idée d’un contrôle juridictionnel certes maintenu, mais adapté à la logique de l’état d’urgence. La publication évoque en effet un «*déplacement du curseur du principe de proportionnalité*» ; elle reconnaît que «*la balance des droits et libertés ne s’exerce pas sous état d’urgence de la même façon qu’en période normale*» car «*le juge (...) prend comme présupposé à son contrôle de proportionnalité la situation d’urgence*», de sorte que «*ce principe est utilisé de la même manière qu’en période normale, mais les objectifs poursuivis par l’état d’urgence (...) pèsent plus lourd dans la balance qu’en temps normal*» (4). Ces analyses sont capitales, à au moins deux égards.

LES LIBERTÉS RAVALÉES AU RANG D’INTÉRÊTS PUBLICS PARMI D’AUTRES

D’abord, parce qu’elles infirment les propos lénifiants qui ont accompagné les états d’urgence et cherché à convaincre qu’ils étaient non seulement compatibles avec l’État de droit, mais aussi nécessaires à celui-ci. Aux voix inquiètes qui émanaient des organisations de défense des droits et libertés comme de la société civile, ce discours opposait volontiers la continuité des procédures de l’État de droit et, singulièrement, la garantie que représente le contrôle du juge. Or, si celui-ci ne s’est en effet pas interrompu, il s’est assurément allégé – de sorte qu’on peut considérer que l’État de droit s’est davantage adapté à l’état d’urgence qu’il ne lui a imposé son cadre (5).

Ces analyses sont encore intéressantes par ce qu’elles disent, ou révèlent, du positionnement institutionnel particulier du Conseil, qui le place «tout contre» l’État. Car, si le juge est si prompt à intégrer les «objectifs poursuivis par l’état d’urgence» à son contrôle, c’est qu’il prend une part centrale dans la détermination de ces derniers. Le Conseil d’État n’est, en effet, pas seulement le juge suprême de l’ordre administratif ; il est aussi, comme son nom l’indique, le conseil de l’État. Ainsi, il est obligatoirement saisi pour avis de tous les projets de loi, de nombreux décrets, ordonnances et projets d’actes européens de nature législative. Il exerce aussi cette fonction consultative à travers les rapports et études qu’il réalise en nombre – soit à la demande du gouvernement ou d’autres autorités publiques, soit de sa propre initiative. Ce faisant, il contribue à élaborer les «grands récits de l’État» et à déterminer les principaux enjeux de l’action publique (6).

De surcroît, les voies de formation et de recrutement des membres du Conseil d’État sont les mêmes que celles qui produisent une bonne part des élites politiques – École nationale d’administration (ENA) hier, Institut national du service public (INSP) aujourd’hui. Cet élément favorise une circulation aisée des membres de l’institution entre tous les points cardinaux de l’État. Qu’on en juge : le Conseil d’État forme un corps dont, à tout instant, un bon tiers des membres exerce ses fonctions hors du Palais-Royal : cabinets ministériels, directions des affaires juridiques des grands ministères, mais aussi secrétariat général du gouvernement (cette tour de contrôle et de coordination de l’action publique) et secrétariat général du Conseil constitutionnel – sans parler des agences de régulation ou des services juridiques européens. Cette circulation favorise la grande sensibilité des individus concernés aux impératifs de l’administration.

À cet égard, il est intéressant de se pencher sur le cas de la direction des libertés publiques et des affaires juridiques (DLPAJ) du ministère de l’intérieur. Créée en 1985, cette direction, qui joue aujourd’hui un rôle capital – traduction de la montée en puissance de la Place Beauvau dans la fabrique de l’action publique –, a toujours été dirigée par un conseiller d’État (7). L’étude des profils des directeurs successifs reflète le tournant sécuritaire : là où, dans les années 1980, ce poste était occupé par des conseillers d’État dont les carrières avaient aussi été marquées par la question des droits et libertés – comme M. Jean-Marie Delarue (1997-2001), qui exercera ultérieurement les fonctions de contrôleur général des lieux de privation de liberté –, l’importance des questions

de sécurité caractérise les trajectoires des directeurs des deux dernières décennies qui, issus du Conseil d’État, ont ensuite exercé des fonctions de préfet ou rejoint le cabinet du ministre de l’intérieur.

Or le champ d’action de la DLPAJ est aujourd’hui très vaste. En 2015, elle a été la cheville ouvrière de l’activation, puis de la mise en œuvre, de l’état d’urgence antiterroriste ; et c’est elle qui applique aujourd’hui ce qu’il en reste – à commencer par les mesures de contrôle administratif et de surveillance créées par la loi SILT, qui y sont instruites, décidées, renouvelées. Mais, au-delà, elle est encore chargée d’une large gamme de missions, du maintien de l’ordre public classique (manifestations, sécurité publique) à la prévention du terrorisme, en passant par le contrôle et la dissolution des associations. En d’autres termes, l’action de la DLPAJ donne à voir avec une netteté particulière une forme d’asymétrie entre le poids accordé aux exigences de sécurité et celui concédé à la protection des droits et libertés.

C’est par exemple ce que révèle le contentieux suscité, depuis 2017, par les Micas, lesquelles reposent largement sur des «notes blanches» – ces notes anonymes et non datées fournies par les services de renseignement qui, imputant des faits ou des relations aux personnes visées, placent l’individu qui conteste ces derniers dans un «*jeu probatoire impossible*» où il lui revient d’apporter une preuve négative (8). La dépendance croissante des mesures de police administrative au renseignement creuse en effet l’asymétrie structurelle entre, d’un côté, les personnes ciblées et, de l’autre, l’administration et le juge, qui ont en partage la maîtrise de la grammaire de l’action publique.

Ainsi le Conseil d’État, s’il se présente volontiers comme une institution de protection des droits, se pense et opère davantage comme un accompagnateur de l’administration que comme un contre-pouvoir. Non qu’il se désintéresse des libertés ; assurément, il en parle, souvent et abondamment. Pour autant, il les ravalé bien souvent au rang d’intérêts publics parmi d’autres – mais pas différents des autres, et nullement prioritaires. Même, il les distingue souvent : on ne compte plus les discours institutionnels des vice-présidents du Conseil d’État qui évoquent la nécessité de concilier l’intérêt général et la protection des droits et libertés – comme si les seconds n’étaient pas partie intégrante du premier. S’ils ne sauraient être considérés comme étant la cause unique ou déterminante de ce nivellement dans le travail consultatif et juridictionnel du Conseil d’État, les états d’urgence, et les évolutions vers un droit administratif répressif qu’ils ont encouragées, y ont assurément contribué. Où l’on voit que la problématique de la normalisation des états d’urgence dépasse, et de loin, celle des traces formelles qu’ils ont laissées dans les textes de droit.

- (1) Maxence Chambon, «Une redéfinition de la police administrative», dans Julie Alix et Olivier Cahn (sous la dir. de), *L’Hypothèse de la guerre contre le terrorisme*, Dalloz, Paris, 2017.
- (2) Stéphanie Hennette Vauchez, Maria Kalogirou, Nicolas Klausser, Cédric Rouilhac, Serge Slama et Vincent Souty, «Analyse contentieuse : l’état d’urgence dans la jurisprudence des juridictions administratives», dans Stéphanie Hennette Vauchez (sous la dir. de), *Ce qui reste(ra) toujours de l’urgence*, Institut universitaire Varenne, Paris, 2018.
- (3) Grégoire Biseau, «Cinq ans après le Covid-19 et les confinements, le rôle du Conseil d’État en question», *Le Monde*, 27 mars 2025.
- (4) «Les états d’urgence : la démocratie sous contraintes», Conseil d’État, Paris, 29 septembre 2021.
- (5) Cf. *La Démocratie en état d’urgence. Quand l’exception devient permanente*, Seuil, Paris, 2022.
- (6) Jacques Caillosse, «Le discours de la réforme administrative», dans Olivier Renaudie et Pascal Mbongo (sous la dir. de), *Le Rapport public annuel du Conseil d’État. Entre science du droit et discours institutionnel*, Cujas, Paris, 2010.
- (7) À l’exception de sa directrice actuelle, M^{me} Pascale Légglise, qui a accédé à ce poste à l’issue d’un parcours de promotion interne.
- (8) Nicolas Klausser, «Le piège de la fabrique administrative de la preuve», *Délibéré*, vol. 1, n° 18, Paris, 2023.



MICHAEL ZELEHOSKI. – «International Gridlock» (Congestion internationale), 2017

* Professeure de droit public à l’université Paris Nanterre. Coauteure, avec Antoine Vauchez, de l’ouvrage *Des juges bien trop sages. Qui protège encore nos libertés?*, Seuil, Paris, 2025.

Sujets de non-droit

Lorsqu’il s’agit d’évoquer les espaces dont l’État se retire, les médias pointent leurs caméras vers les cités « en proie aux bandes ». Il existe pourtant une autre forme de désertion de la puissance publique, aux effets tout aussi considérables. Sans surprise, les classes populaires en sont les premières victimes.

PAR VINCENT SIZAIRE *

EN 2018, le gouvernement français lance le dispositif des quartiers de reconquête républicaine (QRR), qui doit concentrer les moyens policiers dans certains secteurs défavorisés considérés comme criminogènes. Il entérine le discours sur des territoires qui seraient devenus des « zones de non-droit » du fait du refus généralisé des populations locales de respecter le cadre légal. Les sciences sociales ont invalidé ces représentations depuis longtemps. Les historiens et les sociologues pointent la persistance, dans le rapport aux quartiers populaires, d’une posture de type moral ou sécuritaire. Elle escamote les dynamiques institutionnelles, sociales et économiques à l’origine de la délinquance dans ces quartiers ; elle esquivé aussi les raisons politiques de l’attention que lui réservent les pouvoirs publics (1).

Pour autant, l’expression « zone de non-droit » n’est pas dénuée de pertinence pour décrire la situation des classes populaires. Si celles-ci n’ont pas de disposition particulière à violer la loi, elles pâtissent d’un niveau effectif de protection juridique bien moindre que le reste de la population. Nos institutions ne permettent pas de faire valoir correctement leurs droits à ceux qui sont privés des moyens de financer les services d’un avocat, de l’aide d’un réseau relationnel ou d’une connaissance minimale de l’ordre juridique. Alors même que ces populations sont celles qui ont le plus besoin de faire appliquer la loi pour sauvegarder leurs intérêts, notamment face à plus puissants qu’elles.

EFFECTIFS RÉDUITS À L’INSPECTION DU TRAVAIL COMME À LA RÉPRESSION DES FRAUDES

Cette vulnérabilité se manifeste principalement dans trois domaines. S’il subit une attaque en règle depuis plusieurs décennies, le droit du travail n’en offre pas moins des garanties minimales contre l’arbitraire potentiel du chef d’entreprise, notamment en matière de rémunération, de temps de travail, de santé et de sécurité, ou de rupture du contrat. Mais, entre 2015 et 2021, le nombre de fonctionnaires chargés de contrôler le respect de la législation sociale par les entreprises a baissé de plus de 15 %, portant à plus de dix mille le nombre de travailleurs par inspecteur ou contrôleur du travail (2). Ce ratio rend impossible la prise en charge en temps utile de l’ensemble des situations signalées à l’administration. Et, si le salarié souhaite saisir directement les tribunaux, la réponse n’est pas plus rapide : le délai moyen de jugement en première instance par les conseils de prud’hommes excède aujourd’hui seize mois ; 60 % de leurs décisions sont par ailleurs frappées d’appel, ce qui reporte encore le possible rétablissement de la personne dans ses droits (3). Quand il faut, en pratique, attendre plusieurs années pour obtenir l’annulation d’une sanction disciplinaire

* Magistrat, maître de conférences associé à l’université Paris Nanterre, auteur de *Gouverner les juges. Pour un pouvoir judiciaire pleinement démocratique*, La Dispute, Paris, 2024.

Que faire de la police et de la prison ?

Monsieur Zohran Mamdani n’abolira pas la police. Il ne rabotera même pas son budget. Si en 2020 le militant socialiste scandait « Defund the police » (« Pas d’argent pour la police ») avec Black Lives Matter, en 2025 le candidat a conquis la mairie de New York sur la base d’un programme qui prévoit la création d’un département de la sécurité communautaire pour davantage prévenir la délinquance. Soulagés de missions utilement confiées aux bons soins de travailleurs sociaux ou de psychologues, les services de police s’occuperont mieux de la criminalité violente. « C’est une chose de se battre de l’extérieur contre des moulins à vent, commente M. Mamdani. C’en est une autre à l’intérieur, quand on se rend compte que les choses ne sont pas tout à fait comme on le pensait » (*The New York Times*, 30 novembre 2025).

Répression : réformes ou révolution ? Quelques publications récentes traitent de cette question – à côté de dizaines d’autres qui entretiennent la mythologie sécuritaire... Dans son livre, M. Anthony Caillé, de la Confédération générale du travail (CGT)-Intérieur, regrette que la police française reste « la première réponse, et souvent la seule, à des situations complexes, sociales, humaines, parfois explosives (1) ». Au risque de la perte de sens : les démissions ont augmenté de 33 % entre 2019 et 2022, souligne le syndicaliste. Lui-même enquêteur, il revendique le retour d’un « service public incarnant la régulation pacifique des conflits », la démilitarisation du maintien de l’ordre, ou plus de sciences sociales lors de la formation initiale.

L’association Flagrant déni exige pour sa part une inspection générale de la police nationale (IGPN) plus indépendante et plus efficace : les effectifs de ce service de contrôle ne cessent de diminuer alors que, depuis 2016, le nombre d’affaires de violences policières a augmenté de près de 60 %, et leur taux d’élucidation a baissé de dix-sept points (2). La justice retrouve désormais les auteurs dans un dossier de cette nature sur deux, tandis qu’elle les identifie dans trois cas sur quatre s’agissant des violences commises par des citoyens ordinaires.

Quand, fin 2008, un policier grec abat un adolescent, Exarchia, le théâtre du drame, connaît plusieurs semaines d’émeutes. À leur terme, et pendant une décennie, les forces de l’ordre encerclent ce quartier d’Athènes



© MICHAEL ZELEHOSKI - WWW.MICHAELZELEHOSKI.COM

MICHAEL ZELEHOSKI. – « Leviathan II », 2013

illicite, le paiement d’heures supplémentaires ou la réparation d’un licenciement abusif, peut-on réellement se sentir protégé par la loi, peut-on se dire en sûreté ?

Les classes populaires éprouvent ensuite leur vulnérabilité face au droit de la consommation. Ce corpus de règles, introduit à la fin des années 1970, vise à tenir compte de l’inégalité structurelle entre consommateur et professionnel – plus particulièrement, la grande société commerciale. Là où le code civil postule une égalité abstraite entre les parties, le code de la consommation part du principe que le particulier n’a aucune prise sur le contenu du contrat. En conséquence, la loi met à la charge du professionnel des obligations spécifiques d’information, destinées à s’assurer du consentement libre et éclairé de la personne, et réglemente en détail la formalisation du contrat, en interdisant certaines pratiques commerciales agressives et en prohibant les clauses dites « abusives ». Mais l’effectif des agents de la répression des fraudes, chargés de faire respecter leurs obligations aux professionnels, est aussi réduit que celui de l’inspection du travail. Et, si les délais de jugement en la matière sont moins longs qu’en droit du travail, on observe un très faible recours à la justice de la part des consommateurs, principalement en raison de l’ignorance de leurs droits (4). Ainsi peut prospérer une situation d’ineffectivité juridique qui affecte davantage les personnes dépourvues d’autres moyens de défendre leurs intérêts. Une situation d’autant plus problématique que la privatisation de nombre de services publics nous oblige aujourd’hui à nous tourner vers le secteur marchand pour la satisfaction de besoins aussi fondamentaux que l’accès à l’énergie, à un logement, aux télécommunications ou à la distribution de l’eau.

Enfin, et c’est un paradoxe, les classes populaires sont particulièrement vulnérables en matière de protection sociale. Face aux pratiques potentiellement abusives de l’institution, les voies de recours sont en outre des plus limitées. D’une part, la compétence pour statuer sur les réclamations est éclatée entre les tribunaux judiciaires et administra-

tifs, souvent sur des bases ésotériques. Une personne handicapée doit saisir le juge judiciaire si elle souhaite contester le taux d’invalidité retenu par l’administration, mais le juge administratif si elle souhaite contester le refus de délivrance d’une carte de stationnement prioritaire. D’autre part, les délais de jugement moyens sont là encore déraisonnables, conduisant régulièrement à la condamnation de l’État français pour violation du droit à un procès équitable.

On mesure ainsi à quel point, s’il faut parler de zone de non-droit, c’est avant tout pour désigner l’extrême difficulté d’une large part de la population à faire valoir ses droits fondamentaux. Une difficulté pourtant largement ignorée par les gouvernants, qui préfèrent dévoyer en demande de « sécurité » le besoin de justice et de protection, pour ne proposer ensuite que des « solutions » punitives. Une telle diversion n’empêche pas seulement d’apporter une réponse durable au problème, elle vient encore aggraver la vulnérabilité juridique des individus, en promouvant un pouvoir répressif de plus en plus débridé comme remède magique à tous les maux sociaux. Un pouvoir qui frappe en particulier la jeunesse des quartiers populaires : la personne dont l’apparence répond aux stéréotypes policiers du « jeune de banlieue » est bien davantage exposée au risque d’un contrôle d’identité abusif que les autres (5).

L’ACTION DE GROUPE OUVRE DES PERSPECTIVES DE RENFORCEMENT DE LA PROTECTION JURIDIQUE DES CITOYENS

L’absence de volonté politique d’en finir avec ces zones de non-droit est patente. Elle se manifeste dans la tendance persistante des pouvoirs publics à maintenir, voire à accroître, les difficultés d’accès au droit et à la justice des citoyens. Si le budget des juridictions augmente lentement, il reste largement inférieur à ceux observés dans les autres grands pays européens, ce qui empêche l’examen de l’ensemble des demandes dans des délais raisonnables (6). Depuis une petite dizaine d’années, on constate en outre que le législateur cherche à restreindre l’accès au juge. Ainsi, depuis 2019, les personnes dont l’objet de la demande est inférieur à 5 000 euros ne peuvent saisir le tribunal sans justifier d’une tentative de résolution amiable du litige, alors que la plupart des mécanismes de médiation réellement accessibles sont payants. Dès lors qu’il s’applique surtout aux conflits du quotidien, ce frein procédural touche au premier chef les classes populaires.

Il faudrait encore relever l’opposition farouche des classes dirigeantes – notamment du Mouvement des entreprises de France (Medef) – à l’introduction dans le droit français de l’action de groupe, dispositif classique du droit anglo-saxon permettant de porter dans une même action en justice les réclamations de l’ensemble des personnes victimes d’une même violation de leurs droits, en particulier par une grande entreprise ou par leur employeur. Ce n’est qu’en raison de l’obligation de transposer la directive européenne du 25 novembre 2020 que ce mécanisme a enfin été introduit dans notre ordre juridique. Susceptible d’être utilisée par les syndicats et les associations à but non lucratif, cette nouvelle procédure ouvre des perspectives inédites de renforcement de la protection juridique effective des citoyens en général, et des classes populaires en particulier. Si les personnes intéressées parvenaient à s’en emparer, elle pourrait devenir un puissant levier pour le recul des zones de non-droit et de la violence, que l’agitation sécuritaire ne contribue qu’à entretenir.

GRÉGORY RZEPSKI.

(1) Anthony Caillé, *Que peut la police ?*, Éditions de l’Atelier, Ivry-sur-Seine, 2025, 164 pages, 18 euros.

(2) « Police des polices : pourquoi il faut tout changer », rapport 2025, www.flagrant-deni.fr

(3) Victor Collet, *Vivre sans police. Du long été au crépuscule d’Exarchia*, Agone, Marseille, 2025, 344 pages, 22 euros.

(4) Geoffroy de Lagasnerie, *Par-delà le principe de répression*, Flammarion, Paris, 2025, 416 pages, 25 euros.

(5) Gwenola Ricordeau, *Tant qu’il y aura des prisons*, à paraître aux éditions Le Passager clandestin en février 2026.

(1) Laurent Mucchielli, « Zone de non-droit », dans Thierry Beaudet (sous la dir. de), *Les Mots (et les actes) pour vivre ensemble*, Le Cherche Midi, Paris, 2016.

(2) « La gestion des ressources humaines du ministère du travail. Exercices 2015 à 2022 », Cour des comptes, Paris, 28 février 2024.

(3) Pascal Chevalier (sous la dir. de), *Les Chiffres clés de la justice. Édition 2024*, ministère de la justice, Paris, 2024.

(4) William Fonte, « L’effectivité du droit de la consommation », thèse de doctorat, université de Perpignan, 2023.

(5) Fabien Jobard, John Lamberth, René Lévy et Sophie Névanen, « Mesurer les discriminations selon l’apparence : une analyse des contrôles d’identité à Paris », *Population*, vol. 67, n° 3, Paris, 2012.

(6) « Systèmes judiciaires européens. Rapport d’évaluation de la Cepej », Commission européenne pour l’efficacité de la justice (Cepej), 16 octobre 2024, www.coe.int

Psychés débridées pour

On apporte souvent au grand dérèglement qui affecte la conduite des dominants des explications d'ordre économique, sociologique ou politique. À moins qu'au contraire on le mette sur le compte de la « folie » individuelle. Dans leur livre « Pulsion », le philosophe Frédéric Lordon et l'écrivaine Sandra Lucbert analysent l'articulation entre structures du capital et structures psychiques, pareillement effrénées.

PAR FRÉDÉRIC LORDON
ET SANDRA LUCBERT *

F AUT-IL avoir du temps à perdre pour s'intéresser de nouveau à la psychanalyse ! Elle avait disparu des radars, nul ne s'en plaignait vraiment. Longtemps considérée comme une pensée et une pratique de l'émancipation, elle avait réussi jusqu'à ce tour de force de se faire détester par la « gauche de l'émancipation ». Le fait est qu'elle y avait mis du sien – dérives sectaires, hermétisme, et surtout : passage par bataillons entiers du côté des forces de l'ordre symbolique, par exemple caution « scientifique » de la Manif pour tous et de son « Une famille, c'est un papa, une maman ».

Changement de climat : voilà que les catégories de la psychanalyse réapparaissent, le discours de la gauche radicale s'en repeuple, pour les trouver d'intérêt dans la situation présente ou pour les critiquer – signe, en tout cas, qu'elles existent à nouveau. Ce ne sont pas les auteures du présent texte qui s'en plaindront : leur intention était bien d'y œuvrer.

La résurgence ne va toutefois pas sans réarmer aussitôt ses préventions-réflexes : « Il ne faut pas psychologiser. » On passera

sur la confusion du psychologique et du psychique – pourtant séparés d'un abîme –, l'intention « critique » est assez claire : on se tromperait à regarder seulement ce qui se passe « dans la tête des individus (de pouvoir) ». Si tel était le cas, on aurait bien raison de regimber. Le fait est d'ailleurs que bon nombre des ré-usages contemporains donnent raison à une méfiance méthodologique a priori bien fondée : on sait depuis Émile Durkheim qu'on n'explique pas le social par l'individuel. On voit surtout l'indigence des discours qui, penchés sur les dérèglements du monde, ne regardent que MM. Donald Trump, Javier Milei ou Emmanuel Macron – et donnent pour toute explication : « Il est fou. »

Ou bien croient faire meilleure impression en balançant « de la pulsion » à tout-va, n'importe comment. En guise d'explication du fascisme, nous apprenons ainsi qu'il y a des « pulsions fascistes » – et voilà pourquoi votre fille est muette. Ce doit être une nouvelle sorte de pulsion – voisine de la « pulsion de mort » ? Ou alors, est-ce à dire que, de la pulsion, il n'y en avait pas avant, et qu'il en resurgit tout soudain, en exclusivité fasciste ?

Les pulsions fascistes ne tombent pas du ciel

EN fait non : il n'y a pas de « pulsions fascistes » qui attendaient, toutes fabriquées, dans un ciel des formations maléfiques, pour choir sur le monde – comme une abomination sans cause. De même, a fortiori, « le fou », cette anomalie incompréhensible, dont la convocation accroît plus encore le brouillage de la lecture politique, là où il s'agirait plutôt d'en augmenter la précision. On pensait du reste qu'après Michel Foucault, Gilles Deleuze et Félix Guattari, il n'était plus possible de se servir de la figure du fou à des fins de condamnation monstrueuse – particulièrement à gauche. En tout cas, le mésusage des catégories leur retire tout tranchant, et condamne à l'inanité toute analyse entièrement prise en charge par des « individus bizarres », habités de « forces obscures ». Or les monstres ne sortent pas plus des cavernes que les pulsions fascistes ne tombent du ciel. Il y a la pulsion, force animatrice fondamentale, dont on peut construire rigoureusement le concept, et souligner surtout combien elle est sous-déterminée. C'est-à-dire susceptible a priori – comme Sigmund Freud l'avait parfaitement vu – de s'investir littéralement dans n'importe quel objet, dans n'importe quelle pratique. Selon quoi ? C'est ce que Freud avait moins vu. Selon les mises en régime qu'elle reçoit des formations sociales où elle s'active. La pulsion, telle quelle, n'explique rien et n'expliquera jamais rien. Ce qui aura valeur explicative sera à trouver dans les régimes de pulsionnalité conformés dans et par les structures sociohistoriques.

On pourrait trouver arides ce genre d'abstractions – ce ne sont pourtant pas les « vignettes » parlantes qui manquent dans la période présente. Pensons par exemple à ces mises en scène d'un genre nouveau, apparues dans les posts de soldats israéliens pendant le génocide perpétré à Gaza. Des mâles alpha avec fusils d'assaut se photographient revêtus de la lingerie de femmes palestiniennes, tuées ou en fuite. Stupéfiante incongruité du

sexuel, qui fait résurgence en se mêlant à la violence massacreuse. Que la dévastation guerrière se noue ordinairement, si c'est atrocement, au sexuel, mais sous la forme du viol, ça n'est pas une nouveauté. Lorsque la déshumanisation passe tous les crans adéquats, on peut même faire sortir les viols de l'obscurité où l'on préfère habituellement les laisser, pour en faire un objet de débat institutionnel en pleine lumière, parfaitement légitime semble-t-il, comme dans cette réunion de parlementaires où, sans la moindre honte, on échange des arguments contradictoires autour du droit à sodomiser les prisonniers palestiniens (1). Cependant, à voir ces soldats en nuisette dans les décombres des logements détruits, on sent bien qu'il s'agit d'autre chose : de remontées pulsionnelles très différemment mises en forme. Et manifestement reconnues par tout un corps social : car ces photographies ne sont pas des actes isolés, et elles ont été partagées avec



PIERRICK NAUD. – « L'Hypothèse des doublures n° 1 », 2018



PIERRICK NAUD. – « L'Hypothèse des doublures n° 7 », 2023

enthousiasme. Nous ne sommes plus dans le registre de l'effraction destructrice brute en quoi consiste le viol : un régime de pulsionnalité très singulier organise cette scène.

C'est pourquoi, lorsqu'un auteur affirme ces jours-ci que la fascisation, « ça commence par des fous », on répondra : absolument pas. Le contraire, en fait : la fascisation, ça commence par des structures. Ce sont, par exemple, les structures d'un État colonialiste, dont le racisme suprémaciste est le terminus, qui déterminent le statut des « animaux humains », partant rendent licite de les massacrer ou de les humilier. La thèse est en fait d'une extrême généralité : les structures sociohistoriques décident des poursuites pulsionnelles autorisées, elles répartissent les autorisations, et ce faisant favorisent la trajectoire de certaines structures psychiques – celles qui sont les mieux disposées à exercer ces autorisations, avec d'autant plus d'allant qu'elles reçoivent tout l'aval d'un ordre de domination. On peut donc aller jusqu'à dire que les structures sociales sélectionnent les structures psychiques qui leur sont adéquates.

Les processus de la « mondialisation », par exemple, ont fait émerger en trois décennies un nouvel état des structures économiques dans lequel le capital a gagné des latitudes stratégiques sans précédent : par la possibilité ouverte de tous les arbitrages concurrentiels internationaux – fiscaux, juridiques, réglementaires, industriels, commerciaux, etc. La mobilité acquise au travers des dérèglementations successives permet de faire littéralement chanter les territoires, sous la menace du désinvestissement à la moindre contrariété. Comment cette nouvelle situation stratégique du capital, qui permet non seulement de tout exiger mais aussi de tout obtenir, aurait-elle pu ne pas avoir de retentissements considérables dans les têtes de capitalistes ? Elle en a eu. Les structures du capitalisme déréglementé y ont ainsi installé une proposition particulière, qu'on pourrait dire de satisfaction pulsionnelle inconditionnelle, déterminée à ignorer toute contention. Une telle offre parle en direct à certaines strates archaïques de la construction psychique, celles qui, précédant l'incorporation des normes collectives, ne connaissent pas encore d'altérité avec laquelle devoir composer. Comment s'étonner qu'à réactiver ainsi un état sauvage de la pulsion celle-ci s'empare de la proposition

avec la dernière furie ? Ainsi du mélange de fanatisme et d'obscénité où la bourgeoisie a basculé, à l'image par exemple du refus trépidant de la moindre contribution fiscale, ou bien du soutien inconditionnel à M. Nicolas Sarkozy sans le moindre égard pour les faits qui l'ont conduit en prison.

La dérive ne pouvait s'arrêter en si bon chemin : comme on passe des autorisations stratégiques du capital aux autorisations psychiques des capitalistes, on devait fatalement passer de ces dernières à celles de leurs fondés de pouvoir. Ainsi la bourgeoisie politique se trouve-t-elle gagnée à son tour par ce même déchaînement. Et la proposition pulsionnelle de se répandre dans des institutions politiques où des pouvoirs gigantesques sont concentrés dans les mains de personnalités qui ne connaissent plus de limites à leurs prérogatives imaginaires.

États-Unis, No Kings Day : sept millions de manifestants descendent dans les rues pour contester la politique ouvertement fasciste de M. Trump. Quelle est la réaction du président de la plus grande puissance mondiale ? Une vidéo conçue par une intelligence artificielle. Bande originale de *Top Gun*. Aux commandes du légendaire F-18, M. Trump en personne, costumé tout pareil que Tom – au casque

« Une grenade dégoupillée dans les jambes »

AUTRE président, autre régime présidentiel : M. Macron. Juin 2024, victoire écrasante du Rassemblement national (RN) aux élections européennes, désaveu retentissant pour sa politique. Que choisit-il de faire ? Il redouble la crise. Il dissout l'Assemblée nationale et convoque des élections anticipées, jetant tout le pays aux cent coups. S'il entre une décision délibérée dans cette mesure, puisque le président de la République veut l'arrivée du RN au pouvoir, elle relève aussi d'une logique psychique dont il n'est pas maître. « Je leur ai balancé une grenade dégoupillée dans les jambes », livre-t-il en une rododomade qui transpire le symptôme. Les actes de M. Macron, ses innombrables déclarations – provocations ou contrevérités –, tout relève de cette logique que la psychanalyse appelle perversion : il ne lui est pas soutenable d'éprouver un désarroi. De là deux mécanismes que ses mandats nous ont fait expérimenter jusqu'à la nausée : *dénier tout échec* de ses entreprises, tout démenti infligé à ses volontés ; *plonger les autres dans la détresse* et l'incompréhension pour s'en préserver lui-même (3).

À ce stade, normalement, on devrait commencer à comprendre que la perspective de la psychanalyse n'est pas simple amusement intellectuel ou sophistication théorique gratuite. Dans certaines

près : lui, c'est une couronne qu'il porte sur la tête. Survolant la manifestation, le *king* largue des salves d'excréments sur les contestataires. « Je vous chie dessus » – on ne voit pas comment formuler autrement le sens de la réponse présidentielle. La vidéo a laissé tout le monde sans voix, sinon pour en redire le détail, ou répéter : « Il est fou » – personne pour l'expliquer.

Personne, sauf Melanie Klein. Qui-conque l'a lue n'a pu manquer de reconnaître en ce roitelet déféquant sur la cause de ses déplaisirs ce qu'elle nomme la « position schizo-paranoïde du nourrisson (2) ». Klein désigne par là ce moment dans la construction psychique où le nourrisson se vit comme omnipotent et source de tout ce qui lui arrive de bon, pour n'envisager alors l'extérieur que sous l'espèce d'une agression à détruire. À détruire, mais comment, lorsqu'on est un si petit machin, pas même capable de s'alimenter seul ? Le nourrisson ne se connaît qu'un moyen, dont il expérimente lui-même les désagréments physiques et dont il estime « logiquement » pouvoir faire une arme contre les puissances contrariantes du dehors : son caca – justement. Éloquence psychique de M. Trump, dont la toute-puissance imaginaire a malheureusement rencontré un appareil de pouvoir qui lui donne réalité.

Parmi les innombrables angles morts de l'intersyndicale lors du mouvement contre la réforme des retraites en 2023, il y a celui qui l'a conduite à n'avoir pas la moindre idée du « type » d'individu auquel elle avait affaire. Plus exactement à retenir l'hypothèse par défaut – sans même s'apercevoir qu'elle faisait par là une hypothèse – d'une psyché « habituelle », comprendre : raisonnablement sensible à l'altérité, et susceptible d'être fléchiée par l'expression d'un dissensus massif. Pour notre malheur, c'était

Parmi les innombrables angles morts de l'intersyndicale lors du mouvement contre la réforme des retraites en 2023, il y a celui qui l'a conduite à n'avoir pas la moindre idée du « type » d'individu auquel elle avait affaire. Plus exactement à retenir l'hypothèse par défaut – sans même s'apercevoir qu'elle faisait par là une hypothèse – d'une psyché « habituelle », comprendre : raisonnablement sensible à l'altérité, et susceptible d'être fléchiée par l'expression d'un dissensus massif. Pour notre malheur, c'était

(1) Debora Patta et Tucker Reals, « Israeli lawmaker defends alleged rape of Hamas prisoner as far-right protesters rage over IDF troops' detention », 30 juillet 2024, www.cbsnews.com

(2) Melanie Klein, *La Psychanalyse des enfants*, Presses universitaires de France (PUF), Paris, 1959.

(3) Sandra Lucbert, « La vie psychique de ce pouvoir », 18 juin 2024, www.collateral.media

* Respectivement philosophe et auteure de littérature. Coauteurs de *Pulsion*, La Découverte, Paris, 2025.

GENDARMES DE SAINTE-SOLINE

capitalisme déchaîné

exactement l'inverse. Voilà où conduit le défaut d'analyse, en l'occurrence de ne pas avoir saisi que le capitalisme débridé a refait sa « sélection » des structures psychiques qui lui conviennent, et que la « décence », ordinaire ou pas, ne fait plus partie de leurs propriétés. L'intersyndicale de 2023 ne pouvait donc commettre plus colossale erreur que d'imaginer la répétition des journées d'action et la mobilisa-

tion de millions de personnes dans la rue comme capables de conduire M. Macron à reconsidérer quoi que ce soit. Pas un instant, la stratégie de la « masse tranquille » n'a eu la moindre chance – et ceci n'est pas une de ces faciles prédictions rétrospectives, mais était l'anticipation rationnelle de ce que fait une psyché qui trouve sa jouissance dans le désarroi où elle peut jeter le plus grand nombre.

encore attachées à jouer poliment le jeu de la bonne volonté, de la discussion et des « compromis » balancés.

On aurait tort, cependant, de croire les analyses d'une telle « psychanalyse matérialiste » réservées aux plus hauts étages du pouvoir – et à leurs « grands personnages ». L'épaisseur entière de la structure sociale en est tout aussi justiciable en principe. C'est que certaines autorisations d'en haut, *celles qui arrangent le pouvoir*, percolent vers le bas. Par exemple l'autorisation raciste, tolérée avec bienveillance, quand elle n'est pas franchement encouragée par des pouvoirs en cours de fascisation. Et qui vient elle aussi réactiver les strates persécutives, haineuses et destructrices dans les psychés où elles sont encore le plus vivaces, où elles ont été le moins bien dépassées.

Et plus on est près de la source de l'autorisation, plus leur déchaînement est spectaculaire. Ainsi des individus enrôlés dans le maintien de l'ordre quand l'ordre en question, ne disposant plus que de la répression pour se maintenir, sait pouvoir compter sur certaines psychés pour accomplir les nécessités de sa structure sociale en

crise. Toutes choses égales par ailleurs, l'appareil de force de l'État est un lieu d'élection pour les individus que leur structure psychique a déterminés à des motions violentes. Dans quelle mesure ces motions sont-elles autorisées à s'exprimer, c'est une question qui trouve sa réponse dans la structure institutionnelle. Celle de la police bien sûr, mais elle-même sous la commande de l'État du capital, dans cette situation qu'Antonio Gramsci qualifie de « crise organique », où les tensions sociales ne peuvent plus être accommodées convenablement par les institutions politiques en place. Et ne laissent plus au pouvoir que les solutions de répression pour se maintenir. Ici de nouveau, l'institution vient se brancher en direct sur cette strate archaïque, dite schizo-paranoïde par Melanie Klein, dont elle réactive la jouissance de détruire, qui plus est en lui donnant le sceau de la légalité. Ce sont alors des explosions de violence institutionnelle qui sont libérées par un État dos au mur, dans un parfait alignement de tendances, depuis le sommet du pouvoir jusqu'au fin fond des commissariats. Ou bien dans la plaine de Sainte-Soline, où les enregistrements des caméras de gendarmes ont livré un saisissant spectacle

des égouts psychiques du maintien de l'ordre. « *Un vrai kif* », « *Je m'attends à ce que ce soit bien mais pas autant* », « *Je suis au nirvana là, on est sur l'Everest* » : propos de gendarmes « en pleine action ». Qui respirent quasiment l'orgasme. « *J'ai signé pour ça, mec, j'ai attendu dix ans de gendarmerie pour ça.* » Vérité pulsionnelle des enrôlements.

Ça commence par des structures, disions-nous – non « par des fous ». Il y a d'abord le mouvement des structures – du capitalisme ; il y a ensuite les autorisations que ce mouvement élargit ; il y a enfin les psychés prédisposées qui s'y engouffrent – et ceci à tous les étages de la structure sociale. Événement en apparence local, Sainte-Soline est en fait un paradigme. Ce qui s'y est passé est voué à s'étendre à toute la société politique, par franchissement de crans successifs. Le maire de New York Zohran Mamdani pourrait finir en prison, ou assassiné par quelque nervi marionnettisé par le pouvoir. La France insoumise pourrait être dissoute. Et ceux qui contemplant éberlués ces hypothèses comme fantasmagories délirantes n'indiquent rien d'autre que leur incompréhension profonde des processus en cours. Dans les situations « propices », les incendies de Reichstag n'ont jamais cessé d'être disponibles. Pour prendre la mesure de pareils événements, l'analyse des processus doit être complète, or elle ne peut l'être que dans la compréhension de *toutes* les forces à l'œuvre : c'est-à-dire celles de *toutes* les structures. Les structures sociales, en premier lieu, mais relayées par les structures psychiques qui leur sont adéquates. C'est quand l'analyse est complète que la mesure des possibilités institutionnelles restantes redevient exacte. Nous savons déjà qu'elles passeront nécessairement par la constitution d'une force oppositionnelle aussi massive que radicale. Et, autrement, qu'il faudra se préparer à envisager des réponses extra-institutionnelles.

On ne propose donc pas de rétablir la psychanalyse sous sa forme *montagne magique*, où la bourgeoisie internationale, réunie dans un sanatorium aux « *excellentes chaises longues* », se dis-sèque l'âme pendant que s'organise la marche à la guerre. Bien au contraire : la psychanalyse, pour autant qu'elle soit préoccupée d'une saisie matérialiste des forces politiques, est indispensable pour éclairer les voies des catastrophes en train d'advenir – et pour s'en prémunir.

FRÉDÉRIC LORDON
ET SANDRA LUCBERT.



PIERRICK NAUD. – « L'Hypothèse des doublures n°9 », 2024

La psychanalyse est-elle bourgeoise ?

PAR MATHILDA AUDASSO *

« UNE analyse, ça coûte cher. » Cette idée occupe une place centrale mais ambivalente au sein de la psychanalyse. Pour certains psychanalystes, de fait, l'implication des patients serait d'autant plus forte que le prix à payer pour la séance constitue un coût financier. Par là, il faut sans doute comprendre que le travail des résistances (l'ensemble des causes conscientes ou inconscientes qui font que l'on n'a pas toujours envie d'aller mieux) suppose précisément qu'on n'ait pas toujours envie d'aller voir le psy, ou bien qu'on le fasse un peu par-dessus la jambe. Des analystes concluent de ce principe non sans fondement une sorte d'équation : si les séances coûtent cher, l'envie sera plus forte de les mettre à profit. Le raisonnement se retrouve encore aujourd'hui dans la production théorique psychanalytique et dans les lieux de transmission de la psychanalyse. Il légitime les honoraires élevés de certains analystes ou bien des augmentations de prix soudaines au cours de la cure.

Ainsi, le problème n'est pas seulement que des psychanalystes proposent des tarifs élevés, mais

aussi qu'ils le fassent sous couvert d'une cohérence théorique. Car Sigmund Freud lui-même se montre plus honnête dans « Sur l'engagement du traitement » : « *Chaque patient se voit attribuer une certaine heure dans les disponibilités de ma journée de travail ; cette heure est la sienne, il en reste redevable, même s'il ne l'utilise pas. (...) Quand la pratique est plus souple, les annulations "occasionnelles" sont si fréquentes que le médecin voit son existence matérielle mise en danger* (1). » Et il pouvait arriver au fondateur de la psychanalyse de recevoir des patients gratuitement. Dans une lettre à Wilhelm Fliess du 31 octobre 1897, il écrit : « *Comme j'ai du temps, je me suis laissé convaincre de prendre en traitement deux cas sans rémunération. Cela fait, avec ma personne, trois analyses qui ne rapportent rien* (2). »

Le psychanalyste d'orientation lacanienne Jacques-Alain Miller (3) affirme, lui, que « *la pratique gratuite, c'est très dangereux. C'est une grenade dégoupillée. Si elle vire à la charité, des "contrecoups agressifs" sont inévitables* (4). » Il est évident que, si l'argent a des effets, la gratuité en a aussi. Pourquoi toutefois les traduire immédiatement en « contrecoups agressifs » ? Pourquoi, comme d'autres, supposer implicitement que, si une cure est conduite gratuitement, le patient ne voudra jamais l'arrêter ? De telles positions limitent le dispositif psychanalytique à quelques paramètres – argent-temps – et à des modalités d'échanges

sociaux restreintes – charité sur fond de tradition chrétienne - échange rémunéré –, alors même que les psychanalystes, qui ont été eux-mêmes en analyse, savent à quel point une pluralité d'autres éléments entre en ligne de compte dans ce qui assure le désir ou non de poursuivre une analyse.

« Le pauvre a droit à l'aide animique »

D'un point de vue politique, Freud aborde frontalement, quoique rarement, cette question en interrogeant l'accessibilité de la cure pour les classes populaires. Ainsi écrit-il dans « Les voies de la thérapie psychanalytique » : « *Nous [les psychanalystes] sommes restreints par les conditions de notre existence aux couches supérieures aisées de la société, qui ont coutume de choisir elles-mêmes leur médecin et qui, lors de ce choix, sont détournées de la psychanalyse par tous les préjugés possibles. Pour les larges couches populaires, qui souffrent énormément des névroses, nous ne pouvons pour l'instant rien faire. Admettons maintenant que par une quelconque organisation nous réussissions à augmenter notre nombre au point de suffire au traitement des plus grandes masses humaines. Voici, d'autre part, ce qui est à prévoir : un jour ou l'autre, la conscience morale de la société s'éveillera et elle lui rappellera que le pauvre a tout aussi bien droit à l'aide animique* (5). »

Freud poursuit en comparant cette situation de l'« aide animique » (relative à l'âme) avec l'aide chirurgicale, qui sauve la vie des pauvres en dépit de leur situation sociale. On devine, dans ce rêve freudien, des propositions qui s'approchent de nos institutions de soin public contemporaines (centres médico-psychologiques, hôpitaux de jour, etc.), auxquelles les patients ont accès via un système de redistribution égalitaire (Sécurité sociale). L'horizon dessiné par Freud se rapproche d'un socialisme universel dont il identifie alors la responsabilité du côté de la « bienfaisance privée » : « *Alors seront édifiés des établissements ou des instituts de consultation auxquels seraient affectés des médecins formés à la psychanalyse. Ces traitements seront non payants. Il faut peut-être longtemps avant que l'État ressente ces obligations comme urgentes. Les circonstances présentes retarderont peut-être encore plus longtemps le délai ; il est probable que c'est la bienfaisance privée qui fera démarrer de tels instituts ; mais un jour ou l'autre il faudra bien en arriver là* (6). »

(1) Sigmund Freud, *La Technique psychanalytique*, PUF, Paris, 2013.

(2) Sigmund Freud, *Lettres à Wilhelm Fliess, 1887-1904*, PUF, Paris, 2006.

(3) Représentant de l'École de la cause freudienne (créée à la mort de Jacques Lacan) et exécuteur testamentaire de Lacan. Il est également son gendre.

(4) « En ligne avec Jacques-Alain Miller », *La Cause du désir*, n° 85, Paris, 2013.

(5) Sigmund Freud, *La Technique psychanalytique*, op. cit.

(6) *Ibid.*

* Auteure de *Dix Idées reçues sur la psychanalyse*, La Dispute, Paris, 2025, dont ce texte est extrait.



CAUCASE	IDÉES	GÉOPOLITIQUE
VOYAGE AU KARABAKH. – Aka Mortchiladze <i>Noir sur Blanc</i>, Paris, 2025, 208 pages, 22 euros. La Géorgie a quitté l'URSS en 1991. En 1992 commence la guerre civile. L'idéologie a déserté les esprits, et la violence n'a plus de couleurs. Entre milices pro- et antigouvernement, c'est l'heure des fauves, des patriarches magouilleurs. Et des régions veulent faire sécession. Rien pour retenir Gio, qui fonce, avec son ami Gogliko – tous deux «branchés» sur un plan drogue –, droit au sud, vers l'Arménie. Sauf que, dans le Haut-Karabakh où ils atterrissent, c'est aussi la guerre. Et Gio n'y comprend rien du tout. Prisonnier des Azerbaïdjanais, délivré par une charge des Arméniens, il devra discerner, dans l'obscurité ambiante, les contours d'une époque nouvelle. Aka Mortchiladze est aussi pressé d'en finir que son personnage. L'écriture directe, orale, fait un roman nerveux, l'épopée d'un «<i>vrai mec du Caucase</i>» pendant la perestroïka, comme la chronique d'un monde qui ne sait pas s'il doit s'efforcer de naître ou de mourir. «<i>Ces bolcheviks, ils nous ont tous rendus cinglés.</i>» MARIUS HEINISCH	LES TERROIRS ET LA GAUCHE. Un amour méconnu. – Samuel Grzybowski <i>Éditions du Faubourg</i>, Paris, 2024, 240 pages, 19 euros. «<i>Intraduisible</i>», le concept de «terroir» engloberait «<i>la géographie, la culture et l'interaction entre l'humain et la nature</i>», selon l'auteur, l'un des promoteurs de l'initiative discutée de primaire populaire en 2022. Les terroirs ont été confisqués par l'imaginaire d'extrême droite, déplore-t-il, «<i>comme la patrie</i>», dévoyés non seulement jadis, mais encore aujourd'hui «<i>au profit de la vague identitaire à l'œuvre en Europe depuis les années 1980</i>». Alors que la gauche se serait détournée progressivement des campagnes à partir du xix^e siècle, au bénéfice des classes ouvrières urbanisées, Samuel Grzybowski appelle les progressistes à se réapproprier ce qui aurait été un socle de résistance, du municipalisme de la Révolution française au mouvement du Larzac. DAVID GARCIA MARX NARODNIK. Les populistes russes, le communisme et l'avenir de la révolution. – Paul Guillibert et Michael Löwy <i>L'Échappée</i>, Paris, 2025, 128 pages, 16 euros. Un Karl Marx peu connu, peut-être surprenant. Vers la fin de sa vie, il rencontre les acteurs du mouvement populiste russe, les <i>narodniki</i>. Contrairement à nombre de ceux qui se définiront comme marxistes, Marx défend à la fois leurs méthodes (des attentats contre le régime tsariste) et leur vision d'une révolution où la paysannerie jouerait un rôle majeur. À leur contact, il prend ses distances avec un certain eurocentrisme et avec la vision linéaire du progrès qui caractérisait ses écrits antérieurs. Les populistes le convainquent que la Russie n'aurait pas nécessairement à passer par les mêmes étapes de développement capitaliste que les pays européens et pourrait parvenir directement au communisme en prenant appui sur les traditions précapitalistes des communes rurales. Que faire des idées de ce Marx tardif? S'en inspirer pour concevoir un autre marxisme, suggèrent Paul Guillibert et Michael Löwy, qui penserait le lien entre luttes paysannes et ouvrières, et saurait voir dans les traditions de solidarité et les formes d'organisation collectives déjà existantes des points d'appui pour la révolution. EMMANUEL DANIEL FEMMES & SOCIALISME. – August Bebel <i>Smolny</i>, Toulouse, 2025, 592 pages, 20 euros. August Bebel (1840-1913), cofondateur du Parti ouvrier social-démocrate allemand, la plus puissante formation révolutionnaire du monde, entama la rédaction de cet ouvrage en 1877-1878, alors qu'il était incarcéré pour «outrage au chancelier». Le livre fut rapidement interdit. Des milliers d'exemplaires furent diffusés sous le manteau, en cinquante-trois éditions, jusqu'en 1913. La question de l'émancipation féminine – évoquée par Friedrich Engels et Karl Marx – n'avait jamais été, dans le mouvement socialiste, traitée avec cette ampleur. Bebel repartait, notamment, de Charles Fourier pour imaginer un avenir socialiste égalitaire, tout en brossant un panorama remontant à la préhistoire. Il s'appuyait sur des anthropologues comme Lewis Henry Morgan, défenseur des tribus indiennes spoliées, et des enquêtes sociologiques. Sa thèse : l'oppression des femmes procède du développement économique lié à l'avènement du patriarcat. Ce jalon dans l'histoire du féminisme connut une seule traduction française, lacunaire, que Paul Lafargue préfaca, en 1891. Bruno Doizy, dont la traduction rend ce texte à nouveau accessible, propose enfin une version fidèle à l'original. FRANÇOIS ALBERA	RIVALITÉS POUR LA PAIX. Géopolitique de l'ONU. – Arthur Boutellis <i>Armand Colin</i>, Malakoff, 2025, 264 pages, 23,90 euros. De façon très claire, Arthur Boutellis, enseignant à Columbia et à Sciences Po Paris, propose un bilan prospectif des opérations de maintien de la paix (OMP) de l'Organisation des Nations unies (ONU). Il rappelle que la création des casques bleus en 1948 vient compenser l'échec du comité d'état-major de l'ONU, paralysé par la mésentente des grandes puissances. Après avoir étudié les grands insuccès (Rwanda, 1994; ex-Yougoslavie, 1995), il raconte des réussites méconnues : Cambodge, Mozambique, Namibie ou Salvador. Les OMP peuvent être des cibles, comme le montre l'attentat-suicide contre les locaux onusiens à Bagdad en 2003. La Chine se fait aujourd'hui la championne de la sécurité des casques bleus, refusant tout caractère offensif aux opérations. Si le désengagement financier américain oblige les Nations unies à réduire leurs actions, l'auteur estime que les OMP contemporaines sont «<i>flexibles et résilientes</i>» : leurs mandats s'adaptent à des situations combinant les dimensions humanitaire et sécuritaire, et associent plus concrètement les acteurs locaux. Dès lors, pour Boutellis, l'ONU constitue un «<i>théâtre géopolitique utile</i>». CHLOÉ MAUREL FILMS DE LA CONQUÊTE. – Franssou Prenant <i>La Traverse</i>, 2025, 74 minutes, 19 euros. Des images apaisées : on sillonne l'Algérie et la France d'aujourd'hui. Mais l'apparente banalité du présent s'embrase, et semble tout entière hantée par une violence sourde, ici enfin dite. Car la bande-son du film de Franssou Prenant confronte ces images à un savant montage de textes de l'époque de la conquête coloniale de l'Algérie. La brutalité de ces Français soudain résolus à s'approprier arbitrairement un territoire étranger terrifie. L'histoire scolaire occulte encore cette première guerre d'Algérie, menée à partir de 1830. Sa présence sonore révèle à quel point l'invisible passé structure le présent. Sous l'effet des témoignages, ceux des bourreaux et ceux des victimes, et devant la férocité coloniale exercée pendant des générations, c'est la mythologie d'une décolonisation à laquelle l'empire français aurait finalement «consenti» que le film vient miner. DAVID FAROULT GUÉRILLA DES FARC. L'avenir à une histoire. – Pierre Carles <i>C-P Productions</i>, 2025, 168 minutes, 20 euros. Pourquoi et comment naît une guérilla rurale? Quelles nécessités conduisent des paysans sans terre à prendre les armes contre un État oligarchique répressif? Par quelles voies, après plus de cinquante ans de conflit armé, négocier la paix? Et à quel prix? Le réalisateur Pierre Carles (<i>La sociologie est un sport de combat</i>, <i>Un berger et deux perchés à l'Elysée?</i>...) nous plonge dans l'histoire colombienne de la seconde moitié du xx^e siècle, singulièrement celle des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Il s'entretient sur de multiples sujets (lutte armée, vie dans les campements, victimes, narcotrafic, négociations, etc.) avec des membres de l'organisation qu'il rencontre à plusieurs reprises, essentiellement entre 2016 – année de l'accord de paix – et 2022 – celle de l'élection du président Gustavo Petro. Il rend également hommage à son beau-père, le cinéaste chilien Dunav Kuzmanich (1935-2008), dont les films réalisés en Colombie sont considérés comme majeurs. Ce que confirme des extraits de <i>Canaguaro</i> (1981), consacré aux origines du mouvement guérillero durant la période de «La Violencia» (1948-1957). CHRISTOPHE VENTURA
ASIE LA LANGUE DE L'ANGKAR. Leçons khmères rouges d'anéantissement. – Anne-Laure Porée <i>La Découverte</i>, Paris, 2025, 256 pages, 20 euros. Un cahier noir à petits carreaux d'une cinquantaine de pages. Soigneusement rédigées, des leçons. À partir de cette source dénichée au Sante-bal 21 (S-21), l'institution qui trône au sommet de l'appareil répressif khmer rouge, l'anthropologue Anne-Laure Porée entreprend une étude approfondie de l'instrumentalisation du langage sous le régime de l'Angkar (l'«Organisation», le Parti communiste du Kampuchéa) au Cambodge entre 1975 et 1979. L'ouvrage, remarquable, invite à «<i>cheminer dans la pensée</i>» des interrogateurs, formés à «<i>anéantir</i>» les «<i>ennemis</i>» de la révolution, à purifier le corps social, à le décontaminer de manière «<i>absolue</i>» mais avec «<i>maîtrise</i>» (<i>madjaka</i>), mot khmer reflétant, à travers la transposition de valeurs bouddhistes en principes révolutionnaires, la «<i>spécificité</i>» de la voie cambodgienne. Dans la lignée du livre de référence <i>LTI. La langue du III^e Reich</i> (1947) du philologue allemand Victor Klemperer, cette exégèse contribue aux travaux sur les crimes de masse. ROBINSON JOUSNI		
POLITIQUE DISASTER NATIONALISM. The Downfall of Liberal Civilization. – Richard Seymour <i>Verso</i>, Londres, 2024, 288 pages, 20 livres sterling. Figure de la gauche intellectuelle britannique, auteur d'un livre réputé, paru en 2016, sur l'action de M. Jeremy Corbyn à la tête du Parti travailliste (2015-2020), Richard Seymour livre ici un pronostic très sombre sur le devenir de la vie démocratique. Des États-Unis au Brésil en passant par les Philippines, l'Inde, etc., «<i>une énergie vaguement insurrectionnelle se déchaine</i>», écrit-il. <i>Non pas contre un statu quo décadent, mais pour le défendre</i>. La crise climatique s'aggrave; les inégalités se creusent; les liens sociaux et culturels ne cessent de s'éroder. Or cela ne s'avère pas un terrain fertile pour des mobilisations durables en faveur du bien commun, comme on avait pu l'espérer au mitan des années 2010. Au contraire. Dans le sillage de l'extrême droite, c'est plutôt la loi du plus fort, voire un véritable culte de la mort, qui attire les mécontents de la civilisation. Vu le train des choses, on pardonnera à l'auteur son pessimisme presque hégémonique, dans ce livre qui emprunte tant à Sigmund Freud qu'à Karl Marx pour faire la taxonomie globale du nouveau fascisme du xxi^e siècle. HARRISON STETLER		

LITTÉRATURES

Changer de héros

James de Percival Everett

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Marie-Laure Tissut, L'Olivier, Paris, 2025, 288 pages, 23,50 euros.

Àu départ, il y a un classique de la littérature américaine, qui conte l'odyssée d'un jeune garçon sur le fleuve Mississippi. Le roman de Mark Twain *Les Aventures de Huckleberry Finn* (1884) accompagnait la fuite de Huck, persécuté par un père ivrogne, et de l'esclave Jim. Percival Everett s'empare du sujet, pour raconter la face cachée du livre, le point de vue de l'esclave, appelé ici non plus par un diminutif, mais par l'intégralité de son prénom, James. S'il suit la trame du texte de son aîné, Everett met en place une torsion brutale du récit et de son sens. Dès l'épisode initial, il livre une version qui s'oppose au cliché de l'esclave crédule, présent chez Twain, qui montrait Huckleberry et son copain Tom Sawyer se moquant de Jim. James, lui, abonde dans le sens des jeunes maîtres blancs («*on gagne toujours à donner aux Blancs ce qu'ils veulent*») avant de filer enseigner la maîtrise de l'écriture et l'élégance de la parole à une classe clandestine d'enfants noirs. Car un discours policé chez les esclaves est la première et secrète manifestation d'opposition... Puis James et Huck entament un compagnonnage qui, d'abord subi, va, dans le roman de Twain, devenir une relation presque égalitaire, quand Huck se demande s'il ne va pas – ce qui serait son devoir – dénoncer l'esclave fugitif aux autorités, pour finalement y renoncer et reconnaître qu'il lui est attaché.

Dans le récit d'Everett, Huck est secondaire, c'est James qui importe, cet homme qui dissimule son savoir et ses pensées sous l'apparence de l'inculte docile qu'attendent les maîtres, cet amoureux de Voltaire qui démonte les prétendues évidences, mais que son statut de dominé absolu oblige à passer par une succession d'états, loué et sous-loué tour à tour à un maître de forge, un propriétaire de scierie... Jusqu'à être acheté par une troupe de musiciens *blackface*, les Virginia Minstrels, un groupe qui a réellement existé dans les années 1840, dirigé par Dan Emmett, personnage secondaire du roman. James intègre la troupe, sous la houlette de l'autre Noir de l'équipe, qui l'initie au travestissement : «*Voilà que, tous les douze, nous descendions d'un pas martial la rue principale qui séparait la partie libre de la ville de la partie esclavagiste, dix Blancs en blackface, un Noir se faisant passer pour Blanc et grimé de noir, et moi, un Noir à la peau claire grimé de noir de façon à donner l'impression d'être un Blanc essayant de se faire passer pour Noir.*»

Le chemin de James emprunte alors un tourbillon d'identités contrastées et contrariées, qui désarçonne les Blancs... On ne dévoilera pas comment James règle leur compte à deux personnages emblématiques, Huck et le vieux juge Thatcher, raciste et fier de sa culture, et on laissera le lecteur découvrir comment le roman se conclut sur une défaite (provisoire) des maîtres et possesseurs... Everett a reçu le prix Pulitzer (fiction) en 2025 pour cette version satirique, ludique, émouvante et drôle des *Aventures*... Il n'est pas indispensable d'avoir lu Twain pour apprécier.

BERNARD DAGUERRE.

THÉÂTRE

La question de la violence

En 2007, quelques années après avoir commencé une carrière de metteur en scène, Milo Rau, né à Berne en 1977, fonde une maison de production nommée International Institute of Political Murder. Rau, qui est également dramaturge, essayiste et réalisateur, questionne tout particulièrement la violence et sa répétition au sein de la famille et de la société. Il en fait le point de départ de la tragédie humaine avec ses ruptures, attentats, guerres et exils. Ses spectacles (une cinquantaine depuis 2002) sont traduits et joués dans le monde entier. Au Festival d'Avignon, il présentait, avec Servane Dècle, pour une date unique, le 18 juillet 2025, *Le Procès Pelicot*, en un geste qui rendait hommage à Gisèle Pelicot et voulait faire le «*procès du patriarcat*» : une pièce en entrée libre, interprétée avec sobriété au Cloître des Célestins, portée sur plusieurs heures par de très nombreux comédiens, personnalités, témoins, avocats, experts... Au même moment, il donnait, en itinérance, *La Lettre* (d'après *La Mouette*, d'Anton Tchekhov, avec deux comédiens), en dehors des salles de spectacle : un dispositif très léger, une pancarte annonçant une «Critique du théâtre

bourgeois», la volonté de dévoiler ce qu'il en est de la fabrication d'une pièce. Une démarche assez représentative de son travail.

En octobre 2025, il interpellait ses collègues, artistes et programmeurs, sur leur silence par rapport au génocide perpétré à Gaza. Si l'on en croit ses très nombreuses publications (1), son implication personnelle et politique ne fait aucun doute. Il se déplace en Europe de l'Ouest, mais aussi en Roumanie, au Rwanda, en République démocratique du Congo, en Irak (*Les Derniers Jours des Ceausescu*, *Hate Radio*, *Le Tribunal sur le Congo*, *Oreste à Mossoul*)... Il y va, physiquement, non pour rendre compte des décompositions en cours mais pour tenter de les comprendre, d'en saisir, et d'en faire saisir, le mécanisme de répétition.

Ses pièces, entre jeu et projection sur écran, sont d'ailleurs souvent plus intéressantes à lire qu'à voir, l'effet de mise en scène en figeant souvent le propos ou creusant l'écart entre son propre parcours

et celui de ses personnages. *Oreste à Mossoul* (2019), son adaptation de l'*Orestie* d'Eschyle, entre tragédie grecque et conflit contemporain, entre passé et présent, en est l'illustration parfaite. Si l'on comprend son effroi et son trouble devant les exactions de l'Organisation de l'État islamique, les défenestrations d'homosexuels à Mossoul, on se demande cependant si cela suffit pour donner une image et un point de vue sur l'Irak et son terrifiant processus de destruction. On a parfois le sentiment que Rau franchit le cadre de son statut d'auteur pour flirter avec celui du reporter, mais qu'entre fiction et réalité il manque d'ancrage sur le terrain. Et les stéréotypes finissent par atténuer l'effet de souffle de ses créations.

MARINA DA SILVA.

(1) Les Éditions du Brigadier (Lille) ont publié, en 2025, de Milo Rau : *Antigone en Amazonie* ; *Celle qui voit* ; *Compassion. L'histoire de la mitrailleuse* ; *Deuil et beauté* ; *Everywoman* ; *Famille* ; *La Lettre* ; *La Reprise. Histoire(s) du théâtre (I)* ; *La Trilogie de l'Europe. Les Guerres civiles. Les Années noires. Empire* ; *Les Enfants de Médée* ; *Oreste à Mossoul*. De 10 à 15 euros.



DU MONDE

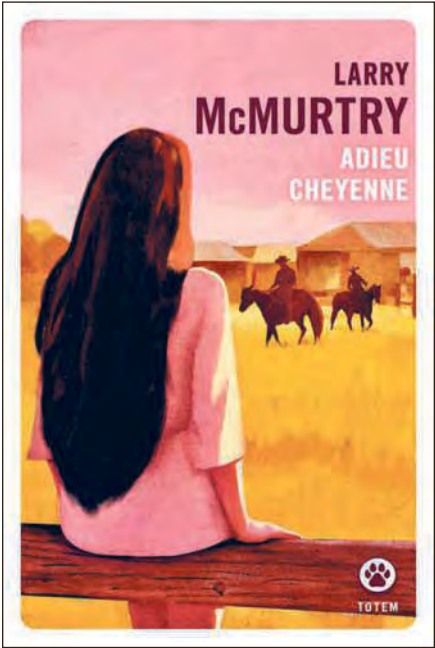
Western sentimental

Adieu Cheyenne
de Larry McMurtry

Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Christophe Cuq, Gallmeister, Paris,
2025, 416 pages, 11,90 euros.

IL a inspiré nombre de films célèbres (*Le Plus Sauvage d'entre tous*, Martin Ritt, 1963 ; *La Dernière Séance*, Peter Bogdanovich, 1971 ; *Tendres Passions*, James Brooks, 1983...), il a coscénarisé *Le Secret de Brokeback Mountain*, tourné par Ang Lee (2005), il a précédé Pete Fromm ou Jim Harrison dans le *nature writing*, il a été largement couronné dans son pays : il reste pourtant en France l'un des grands méconnus de la littérature américaine d'aujourd'hui. La réédition en collection de poche d'*Adieu Cheyenne* (1963), l'un des livres les plus discrets de Larry McMurtry, réparera peut-être cette étonnante indifférence, ou injustice, ou ignorance... *Adieu Cheyenne*, c'est une sorte de *Jules et Jim* de l'Ouest américain, qui raconte, des débuts de la première guerre mondiale aux années qui suivent la seconde, la passion entre deux cow-boys et une jeune fille, Molly, qui va de l'un à l'autre, porte un enfant de chacun, puis épouse un troisième larron. On est au Texas. Gid est un fermier, Johnny à l'occasion travaille pour lui, parfois ils se saoulent ensemble, parfois ils se battent, le triangle amoureux n'abîmera pas leur amitié. Trois parties, trois récits : à vingt ans de distance, chacun prend la parole, donne sa version de leur histoire, de la jeunesse au crépuscule. Situation de vaudeville ou de tragédie, c'est selon, que McMurtry dépeint à hauteur d'homme (et de femme), laissant les comportements exprimer avec une grande subtilité les élans et les doutes des héros, dépassés par la complexité de leurs propres sentiments. Ainsi, Molly semble suivre en toute liberté son désir, sans se soucier du regard d'autrui, et fera des choix qui pourront sembler mystérieux...

Œuvre élégiaque, en demi-teinte, *Adieu Cheyenne* (porté à l'écran par Sidney Lumet en 1974) est une parfaite introduction aux romans les plus monumentaux de McMurtry, dont le plus célèbre, disponible en coffret également chez Gallmeister, est la tétralogie *Lonesome Dove*



(1985-1997), chef-d'œuvre de la littérature western. Choisir pour cadre l'Ouest sauvage, le nord-ouest du Texas et plus précisément la ville d'Archer, où il est né en 1936, permet aussi à McMurtry de s'interroger sur la perte du sentiment de la ruralité, l'expansion des villes, l'isolement de plus en plus grand de ceux qui se rattachent au mode de vie des pionniers. Il est l'un des romanciers qui auront le mieux su donner vie à cette Amérique des grands espaces puis des petites villes. Il n'y a nulle nostalgie dans sa vision, plus proche de celle de Sam Peckinpah que de celle de John Ford, démythification, démystification, souvent cruelle, de la légende de l'Ouest. « *Nous nous sommes battus dans le mauvais camp. Nous avons tué tous les gens qui rendaient ce pays intéressant...* », dira à la fin de son épopée l'un des héros de *Lonesome Dove*. Mais McMurtry ne s'égare pas dans le commentaire. Ses paysages, son rythme, son humour puisent aussi aux sources des grandes sagas américaines, chez Fenimore Cooper, Henry David Thoreau ou John Dos Passos.

HUBERT PROLONGEAU.

SOCIÉTÉ

Des potes, des sœurs, des camarades

BEAUCOUP de travaux critiques ont été consacrés au couple et aux relations familiales. Le temps est venu de porter aussi un regard politique sur l'amitié. Les propos progressistes sur le sujet, en vogue, sont parfois abstraits. Mais leur intérêt théorique n'est pas nul. Défendre l'amitié comme lien aussi légitime que l'amour, « *penser la possibilité de l'amitié femme-homme* » et « *soigner nos amitiés féminines* » (1) : Alice Raybaud, journaliste au *Monde*, qui tient à préciser qu'elle « *parle depuis le point de vue d'une femme bisexuelle, de 26 ans, blanche, socialement favorisée* », invite à s'appuyer sur l'amitié pour envisager d'autres manières d'habiter à plusieurs ou d'élever des enfants. D'anciennes militantes du Mouvement de libération des femmes (MLF) témoignent de la manière dont les complicités personnelles ont été primordiales dans la structuration de leur combat. Le principe de « *tendresse amicale* » a aussi influencé leurs réflexions sur l'accueil des femmes voulant avorter. Prendre au sérieux l'amitié, c'est encore, aujourd'hui, par exemple, « *penser d'autres plans vieillesse* », fondés sur des relations affinitaires choisies et joyeuses.

Théoriser l'amitié n'est pas une nouveauté. La période révolutionnaire en France est marquée par « *une appétence à propos d'autres relations sociales que celles induites par le sang, l'intérêt, la hiérarchie ou la passion* », rappelle l'historien Philippe Bourdin dans l'introduction à *L'Amitié en révolution* (2). Les clubs répondent aux noms d'Amis de la Constitution, d'Amis des Droits de l'homme, d'Amis de l'Égalité... Les républicains, en partie héritiers de la culture maçonnerie et lecteurs d'auteurs grecs ou romains, déployaient un discours subtil au sujet de l'amitié. Secrète, elle peut favoriser les factions, mais elle a des vertus politiques en tant qu'antidote à l'égoïsme. « *La patrie n'est point le sol, elle est la communauté des affections...* », écrit Saint-Just, qui formule, dans un traité sur les institutions républicaines, la règle suivante : « *Celui qui dit qu'il ne croit pas à l'amitié est banni*. » Comme le relève Marisa Linton dans sa contribution à l'ouvrage collectif codirigé par Bourdin et Côme Simien, « *les réseaux d'amitié et de loyauté personnelle ont joué un rôle majeur dans l'élabo-*

ration des choix et des alliances politiques », et les fidélités se paient parfois cher.

Le chercheur Timothée Chabot a, lui, mené entre 2018 et 2021 une enquête auprès de collégiens, afin de savoir ce qu'il en est pour eux de l'amitié. Il en ressort qu'ils n'ont pas le même goût que leurs parents pour l'homophilie (la préférence pour ceux qui leur sont socialement semblables) (3). L'école peut favoriser cette mixité que les élèves disent d'eux-mêmes apprécier. Encore faut-il collectivement l'organiser, car les rencontres par-delà la classe sociale ne sont pas une évidence, et c'est là le rôle des politiques publiques.

PHOTOGRAPHIE

Le chant
du daguerréotype

AUTANT l'écrire d'emblée, on était au départ plus que réservé. Deux cent trente euros ? Redites-moi ça. Pour une anthologie des *Contemplations*, qu'on peut lire intégralement dans des dizaines d'éditions abordables, et des photographies plus ou moins d'époque (1) ? Tout pour déplaire. Cher, chic, vide.

Erreur, sauf pour le premier adjectif. Ce n'est pas vraiment du côté de Victor Hugo qu'on est saisi. *Les Contemplations* est un grand livre hanté, omniprésence d'une absence, celle de sa fille noyée, rayonnement noir du goût de ne plus vivre (« *Au-dedans de moi le soir tombe* »). C'est difficilement oubliable. Mais ne relève pas de la découverte. En revanche, ce que déclinent les 136 photographies, dont certaines sont inédites, peu à peu surprend, car, dans le désordre mais obstinément, l'imaginaire de la seconde moitié du XIX^e siècle, et du même mouvement l'interrogation sur les moyens et la nécessité de reproduire le réel, apparaît. Merveille des inventions et bricolages techniques, clairement explicités. On salue Eadweard Muybridge et Julia Margaret Cameron, un flocon de neige ou des misérables à Glasgow... Plus que telle ou telle image, c'est l'ensemble

Au collège, elles peuvent tenir à si peu : « *On préférera avoir quelques latinistes dans chaque classe plutôt qu'une seule classe qui les regroupe tous.* »

JULES CRETOIS.

- (1) Alice Raybaud, *Nos puissantes amitiés. Des liens politiques, des lieux de résistance*, La Découverte, Paris, 2024, 320 pages, 20 euros.
- (2) Philippe Bourdin et Côme Simien (sous la dir. de), *L'Amitié en révolution, 1789-1799. De l'histoire à la mémoire*, Presses universitaires de Rennes, 2024, 410 pages, 28 euros.
- (3) Timothée Chabot, *Les Amitiés au collège. Mixité sociale et relations entre élèves*, PUF, Paris, 2025, 288 pages, 19,90 euros.



qui propose comme le rêve inquiet et splendide d'une époque – en écho aux visions de Hugo, et en réverbération des tensions et consolations du temps.

EVELYNE PIEILLER.

- (1) Victor Hugo, *Les Contemplations (poèmes choisis) illustrées par les débuts de la photographie (1826-1910)*, introductions de Florence Naugrette et Hélène Orain Pascali, Diane de Selliers, Paris, 2025, 400 pages, 230 euros.

ÉCONOMIE

CONSOLES, CONTRÔLE, CLASSE. –
Jamie Woodcock

Sans soleil, Genève, 2025, 240 pages, 19 euros.

« *Pourquoi donc les marxistes devraient-ils s'intéresser aux jeux vidéo ?* » : Jamie Woodcock, enseignant en nouvelle économie numérique au King's College, à Londres, et lui-même joueur, va répondre à cette question, en analysant les relations de travail, les modes de production, la consommation de ce qui est la plus rentable des industries culturelles, loin devant le cinéma. Son capital repose largement sur des actifs immatériels, des licences aux communautés de *gamers*. Elle emploie des travailleurs intellectuels, des passionnés qui y ont jadis joui d'une position forte, mais sur lesquels les entreprises ont repris du pouvoir, grâce notamment aux clauses de confidentialité et aux discours virilistes durant les « *charrettes* », les périodes d'intensification du travail. En 2025, le secteur a toutefois connu des remous et des difficultés... Prendre au sérieux la fabrication est instructif, se placer du côté de la manette ne l'est pas moins. Le jeu a de fortes résonances qui ne se réduisent pas à la diffusion – bien réelle – de points de vue masculinistes et favorables à l'impérialisme américain. De la production à la consommation, il est un terrain de luttes.

J. C.

SOCIÉTÉ

À L'ASSAUT DU CIEL ROUGE. Une histoire orale de la CFDT Longwy. 1978-1979. –
Sébastien Bonetti et Théo Georget

Les Presses du Faubourg, Nancy,
2025, 496 pages, 20 euros.

Il existe déjà une littérature abondante sur la crise de la sidérurgie dans l'est de la France. Mais la singularité de ce travail mené par un journaliste et un doctorant en histoire tient à la focalisation sur un acteur majeur, la section de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) du bassin de Longwy, et au choix de retracer « *par le bas* » deux années intenses de combat, en 1978 et 1979. Mobilisant une riche illustration photographique, les auteurs entrecroisent témoignages et analyses sociopolitiques pour montrer comment, dans une perspective résolument autogestionnaire et socialiste – donc relativement éloignée des orientations récentes de la centrale syndicale –, l'activité militante des cédétistes s'est retrouvée mêlée à la vie entière du territoire. C'est là la principale réussite de cet ouvrage : il rappelle combien, dans ces bassins sidérurgiques, la sauvegarde de l'emploi et du secteur industriel visait la préservation d'un tissu social propre aux cités ouvrières.

THOMAS VESCOVI

HISTOIRE

ALEXANDRINE FLOTTES. De Marseille à Buenos Aires, parcours d'une migrante au XIX^e siècle. –
Thibault Bechini

Anacharsis, Toulouse,
2025, 128 pages, 16 euros.

Thibault Bechini reconstitue la vie d'Alexandrine Flottes, née en 1827 à Marseille. Ses principaux outils d'investigation sont les actes administratifs, titres de propriété, minutes notariées, contrats, rapports judiciaires, certificats de naissance ou de mort collectés sur plusieurs continents : autant de traces laissées par cette femme et ses proches. De Marseille jusqu'à Buenos Aires, en passant par Alger et le Tessin, elle a parcouru les routes des migrations du XIX^e siècle. Qu'il s'agisse d'espérer des bénéfices d'une colonisation récente, de chercher à s'enrichir sous de lointaines latitudes ou de fuir la répression des mouvements d'émancipation qui agitent alors l'Europe, les arrivées de migrants transforment profondément les pays et les esprits. Ici, l'historien invite le lecteur à une plongée dans ce XIX^e siècle où les poussées de la modernité politique et économique font et défont à la même vitesse les fortunes, sur fond de misère et d'asservissement.

GILLES LUCAS

PANAMA, UN CANAL POUR MÉMOIRE. –
Jean-Yves Mollier

Flammarion, Paris, 2025, 288 pages, 22 euros.

« *Nous l'avons payé, nous l'avons construit, il est à nous et nous le garderons* », déclarait en 1976 Ronald Reagan, alors candidat à la présidence américaine, à propos du canal de Panamá, dont le chantier fut commencé en 1881 sous l'égide du Français Ferdinand de Lesseps, puis poursuivi par les États-Unis à compter de 1904. Il fut inauguré en 1914. Jean-Yves Mollier retrace plusieurs facettes de l'histoire de cet ouvrage interocéanique de quatre-vingts kilomètres. Chaque chapitre revient sur une de ses dimensions : le scandale politico-financier français, auquel l'historien a consacré un livre en 1991, la « *prouesse technique* » réalisée par les États-Unis pour conduire ce « *chantier hors norme* », sa place dans les imaginaires nationaux, aux États-Unis comme en Colombie – part intégrante du roman national d'un côté, traumatisante de l'autre (Bogotá perdit le contrôle de l'isthme avec l'indépendance du Panamá en 1903). Des points de vue « *longtemps demeurés inaudibles* » sont aussi évoqués. Par exemple, l'expérience des milliers d'ouvriers mobilisés, à 70 % d'origine afro-antillaise, qui vécurent la ségrégation imposée par Washington sur la zone du canal.

NILS SABIN

AU CŒUR DE L'OCÉAN. La véritable histoire de Moby Dick. –
Nathaniel Philbrick

Paulsen, Paris, 2024, 352 pages, 28 euros.

Les marins de l'*Essex* se seraient probablement passés de la célébrité paradoxale qui leur est attachée. Ils furent, un jour de novembre 1820, les premiers à subir le changement d'attitude des cachalots face aux attaques des baleiniers américains qui décimèrent leurs populations au cours du XIX^e siècle : un géant des mers, heurtant par deux fois leur navire, le fit couler et les condamna à des mois d'errance sur quelques canots dans le Pacifique. Naufrage, erreurs de navigation, faim, soif, découverte d'une île déserte faussement accueillante, jusqu'au tirage au sort précédant d'épouvantables scènes de cannibalisme, ponctuent ce remarquable récit. Nathaniel Philbrick, qui vit à Nantucket, le légendaire port baleinier, peint également sans complaisance la société des quakers, qui construisirent leur fortune sur l'huile des cachalots. Est-ce la « *véritable histoire de Moby Dick* », comme le proclame le sous-titre de cette réédition ? Les comptes rendus du naufrage furent bien le point de départ de son travail, mais Herman Melville ne rencontra le capitaine de l'*Essex* qu'après la parution de son ample roman métaphysique.

BAPTISTE DERICQUEBOURG

A R T S

DANS LE CERCLE ROUGE. –
Bernard Stora

Denoël, Paris, 2025, 432 pages, 26 euros.

Du tournage du *Cercle rouge* (1970), où il fut premier assistant de Jean-Pierre Melville, le cinéaste et écrivain Bernard Stora a conservé toutes les feuilles de service. Certaines, reproduites en fac-similé, vont ouvrir chacun des chapitres, après quoi Stora raconte et explique. Les horaires et les lieux, les secrets des techniciens et les prouesses de mise en scène. La modestie d'Alain Delon et le mécontentement de Gian Maria Volonté. L'émouvante disponibilité de Bourvil – malade, et qui mourra bientôt – et la volubilité d'Yves Montand, qu'à cette époque le jeune homme révère. Sont également narrés les colères et les caprices de Melville, comment il fait d'Untel sa tête de Turc, le jeu des « *mon coco* » et des « *Monsieur Stora* », les virées nocturnes, le pyjama et les soupers au bord du lit. Il existe une mythologie melvillienne – trench-coat, code d'honneur des voyous et solitude du samouraï dans la jungle des villes. Stora, lui, écrit sans mythologie. Aucune trace d'enflure dans ces pages, ni du moindre désir de dégonfler des baudruches. Seules guident la passion du métier et la clarté pédagogique. Surprise et merveille : on peut encore, en 2025, parler de cinéma simplement.

EMMANUEL BURDEAU



ÉCOLOGIE

ANIMA. Une pastorale sauvage. – Kapka Kassabova

Marchialy, Paris, 2025, 544 pages, 24 euros.

Avec *Lisière*, paru en 2017 (traduit en français en 2020), Kapka Kassabova s’est engagée dans une série de livres consacrés à sa Bulgarie natale, qui trouve aujourd’hui son épilogue. Dans *Anima*, elle évoque le pastoralisme sur les plateaux du Pirin et tout particulièrement dans la vallée de la Strouma. Cette activité millénaire a connu plusieurs chocs au cours du ^{xx}e siècle : tout d’abord, l’apparition de frontières nationales à cause desquelles « *le déplacement des caravanes devint exorbitant et périlleux* », puis la fermeture de ces frontières et la collectivisation des terres, et enfin une privatisation tout aussi secouante. L’auteure partage l’existence de bergers, d’éleveurs de chiens ou encore de biologistes, qui prolongent et renouvellent un mode de vie ancestral. Les relations entre humains, animaux domestiques et même prédateurs sont au cœur de ses réflexions, car tous participent à la continuation de la vie dans l’une des plus grandes réserves de biodiversité d’Europe. Élargissant son propos au-delà de la Bulgarie, elle relève que la carte du pastoralisme est celle d’« *une Europe industrialisée sur le tard ou pas du tout* ».

BAPTISTE DERICQUEBOURG

BIOGRAPHIES

GEORGES MARCHAIS OU LA FIN DES FRANÇAIS ROUGES. – Sophie Cœuré

Payot, Paris, 2025, 352 pages, 22 euros.

Lors de recherches à Moscou en 2019, Sophie Cœuré consulte les rapports de l’ambassade d’URSS en France entre 1960 et 1970. De là naît l’idée de cet essai sur Georges Marchais (1920-1997), secrétaire général du Parti communiste français de 1972 à 1994. Son grand intérêt est d’analyser des archives françaises et étrangères jusqu’alors non explorées. On regrette toutefois l’absence totale de notes, créant le doute chez le lecteur : qui parle, l’historienne ou le document ? L’étude de la période de l’Occupation est captivante, décryptant l’emploi de Marchais dans une entreprise fabriquant des moteurs pour les avions allemands et son travail en Allemagne dans les usines Messerschmitt. (« *Mais quel rôle ont joué dans sa carrière ce passé qui reste en partie énigmatique, ces polémiques au long cours qui furent autant d’épreuves personnelles et politiques ?* » Cœuré expose ensuite son rôle militant en France comme à l’échelle internationale, et détaille ses positions, loin d’être toutes prévisibles. « *Partir à [l]a recherche* » de Marchais, « *c’est comprendre la construction collective d’une image plus contradictoire qu’il n’y paraît* ». L’historienne parvient à nous la transmettre.

ANNE MATHIEU

FAYROUZ. Moi je chante l’humanité. – Marjorie Bertin

Orients Éditions, Paris, 2024, 128 pages, 12,90 euros.

En août 2020, quelques jours après la tragique explosion du port de Beyrouth, Fayrouz interpréta *Li Beyrouth* (« Pour Beyrouth »), un hymne d’amour à sa ville natale. Sa voix intemporelle apporta réconfort et dignité à une population meurtrie. Mais Fayrouz ne fait pas que chanter le Liban : elle est le Liban. Née à Beyrouth d’un père chrétien assyrien et d’une mère maronite – il y a quatre-vingt-dix ans –, elle refusa de se produire dans son pays pendant la guerre civile de 1975 à 1990. Sa carrière est impressionnante : plus de huit cents chansons enregistrées, une cinquantaine d’albums, une vingtaine de films et comédies musicales. Elle a collaboré avec les frères Rahbani, Assi (son époux) et Mansour, qui ont révolutionné la musique libanaise. À partir de la fin des années 1970, son fils Ziad Rahbani, musicien engagé, a introduit des sonorités jazz dans son répertoire. À travers des entretiens, des témoignages et une analyse fine de ses chansons, la biographie de Marjorie Bertin révèle une femme d’une profonde humanité, une artiste devenue, dans le tumulte du Proche-Orient, un symbole d’unité et de paix.

AREZKI METREF

QUITTER BERLIN. Journal de jeunesse. – Gershom Scholem

Éditions Rue d’Ulm, Paris, 2025, 584 pages, 29 euros.

Né à Berlin dans une famille assimilée, émigré en 1923 à Jérusalem, où il enseignera toute sa vie la mystique juive à l’Université hébraïque, Gershom Scholem (1897-1982) est un exégète hors cadre. Dès sa jeunesse et son amitié décisive avec Walter Benjamin, il s’affranchit des critères et normes de la bourgeoisie. Dans ce fulgurant journal *Quitter Berlin*, on découvre l’expérience intérieure d’un penseur qui rejette les codes libéraux de l’assimilation. En conflit avec père et frère, il apprend l’hébreu et l’arabe, plonge dans la Torah, fréquente les intellectuels imprégnés de l’esprit « Ostjuden », entreprend de déchiffrer les prophéties messianiques de la Kabbale. À l’antisémitisme qui gangrène la société allemande, il réplique par un sionisme anarchiste aux antipodes de l’armée et de la nation. Avec lui, on dirait que le Sinaï va délivrer Berlin. L’utopie, la solitude, la lecture de Martin Buber et de Søren Kierkegaard, l’étude des mathématiques et de l’astronomie, l’humour, une écriture cinglante et solaire : à 17 ans, tout est déjà là. Notation du 21 mars 1918 : « *Là aussi je ne suis qu’à mi-chemin, car le centre est dans le silence.* »

JEAN-PHILIPPE ROSSIGNOL

IDÉES

Pour que les aveugles voient

DANS l’un de ses apologues, le philosophe allemand Günther Anders (1902-1992) décrit les efforts déployés par Noé pour convaincre ses congénères incrédules de l’imminence du Déluge. Chaque jour, le patriarche s’applique à « *ouvrir les yeux des aveugles et crier dans les oreilles des sourds* ». Si le rôle d’un intellectuel est – à la manière de Noé – d’inquiéter ses contemporains, de dissiper les illusions consolatrices et de rappeler sans cesse à la réalité, on peut dire qu’Anders n’a pas failli à sa mission.

Quand, en août 1945, les Américains larguent leurs bombes sur Hiroshima et Nagasaki, Anders – en exil depuis plus de dix ans (1) – considère que l’humanité est entrée dans une nouvelle ère : le « *temps de la fin* ». « *Un nouvel âge a commencé*, écrira-t-il, *celui dans lequel, à n’importe quel instant (...), toute notre terre peut se transformer en un Hiroshima.* » Convaincu qu’« *on ne peut pas se contenter d’interpréter l’Éthique à Nicomaque alors qu’on accumule les ogives nucléaires* », Anders prend le problème atomique à bras-le-corps.

De texte en texte, il ne fait pas qu’alerter sur le péril nucléaire (2). Il s’interroge sur la condition nouvelle de l’humanité – dépassée par sa propre création technique, vouée à être liquidée par des armes qu’elle-même produit et tolère. Il réfléchit aux nouveaux cadres et impératifs moraux nés de cette situation. Aux manières de conjurer le risque. Mais aussi aux puissants mécanismes qui favorisent l’oubli de la menace.

Pour Anders, le développement prodigieux de la technique induit un « *décalage prométhéen* » : les humains, doués de facultés imaginatives ordinaires, peinent à se représenter les effets de leur puissance technologique, en particulier le danger d’« *apocalypse nue* » qui pèse sur eux. Cette défaillance de l’entendement favorise le refoulement. Mais l’oubli de la menace atomique est également le résultat visé et obtenu par les appareils indus-

triels, militaires, politiques. Face aux « *minimisateurs de métier* », le philosophe défend le « *courage d’avoir peur* ».

Requis par le combat antinucléaire, Anders ne déserta pas pour autant les autres terrains de lutte. Il s’engagea contre l’agression américaine au Vietnam, prenant notamment part aux travaux du tribunal Russell. Il s’agissait, en un sens, toujours du même geste : forcer ses contemporains à ouvrir les yeux. Pour que le dévoilement fût complet, il ne suffisait pas de dénoncer les atrocités commises par les troupes américaines. Il fallait aussi s’attaquer aux discours qui accompagnaient l’intervention militaire ; faire apparaître les valeurs et les ressorts qui la rendaient possible ; révéler la « *mentalité de l’impérialisme contemporain* », qui soudait malgré tout la société américaine à ses boys déployés en Asie. Les courts billets, malicieux et acides, qui composent *Visit Beautiful Vietnam* (1968) s’y emploient (3). Anders y pointe l’obsécinité moralisatrice de la propagande de guerre, le cynisme candide des dirigeants, l’amnésie entretenue par les *mass media*, la facilité avec laquelle le grand nombre consent à l’hécatombe.

Anders est de la trempe d’un Karl Kraus – sarcastique, implacable, résolu à faire coûte que coûte son métier de Cassandra. Cette radicalité a pu freiner la réception de ses textes. Mais elle a aussi permis à son œuvre de traverser le temps, sans vieillir ni s’émousser. Sa pensée, hélas, n’a pas pris une ride.

ANTONY BURLAUD.

(1) Sur cet exil, cf. notamment Marina Touilliez, *Parias. Hannah Arendt et la « tribu » en France (1933-1941)*, L’Échappée, Paris, 2024.

(2) Günther Anders, *Le Temps de la fin*, L’Herne, Paris, 2025, 104 pages, 12 euros, et *La Menace nucléaire*, Héros-Limite, Genève, 2024, 352 pages, 24 euros. Cf. aussi *L’Obsolescence de l’homme*, deux tomes, L’Encyclopédie des nuisances - Ivrea, Paris, 2002 et Fario, Paris, 2011.

(3) Günther Anders, *Visit Beautiful Vietnam*, Les Belles Lettres, Paris, 2024, 360 pages, 23,50 euros.

CINÉMA

L’événement Pagnol

DES films sortent, des films ressortent. Un événement, parfois, se produit. C’est plus rare qu’on ne le dit. Ce nom, la rétrospective dont il est question ici le mérite absolument. À l’occasion du cinquantenaire de sa mort, le distributeur Carlotta a proposé un certain nombre de films réalisés par Marcel Pagnol entre 1934 et 1954. Une dizaine d’entre eux ont été repris à partir de l’été 2024. Six autres ont suivi l’été suivant. Le programme devrait continuer de circuler en salles en 2026.

La première salve comportait la trilogie marseillaise, *Marius*, *Fanny*, *César*, ainsi que les quatre adaptations de Jean Giono : *Jofroi* (1934), *Angèle* (1934), *Regain* (1937), *La Femme du boulanger* (1938). La seconde compte des titres moins fameux, dont deux de 1935, *Merlusse* et *Cigalon*. Pourquoi parler d’événement ? Ces films ne sont-ils donc pas connus ? N’étaient-ils pas visibles jusque-là ? La plupart l’étaient, c’est vrai. Ou plutôt l’avaient été, à l’époque où la télévision aimait les rediffuser. Cela faisait en revanche des lustres qu’ils n’avaient été montrés au cinéma. L’auteur de ces lignes peut témoigner qu’au cours de ces trente dernières années il ne garde le souvenir d’aucune salle montrant un film de Pagnol (1) !

Ce cinéma était donc devenu invisible. Oublié ? Presque. Deux ou trois choses demeureraient sues. La Nouvelle Vague avait vénéré Pagnol. Roberto Rossellini avait reconnu en *Jofroi* – d’après une brève nouvelle tirée du recueil *Solitude de la pitié* de Giono – l’origine véritable du néoréalisme. Jean Renoir avait tourné *Toni* (1935) avec une équipe et une inspiration venues de Pagnol. On continuait de l’adapter, des États-Unis au Japon, de Claude Berri dans les années 1980 à Daniel Auteuil au début des années 2010. Pagnol n’était donc pas oublié. Mais il semblait appartenir à des traditions et à des manières d’un autre temps, populaires, régionales et, peut-être, quelque peu réactionnaires.

On savait moins, en revanche, que, dès son avènement, Pagnol avait pris fait et cause pour le parlant, allant jusqu’à créer, en 1933, une revue dévolue à sa défense, *Les Cahiers du film*. De

féroces polémiques firent alors rage. On accusa Pagnol de tout, de vouloir s’enrichir encore, de ne rien comprendre au cinéma, d’ignorer l’ellipse... Car ce qu’on savait le mieux, à propos de Pagnol, avait trait à cela, la parole, et plus précisément au privilège exorbitant que lui accorde son cinéma. Aucun cinéma, en effet, ne parle comme celui de Pagnol. Même les films de Sacha Guitry n’en égalent pas à cet égard la folie, l’ivresse, le comique. Comment fonctionne la parole pagnolienne ? De deux façons peut-être. D’une part – à la différence de la fonction qu’elle a par exemple chez Renoir –, elle ne sert pas chez lui à marquer l’écart entre personnage et personne, être social et être réel. Elle apparaît comme le moyen dont chacun use – abuse – pour se présenter comme absolument adéquat à la place que la société lui assigne. Le boulanger comme l’instituteur, le bistrot comme le « schpountz », tous revendiquent ce qu’ils sont.

La parole, d’autre part, ne sert pas à nommer le réel. Ou si peu. Le rapport qu’elle entretient avec le monde matériel reste vague et comme indifférent. La parole permet plutôt de construire, à côté de celui-ci, un autre monde qui ne vit que par elle. Elle promet ou elle menace. Jette des sorts ou voue aux gémonies. Imagine, affabule, délire. Un restaurateur refuse, au nom de l’amour qu’il a pour son métier, de faire la cuisine (*Cigalon*). Un paysan, à force d’annoncer qu’il va se tuer, sème la panique dans son village (*Jofroi*). Un curé terrorise ses ouailles par le récit – inventé – d’un rêve littéralement infernal (*Le Curé de Cucugnán*, 1968). Loin de préparer une action, le monologue pagnolien s’y substitue. Son aberrante logique, à la fois délicate et vertigineuse à suivre, en tient intégralement lieu.

Tel serait donc l’événement : celui d’une parole en équilibre entre plein et vide, adhérence et envolée, actuel et virtuel.

EMMANUEL BURDEAU.

(1) Deux coffrets sont sortis en 2025 chez CMF-MPC : *Pagnol et Raimu* – qui comprend *La Trilogie marseillaise*, *La Femme du boulanger*, *La Fille du puisatier*, 667 min – et *Pagnol et Fernandel* – qui comprend *Angèle*, *Regain*, *Le Schpountz*, *Nais*, *Topaze*, 674 min –, 80 euros (DVD) ou 100 euros (Blu-ray).

DANS LES REVUES

❑ **HARPER’S.** Ismail Ibrahim, *fact-checker* pour une publication américaine de centre gauche – serait-ce le *New Yorker* ? –, raconte comment il a rendu son tablier quand on a voulu qu’il biaise avec la vérité sur Gaza. Ces robots humains que les entreprises américaines cherchent à nous survivre. (Vol. 351, n° 2107, décembre, mensuel, 8,99 dollars. — New York, États-Unis.)

❑ **THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** Acharnement de l’administration Trump contre les trans ; le cinéma britannique des années 1945-1960 ; histoire d’un concept, l’Occident, qui désignait ce qui en Europe se trouvait à l’ouest de la Russie ; la passion des cryptomonnaies. (Vol. LXXII, n° 20, 18 décembre, bimensuel, 9,95 dollars. — New York, États-Unis.)

❑ **NEW LEFT REVIEW.** Est-on entré dans une nouvelle phase du capitalisme, où la politique joue un rôle plus important qu’auparavant ? La vogue actuelle du modernisme soviétique en architecture omet d’interroger ce que ces bâtiments avaient de spécifiquement socialiste. (N° 155, septembre-octobre, bimestriel, 14 euros. — Londres, Royaume-Uni.)

❑ **PROSPECT.** De Downing Street aux collectivités locales, du National Health Service au ministère du logement, une enquête au long cours sur l’infiltration des services publics britanniques par Palantir, une des entreprises emblématiques de la tech autoritaire. (N° 343, décembre, mensuel, 9,99 livres sterling. — Londres, Royaume-Uni.)

❑ **LONDON REVIEW OF BOOKS.** Comment le parti de droite radicale Reform UK conquiert le nord-est de l’Angleterre en tablant autant sur la nostalgie du charbon que sur la peur des migrants. (Vol. 47, n° 22, 4 décembre, bimensuel, 6,99 livres sterling. — Londres, Royaume-Uni.)

❑ **MONTHLY REVIEW.** Hommage à l’intellectuel Robert W. McChesney, figure de la critique radicale des médias aux États-Unis (cf. contributeur du *Monde diplomatique*), récemment décédé. (Vol. 77, n° 7, décembre, mensuel, 10 euros. — New York, États-Unis.)

❑ **EAST ASIA FORUM.** Hier discréditées comme « obsolètes », les politiques industrielles pilotées par l’État font leur retour. Parfois pour garantir la souveraineté nationale, parfois pour mieux satisfaire les investisseurs étrangers. (Vol. 17, n° 4, octobre-décembre, trimestriel, 9,50 dollars australiens. — Canberra, Australie.)

❑ **REVISTA SAAP.** Le parti de M. Javier Milei, La Libertad Avanza (« La liberté avance »), constitue-t-il un nouvel objet politique ou le produit d’un « fusionnisme » des droites en Argentine ? Étude comparative du développement de la formation présidentielle dans cinq provinces du pays. (Vol. 19, n° 2, novembre, semestriel, gratuit en ligne. — Buenos Aires, Argentine.)

❑ **ESTUDIOS INTERNACIONALES.** La victoire de la gauche au Chili en 2021 avait favorisé un mouvement de « *transnationalisation des élites entrepreneuriales* » : fuite des capitaux et migration des patrons à l’étranger. Analyse du phénomène à partir des données de la banque centrale et de l’administration fiscale. (Vol. 57, n° 211, mai-août, quadrimestriel, gratuit en ligne. — Santiago du Chili.)

❑ **LATIN AMERICAN RESEARCH REVIEW (LARR).** Un article consacré à l’étude des législations de seize pays latino-américains en matière de droits des populations autochtones sur la période 1979-2018. (Vol. 60, n° 3, septembre, trimestriel, gratuit en ligne. — Cambridge, Royaume-Uni.)

❑ **POLITIQUE AFRICAINE.** Batailles pour l’eau en Afrique : entre inondations et sécheresse, comment maîtriser cette ressource précieuse ? Des coopérations fructueuses, par exemple entre le Tchad et le Cameroun, coexistent avec des actions unilatérales aux conséquences incertaines, comme la construction du barrage de la Renaissance par l’Éthiopie, sans concertation avec l’Égypte. (N° 177, octobre, trimestriel, 20 euros. — Paris.)

❑ **RECHERCHES INTERNATIONALES.** Un dossier décortique les transformations géopolitiques à partir de la guerre à Gaza sous l’angle des contournements et négations du droit de la guerre et du droit international humanitaire, mais aussi de leurs possibles renouveaux. À signaler à ce sujet, la contribution du juriste belge Olivier Corten sur les contradictions du discours américain. (N° 133, été, trimestriel, 15 euros. — Paris.)

❑ **REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE.** Le conflit en Ukraine et l’irruption de l’intelligence artificielle redessinent les contours de la guerre et la manière de la concevoir. Peut-on éviter la course aux armements ? (N° 140, hiver, trimestriel, 20 euros. — Paris.)

❑ **HÉRODOTE.** Un plaidoyer en faveur d’une fédéralisation de la défense européenne : l’Union « est aussi affaiblie [en tant qu’acteur géopolitique] par son incapacité politique à contraindre les États membres à atteindre des objectifs qu’ils se sont eux-mêmes fixés »... sans l’aval de leur population. (N° 199, 4^e trimestre, trimestriel, 24 euros. — Paris.)

❑ **REVUE D’ÉCONOMIE FINANCIÈRE.** Le mathématicien Cédric Villani alerte sur les risques et les toxicités des applications de l’intelligence artificielle, tandis que l’économiste Philippe Aghion se réjouit des perspectives économiques qu’elles ouvrent, notamment en matière d’innovation. (N° 159, octobre, trimestriel, 35 euros. — Paris.)

PEINTURE

Esthétisme impérial

La consécration de l'art abstrait latino-américain dans les années 1960-1970 doit beaucoup à un critique passionné, doté de pouvoirs institutionnels. Le souci esthétique dissimulait de puissants enjeux politiques. Cette entreprise pacifique s'inscrit dans une longue histoire : celle des interventions de Washington dans son « arrière-cour » du Sud.

PAR MIKAËL FAUJOUR *

EN Amérique latine comme ailleurs, la guerre froide a aussi été menée sur le terrain culturel. Le Cubain José Gómez Sicre (1916-1991), qui joua un rôle éminent dans ce domaine, préférerait présenter ses préoccupations comme purement artistiques. *« Mon rôle de commissaire d'exposition et de critique, expliquait le dirigeant de la division arts visuels au sein du département des affaires culturelles de l'Organisation des États américains (OEA) de la fin des années 1940 à 1976, a consisté à orienter, (...) présenter et promouvoir de nouveaux artistes d'Amérique latine. Dans le meilleur des cas, pour établir un nouveau standard de valeurs artistiques, aider à définir un nouveau canon (1). »*

Avant Gómez Sicre, explique le peintre péruvien Fernando de Szyszlo, *« il existait un art argentin ou mexicain, péruvien ou vénézuélien »*. Le Cubain, lui, avance l'idée d'une forme d'expression proprement « latino-américaine ». *« Ce n'est toutefois pas seulement la notion d'art latino-américain qui appartient à Gómez Sicre, poursuit Szyszlo, mais l'idée même que contient cette expression (2) »* : un art moins en prise avec la réalité locale – sociale, politique – que soluble dans un « art international » dont il s'est fait le défenseur, plus compatible et plus proche des avant-gardes occidentales que du muralisme mexicain ou du courant indigéniste andin, consacré à la représentation et à la défense des peuples indigènes.

En 1942, Alfred H. Barr Jr. se trouve à Cuba. Depuis sa création en 1929, il dirige le Musée d'art moderne (MoMA) de New York, fondé par l'épouse de John D. Rockefeller et deux de ses amies. Il y fera toute sa carrière et s'affirmera comme une figure-clé de l'art moderne américain. Il promeut l'expressionnisme abstrait et contribue à faire prospérer l'idée que la modernité artistique des États-Unis égale désormais celle de l'Europe. De passage dans l'île pour y acheter des œuvres, il rencontre le jeune Gómez Sicre, passionné d'art moderne. C'est le début d'une amitié durable. Deux ans plus tard, Barr confie à son nouveau complice la mission d'organiser une exposition au MoMA, « Modern Cuban Painters », qui, succès aidant, circule ensuite à travers le pays, puis en Argentine et en Haïti.

BARR va ensuite recommander Gómez Sicre au secrétaire général de l'Union panaméricaine (qui devient, en 1948, l'OEA). Sise à deux pas de la Maison Blanche et du National Mall – saint des saints mémoriel de la nation américaine –, fondée dans un esprit anticomuniste, l'OEA est largement alignée sur Washington, qui finance plus de la moitié de son budget(3). En 1962, elle exclut Cuba de ses rangs.

« Des années avant la doctrine Truman et la révolution cubaine, les contours de la guerre froide culturelle de Gómez Sicre commençaient à prendre forme, et ses coordonnées principales étaient La Havane et Mexico plutôt que Moscou et Washington (4). » La Havane, dont il soutient les artistes d'avant-garde dès les années 1940. Mexico, centre du muralisme qu'il combat.

Son activité, expliquent les universitaires colombiennes María Clara Bernal et Ivonne Pini, *« visait à consolider un langage capable de communiquer au-delà des frontières nationales et régionales »*. Il s'agissait non seulement de contrer les « expressions de la pensée de gauche qui se manifestaient dans le réalisme social », mais aussi, *« en étroite relation avec la pensée critique produite depuis le MoMA de New York »*, de produire un modèle validant la « catégorie d'art international qui était encouragée depuis le musée. Occidentalité, internationalisme et anti-communisme ont constitué la trilogie » sur laquelle reposait l'ambition de Gómez Sicre.

* Journaliste et critique d'art.



JOAQUÍN TORRES-GARCÍA. – « Arte constructivo con sol y estrella »
(Art constructiviste avec soleil et étoile), 1948

Tout comme son ami Barr, il croyait en l'autonomie d'un art autoréférentiel. Raison pour laquelle il valorisait une expression artistique non pas politique – qui aurait été en rapport avec les enjeux collectifs, la mémoire, les luttes et l'histoire – mais individuelle, singulière. Ou, pour le dire autrement, un art de l'« intériorité ». Bref, comme toute dépolitisation, une ambition... éminemment politique entérinant le mythe libéral de l'artiste en apesanteur au-dessus de la société.

Qualifié de « panaméricain » ou d'« international », l'art qu'il promeut, sans être tout à fait fermé à la figuration, s'inscrit dans un formalisme privilégiant l'abstraction. Au tournant des années 1940-1950, ce courant voit dans l'expressionnisme abstrait la manifestation même de la liberté de l'artiste. Une forme en opposition frontale au « réalisme socialiste » de la propagande soviétique. L'Agence centrale de renseignement américaine (CIA) ne manque d'ailleurs pas d'en faire un outil pour contrer l'influence communiste au sein de l'intelligentsia. Elle soutient même, en Europe, l'exposition itinérante « The New American Painting »(5). Gómez Sicre ne semble toutefois pas s'être placé dans un rapport de subordination avec l'Agence. Il a joui d'une certaine autonomie dans son action, laquelle s'avérait compatible avec les intérêts américains et avec le travail des institutions, privées et publiques, tournées vers l'Amérique latine : de celles de Rockefeller (un passionné d'art latino-américain) et Barr à l'Alliance pour le progrès lancée en 1961 par John F. Kennedy (6).

À l'OEA, Gómez Sicre dispose de moyens à la hauteur de son ambition pour faire connaître les artistes qu'il estime et pour diffuser ses idées. À travers le *Boletín de artes visuales*, revue annuelle de l'actualité artistique latino-américaine, il dispose d'une tribune pour s'exprimer sur l'art, le nationalisme militaire qui gangrène le continent, le libre-échange (qu'il promeut) et la nécessaire émergence d'une certaine fierté culturelle latino-américaine. Homme d'action, il multiplie les expositions à la galerie de l'OEA ainsi qu'à l'étranger – autour de 750, soit quelque 2 000 artistes présentés au fil de sa carrière. Dès 1949-1950, il organise une exposition itinérante, « 32 artistes des Amériques », présentée dans onze pays. L'opération bouscule des publics alors guère familiers de l'art moderne. Pour celle-ci, il bénéficie de l'entregent de Nelson Rockefeller, directeur d'une filiale de la Standard Oil impliquée au Venezuela, ainsi que du soutien financier et logistique d'entreprises américaines présentes dans la région : la société bananière United Fruit et l'entreprise maritime Grace Line. À cette occasion, soucieux d'exhaustivité, il présente pourtant, aux côtés de Candido Portinari, Joaquín Torres García ou Roberto Matta, des œuvres des Mexicains Diego Rivera et José Clemente Orozco, figures de proue du muralisme.

Gómez Sicre fait feu de tout bois : il joue un rôle de premier plan dans la création de deux musées interaméricains d'art moderne en Colombie ; fait partie du jury de la première Biennale de Córdoba (Argentine) organisée en 1962 par l'entreprise américaine Kaiser et y fait entrer Barr pour

l'édition suivante ; participe à la création d'un prix Esso financé par la compagnie pétrolière Standard Oil (1964-1965) ; et fonde le Musée d'art des Amériques de l'OEA, dont il est le premier directeur (1976-1982)... Ce faisant, il structure et aiguille l'institutionnalisation des formes à valoriser – ainsi que le marché.

Si le bilan de Gómez Sicre est largement reconnu, certaines voix ne manquent pas de signaler que sa défense d'un art principalement – mais non exclusivement – abstrait ou abstractisant a éclipsé tout un pan de l'art figuratif. Ce qu'on ne saurait analyser comme une simple question de « goût ». Favoriser l'essor d'un art abstrait sans contenu social ou politique, alors que, pour s'en tenir à ces dates, entre 1948 et 1964, les États-Unis interviennent au Costa Rica, au Guatemala, à Cuba, en République dominicaine, au Brésil... revient à faire un choix politique. La figuration contribue en effet de manière plus évidente à produire une mémoire, une interprétation du monde, des images là où l'histoire n'en a pas toujours laissé : massacres de la guerre civile, dictature, exploitation... Tel est le sens, par exemple, de l'art d'un Oswaldo Guayasamín, expressionniste indigéniste équatorien, qui contredit les prescriptions de l'art international. Évoquant le rôle de critiques d'art *« pénétrés de culture européenne et non exempts de préjugés »*, l'historien Mario Sartor constate qu'ils ont *« exalté »* un versant de l'art, mais *« condamné l'autre au silence. Des expositions, le marché, la critique ont valorisé et stimulé les artistes de rupture qui pouvaient s'assimiler aux modèles nord-américains et européens »*. À l'instar du Mexicain José Luis Cuevas, protégé de Gómez Sicre, qui accéda très jeune à une reconnaissance internationale.

C'est ainsi que fut ignoré *« un pan qui demeure vital et historiquement justifié, qui inclut (...) toutes les réponses [artistiques] aux besoins de représentation de la réalité sur le plan tout à la fois ethnique, social et politique »*(7). Oubliés, le groupe argentin Otra Figuración, le groupe mexicain Nueva Presencia, le groupe guatémaltèque Vértebra... Ne faudrait-il pas alors, comme Sartor le suggère, repenser l'histoire de l'art latino-américain d'un point de vue périphérique ?

(1) Alejandro Anreus, « More than just a cold war warrior. José Gómez Sicre and the Art Museum of the Americas », OEA, www.oas.org

(2) Cité par María Clara Bernal et Ivonne Pini, « Un modelo de arte latinoamericano : José Gómez Sicre y el Departamento de artes visuales de la OEA », *Nierika*, n° 13, Mexico, 2018.

(3) Lire Guillaume Long, « Le ministère des colonies américaines », *Le Monde diplomatique*, mai 2020.

(4) Claire F. Fox, *Making Art Panamerican. Cultural Policy and the Cold War*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 2013.

(5) Irving Sandler, *The Triumph of American Painting*, Harper & Row, New York, 1970.

(6) Lire Renaud Lambert, « Alliés contre la révolution », *Manière de voir*, n° 155, « Cuba, ouragan sur le siècle », octobre-novembre 2017.

(7) Mario Sartor, « Arte latinoamericano : Consideraciones desde una vertiente periférica », *Revista de historiografía*, n° 33, université d'Udine, 2020.

DANS LES REVUES

❑ **REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE.** Dossier « Nouveaux mondes, nouvel Occident » : *« comment la mondialisation conçue et impulsée par l'Occident s'est retournée contre lui »*. Réflexions sur la notion de « Sud global » – dont une, enragée, y voit l'instrument de l'« islam conquérant et vengeur » et des « wokistes » unis par la haine d'Israël. (N° 1115, juillet-septembre, trimestriel, 25 euros. — Paris.)

❑ **ESPRIT.** Dossier sur la crise politique française, ce qui la cause et ce qu'elle révèle : l'impuissance de l'État, la dépossession démocratique. Également : la liberté d'expression à deux vitesses aux États-Unis. (N° 528, décembre, mensuel, 20 euros. — Paris.)

❑ **LA REVUE NOUVELLE.** Un article revient sur un paradoxe : il y a plus de droits pour les personnes homosexuelles dans le champ juridique, mais la catégorie « gay » connaît une remise en cause croissante dans le champ militant queer. (N° 7/2025, huit numéros par an, 12 euros. — Bruxelles, Belgique.)

❑ **PRESCRIRE.** Comment accompagner une personne en fin de vie et son entourage ? En complément du soulagement des symptômes physiques, les soignants doivent prêter attention à la demande d'information et aux besoins d'ordre psychologique, émotionnel ou relationnel. Ils doivent engager la conversation sur ce sujet en temps voulu. (N° 506, décembre, mensuel, 55 euros. — Paris.)

❑ **LA CHRONIQUE D'AMNESTY INTERNATIONAL.** Deux ans et sept mois de prison ferme pour une banderole sur un pont : au Royaume-Uni, les écologistes non violents transformés en criminels. L'effervescence politique des années 1970 vue par l'éditrice et écrivaine Maren Sell. (N° 468, novembre, mensuel, 3,60 euros. — Paris.)

❑ **GRESEA.** Un dossier sur la « valeur du travail reproductif » revient sur l'histoire et le développement des théories qui s'emploient à lier féminisme et marxisme. (N° 124, octobre-décembre, trimestriel, 6 euros. — Bruxelles, Belgique.)

❑ **L'ÉCOLOGISTE.** Un dossier sur les « folies du nucléaire ». Plus que jamais, la dissuasion mérite d'être repensée, tout comme le nucléaire civil, dans lequel la France voudrait engloûtir des dizaines de milliards d'euros. (N° 62, décembre-février, trimestriel, 8,60 euros. — Chantilly.)

❑ **PUBLIC EYE.** Alors que l'obésité explose en Afrique, l'entreprise Nestlé y vend des aliments infantiles à forte teneur en sucre ajouté qu'elle n'écoule pas en Europe. Les céréales contiennent par exemple un carré et demi de sucre par portion. (N° 56, novembre, cinq numéros par an, gratuit en ligne. — Lausanne, Suisse.)

❑ **POPULATION ET SOCIÉTÉ.** Près d'une femme de plus de 60 ans sur trois est veuve, et plus d'une sur deux après 75 ans. Si la durée moyenne de veuvage est de treize ans, elle est plus longue pour les femmes les plus pauvres. Et elle devrait baisser à l'avenir, car l'espérance de vie des hommes progresse. (N° 639, décembre, mensuel, gratuit en ligne. — Paris.)

❑ **HUMAINS.** La plupart des conflits qualifiés de « guerres justes » ont accouché d'une paix injuste, rappelle le magazine chrétien des droits humains dans un dossier sur la nécessité de penser la paix. (N° 39, octobre-décembre, trimestriel, 7,50 euros. — Paris.)

❑ **ALTERNATIVES HUMANITAIRES.** La baisse brutale de l'aide internationale distribuée par les États-Unis plonge le secteur humanitaire dans la crise et oblige ses acteurs à repenser leurs objectifs et leurs méthodes. (N° 30, novembre, trois numéros par an, 18 euros imprimé ou gratuit en ligne. — Lyon.)

❑ **SILENCE.** Une cartographie des combats pour la préservation de l'eau en Bretagne et les nombreuses victoires des associations. Un dossier sur les « voies autochtones » de développement et un exemple de lutte contre le « colonialisme vert » au Kenya. (N° 548, décembre, mensuel, 6 euros. — Lyon.)

❑ **LE CRI.** Ce nouveau mensuel chrétien « joyeux et radical » se positionne clairement à gauche, une curiosité au sein d'un catholicisme français de plus en plus réactionnaire. Au sommaire : un dossier sur l'agriculture paysanne, le dernier album de la chanteuse Rosalia ou encore un entretien avec la députée Clémentine Autain. (N° 2, décembre, mensuel, 7,50 euros. — Paris.)

❑ **FAKIR.** Coopératives contre multinationales, sociétés coopératives de production (SCOP) contre CAC 40 ; extravagant gaspillage alimentaire en France ; plates-formes téléphoniques, maltraitance des salariés et découragement des usagers. (N° 120, décembre, bimestriel, 4 euros. — Amiens.)

❑ **BERLIN REVIEW.** Un regard critique de Jan-Werner Müller sur la notion de « fascisme démocratique » développée par Carolin Amlinger et Oliver Nachtwey. Quand le photographe Wolfgang Tillmans investit la Bibliothèque publique d'information de Beaubourg. (N° 5, hiver, semestriel, 14 euros. — Berlin, Allemagne.)

Retrouvez, sur notre site Internet,
une sélection plus étoffée de revues :
www.monde-diplomatique.fr/revues

Cinquante nuances de nuance

PAR NICOLAS VIEILLESCAZES *

L’AIR est vicié. On étouffe. Sur les réseaux sociaux, les esprits s’échauffent, les invectives fusent. On n’y échange plus des arguments, on se crispe sur des positions hermétiques. On ne s’entend plus penser. Inquiet de la « *twitterisation du débat intellectuel* », Jean Birnbaum, thérapeute en chef au *Monde des livres* depuis quinze ans, a conçu une méthode révolutionnaire, à base d’« *exercice[s] simple[s]* ». Par exemple, « *quand vous êtes en désaccord, même violent, avec quelqu’un, essayez de considérer que l’autre, même s’il paraît être un troll absurde, pourrait avoir un point de vue valable* ». Refusez de « *voir le monde en noir et blanc* ». Ou essayez l’« *humour* », l’« *autodérision* ». Ainsi, vous acquerrez le « *courage de la nuance* ».

Ces profonds exercices spirituels, chacun peut les pratiquer chez soi le samedi matin, muni du livre ainsi intitulé(1), tout en sirotant un mat-cha réparateur. Si cela ne suffit pas, leur inventeur les décline aussi sous la forme de conférences (payantes) et de podcasts (payants). Il y élabore une « *constellation de sensibilité et de vigilance* » composée d’auteurs animés du même « *refus d’être assignés à résidence* » : l’immarcescible Albert Camus, antidote à Sartre-le-dogmatique, Raymond Aron et son « *intraitable éthique du doute* », Georges Bernanos, dont la « *foudroyante lucidité* » l’a conduit à rompre avec le camp monarchiste, Hannah Arendt, « *extrêmement chaleureuse avec les étrangers* » dès l’âge de 3 ans, Roland Barthes, privé de « *la plus modérée des érections* » pendant son séjour en Chine maoïste... Ces auteurs ont « *payé cher* » leur rébellion. Depuis cinquante ans, elle leur vaut d’être cités à tout bout de champ par des cohortes d’éditorialistes et d’intellectuels médiatiques à qui ils n’avaient rien demandé.

Si, comme l’écrivait Léonard de Vinci, « *tout peintre se peint* », c’est un peu de lui que dévoile le docteur Birnbaum dans cette enfilade de vignettes : à l’instar de ses maîtres à penser, le directeur du plus prestigieux des suppléments du *Monde* éprouve constamment sa « *solitude* » et sa « *marginalité* ». On a beau être invité partout à présenter ses livres, on n’est jamais si seul que lorsqu’on est entouré. Par bonheur, « *le livre, l’ancienne et fragile tradition du livre, constitue pour la nuance le plus sûr des refuges* ». Notre homme a ses blessures secrètes, dont l’étalage est depuis vingt ans sa marque de fabrique. À la fin de l’adolescence, raconte-t-il dans son ouvrage le plus récent, *La Force d’être juste*, il a milité au sein de l’organisation trotskiste Lutte ouvrière(2). Il l’a quittée par « *peur de l’asphyxie* », à cause de la « *discipline ascétique qu’[elle] impose à ses membres* », tout en conservant « *cette croyance dans les vertus de la transmission* ». Transmis-

sion de quoi ? Au premier chef, de la mémoire du « *siècle totalitaire* », point sur lequel la génération de ses parents a failli.

Pour nous éviter de « *recommencer les mêmes erreurs, les mêmes horreurs* », il a fait de l’hebdomadaire littéraire du « *quotidien de référence* » l’avant-poste du combat contre les tyrannies d’hier et d’aujourd’hui. On ne pourra plus dire qu’on ne savait pas, ni plus rien ignorer des crimes nazis, du goulag, du terrorisme islamiste, de l’agression russe de l’Ukraine. C’est vrai, on en parle trop peu. Parfois, s’autorisant des échappées belles, il nous régale de ses considérations sur l’amour, l’enfance, l’Europe, dont l’« *héritage critique [est] plus précieux que jamais face à la terreur djihadiste, au despotisme poutinien ou aux délires trumpistes* » (*Le Monde des livres*, 6 septembre 2017).

Dans des sermons bien sentis, il met aussi la gauche en garde contre le « *périlleux confusionnisme qui conduit à occulter la différence [entre la démocratie et] les régimes autoritaires* » (*Le Monde des livres*, 31 janvier 2019). À « *l’époque de la guerre froide, la dramaturgie relativiste aboutissait, entre autres, à tirer un trait d’égalité entre l’Amérique libérale et la Russie soviétique* ». Néanmoins, il défend la « *nécessaire critique* » des démocraties, de « *leurs contradictions, leurs failles, leurs injustices révoltantes, leurs pulsions brutales* » (*Le Monde*, 22 avril 2022). « *Il y a mille raisons de se révolter* », s’emporte-t-il. Par quelque pudeur qui, chez lui, ne s’applique qu’aux États occidentaux, il s’abstient de les détailler.

Expression d’un désarroi collectif face au présent, quête d’un « *refuge* » dans les grandes œuvres qui aident à vivre, rhétorique emphatique enveloppant un grand flou sémantique : Birnbaum a quelque chose d’un intellectuel d’ambiance(3). « *Rien de plus radical que la nuance* », martèle-t-il sur les plateaux où on l’invite, tout fier de son oxymore. Nous avons besoin d’une « *insurrection* », d’un « *soulèvement du regard* ». Comme chez les ambassadeurs, la lutte politique vire au développement personnel. « *La lucidité est la sœur de la liberté* », et « *le juste (...) le frère du vrai* », lequel est le cousin par alliance du beau, lui-même oncle du bien. Quelle famille... Il s’agit d’avoir le « *courage de voir ce qu’il y a à voir* », de mettre enfin sur la table la question de la « *nuance au sens où celle-ci implique une conversion du regard, la décision d’envisager le réel dans la diversité de ses couleurs, dans ses contradictions aussi* ».

Pourtant, le réel de Birnbaum se révèle monochrome. Miradors, barbelés, enfermement des opposants, meurtres de masse, c’est tout un imaginaire occidental de guerre froide qu’il convoque, jusqu’à la caricature. Il semble revenu, le temps des « *nouveaux philosophes* » et de la critique de la Révolu-



WILLIAM TURNER. – Réflexions et réfractions dans un globe transparent à moitié rempli d’eau, dans « *Sketchbooks, Drawings and Watercolours* » (Carnets de croquis, dessins et aquarelles), vers 1810

tion française par François Furet, à qui il consacre des pages élogieuses. L’obsession des crimes du stalinisme – « *la société totalitaire que 1984 dépeint, ce n’est pas l’Italie fasciste ou l’Espagne franquiste, mais la Russie soviétique* » – se drape des oripeaux de la gauche, au nom de laquelle les antitotalitaires de la génération précédente prônèrent les guerres « *humanitaires* », l’atlantisme, le néolibéralisme puis le combat contre le « *nazislamisme* »(4).

CERTES, Birnbaum est beaucoup moins idéologue que ne l’étaient jadis Bernard-Henri Lévy ou André Glucksmann – et que ne l’est aujourd’hui l’équipe de *Franc-Tireur*. Si les convictions, la vision du monde qu’il affiche dans ses articles comme dans ses livres l’assimilent aux intellectuels qu’il côtoie au quotidien, son magistère au *Monde des livres* lui interdit tout excès de langage : d’où la stratégie de la nuance. D’autre part, la généralité de son propos, fondé sur des idées vagues ou consensuelles – ne pas reproduire les erreurs du passé, défendre la démocratie –, présente l’immense avantage de ne le fâcher avec personne. Du moins pas avec les figures légitimes du monde de la culture, « *grands écrivains* » ou membres de l’Académie française, si réactionnaires soient-ils. Par amour de la littérature sans doute, Birnbaum ne manque jamais une occasion de s’entretenir avec Alain Finkielkraut et Michel Houellebecq.

Birnbaum est d’autant plus crédible quand il promeut la pensée dominante qu’il se prévaut d’un passé militant et de références révolutionnaires (Walter Benjamin, Victor Serge, Daniel Bensaïd...). Grâce à cette synthèse idéale, il peut prétendre couvrir l’ensemble des positions.

Néanmoins, malgré son indéniable « *talent à ne pas nommer les choses* »(5), l’artiste de la « *corde raide* », l’arpenteur de la « *ligne de crête* » penche toujours vers la droite quand il doit donner son opinion sur les affaires de notre temps. Quand un journaliste de

France Info l’interroge sur la réélection de M. Donald Trump, il pointe la responsabilité de la gauche, qui, sur les campus américains, n’a pas voulu affronter les « *problèmes de rapport à la vérité qu’il pouvait y avoir dans [son] propre camp* » (6 décembre 2025).

Après tout, on n’est jamais aussi sévère qu’avec les siens. Il en fait encore la preuve dans son nouveau livre, où il n’hésite pas à diagnostiquer « *un triomphe posthume du stalinisme, sous la forme d’un stalinisme zombie : un esprit sectaire dont le centre est partout et la périphérie nulle part, puisqu’il n’a même plus besoin d’organisations de masse pour régner sur les consciences* ». Le révérend père Birnbaum ne répète pas seulement là des poncifs médiatiques, il embrasse la fonction disciplinaire de l’éditocratie. Voyant disputé son monopole de la parole, elle s’imagine assiégée par un ennemi diffus. Tel est le sens des anathèmes contre les réseaux sociaux et la gauche radicale. Aussi, quand Birnbaum explique qu’avoir le courage de la nuance, c’est « *se tenir bien* », on doit entendre l’éternel message de la bourgeoisie à la populace : une exhortation à bien se tenir. Heureusement qu’il lui reste « *un petit surmoi bolchevique pour [le] surveiller et [l]’accabler de soupçons : écrire dans Le Monde, n’est-ce pas la preuve [qu’il a] rallié le camp de l’ordre établi ? Et publier ce livre, n’est-ce pas devenir l’allié objectif de la réaction ?* ».

Petit surmoi, grande question.

- (1) Jean Birnbaum, *Le Courage de la nuance*, Seuil, Paris, 2021.
- (2) Jean Birnbaum, *La Force d’être juste. Changer le monde sans refaire les mêmes erreurs*, Flammarion, Paris, 2025.
- (3) Cf. « *Qu’est-ce qu’un intellectuel d’ambiance ?* », Lundimatin, 29 avril 2019, <https://lundi.am>
- (4) Perry Anderson, *La Pensée tiède. Un regard critique sur la culture française*, Seuil, Paris, 2005 ; Michael Christofferson, *Les Intellectuels contre la gauche. L’idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, Agone, Marseille, 2009.
- (5) Pauline Perrenot, « *Renaud Camus et Finkielkraut : les dissonances cognitives du Monde* », 15 novembre 2019, www.acrimed.org

SOMMAIRE

- PAGE 2 :**
Un journal au garde-à-vous, par **SERGE HALIMI**. – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.
- PAGE 3 :**
Thucydide a bon dos, par **PHILIP GOLUB**.
- PAGES 4 ET 5 :**
Pourquoi les États-Unis relancent le nucléaire civil, par **EVA THIÉBAUD**.
- PAGES 6 ET 7 :**
M. Trump, pirate des Caraïbes, suite de l’article de **CHRISTOPHE VENTURA**. – Les rencontres des **Amis du « Monde diplomatique »**.
- PAGE 8 :**
En Hongrie, l’élection se gagne au village, par **AMBRE BRUNETEAU ET CORENTIN LÉOTARD**.

- PAGE 9 :**
Verdun-en-Donbass, par **ANATOL LIEVEN**.

- PAGES 10 ET 11 :**
La « république oligarchique d’Ukraine », par **SÉBASTIEN GOBERT**.

- PAGES 12 ET 13 :**
Éloge du papier à l’heure du déluge numérique, suite de l’article de **BERNOÏT BRÉVILLE ET PIERRE RIMBERT**.

- PAGES 14 ET 15 :**
Le Soudan, « épïcentre mondial de la souffrance humaine », par **ARNAUD JULIEN-THOMAS**. – Cartographie de **CÉCILE MARIN**.

- PAGE 16 :**
Un ogre dans mon miroir, par **EUGÉNIE MÉRIEAU**.

- PAGES 17 À 21 :**
DOSSIER : L’ÈRE DES RÉPRESSIONS. – La mythologie sécuritaire, par **LAURENT BONELLI**. – Y a-t-il des prisonniers politiques en France ?, par **RÉMI CARAYOL**. – Ces « terroristes » britanniques qui soutiennent la Palestine, par **RAYAN FRESCHI ET MATHIEU RIGOUSTE**. – Et le Conseil d’État laisse faire, par **STÉPHANIE**

- HENNETTE VAUCHEZ**. – Sujets de non-droit, par **VINCENT SIZAIRE**. – Que faire de la police et de la prison ?, par **GRÉGOY RZEPSKI**.

- PAGES 22 ET 23 :**
Psychés débridées pour capitalisme déchaîné, par **FRÉDÉRIC LORDON ET SANDRA LUCBERT**. – La psychanalyse est-elle bourgeoise ?, par **MATHILDA AUDASSO**.

- PAGES 24 À 26 :**
LES LIVRES DU MOIS : « James », de Percival Everett, par **BERNARD DAGUERRE**. – « Adieu Cheyenne », de Larry McMurtry, par **HUBERT PROLONGEAU**. – La question de la violence, par **MARINA DA SILVA**. – Des potes, des sœurs, des camarades, par **JULES CRETOIS**. – Le chant du daguerréotype, par **EVELYNE PIEILLER**. – Pour que les aveugles voient, par **ANTONY BURLAUD**. – L’événement Pagnol, par **EMMANUEL BURDEAU**. – Dans les revues.

- PAGE 27 :**
Esthétisme impérial, par **MIKAËL FAUJOUR**.

